

# Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13568 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur: André Fontaine

DIMANCHE 11-LUNDI 12 SEPTEMBRE 1988

## Le français au Maghreb

La réponse du gouvernement français, que M. Roland Dumas avait promise pour le samedi 10 septembre, n'est pas parvenue aux « mères de Descartes » rencontrées par le ministre des affaires étrangères lors de sa visite en Algérie il y a une semaine. Ces femmes en colère continuant d'occuper les locaux de l'Office universitaire et culturel français en Algérie (OUUCA) pour protester contre l'obligation faite aux couples mixtes de retirer leurs enfants des établissements d'enseignement français en vue de leur intégration immédiate dans le système scolaire algérien, événement qui accompagne la rétrocession à l'Algérie du lycée Descartes, fleuron de l'OUUCA outre-Méditerranée.

Il y a quelque incohérence à manifester son mécontentement dans les locaux de l'administration française, qui n'en peut mais, plutôt que chez les autorités du pays qui a pris quasi unilatéralement la décision contestée. Mais le désarroi de ces Françaises, acérées de préserver l'avenir de leurs enfants après avoir tenté l'aventure du mariage avec un Maghrébin, doit inciter à la compréhension. Ce drame est aussi vécu par des familles algériennes qui avaient réussi à faire inscrire leur progéniture dans les lycées français. En principe, seuls les élèves dont le père était appelé à séjourner à l'étranger pour des raisons professionnelles pouvaient bénéficier de cette possibilité, mais il y avait de nombreuses dérogations.

## Une nouvelle étape de la révision de l'histoire soviétique

### La « Pravda » réévalue le rôle joué par Trotski

La révision de l'histoire vient de franchir un nouveau pas en Union soviétique. Sans aller jusqu'à une « réhabilitation » de Trotski, la « Pravda » vient de publier une longue étude qui renvoie pratiquement dos à dos Staline et l'homme qui fut son rival. Soulignant que Trotski ne s'est jamais incliné devant le dictateur, l'auteur de l'article écrit notamment: « On ne peut pas ne pas lui rendre hommage. »



Lire page 16 l'article de BERNARD GUETTA

## L'invitation du chef de l'OLP par les socialistes européens

### Polémiques avant la visite de M. Arafat à Strasbourg

La venue à Strasbourg, les 13 et 14 septembre, de M. Yasser Arafat, à l'invitation du groupe socialiste du Parlement européen, suscite une violente polémique en France. Plusieurs organisations ont appelé à manifester à Strasbourg, les unes contre la venue du chef de l'OLP, les autres pour. L'affaire pourrait prendre une ampleur plus grande si M. Roland Dumas fait, comme c'est probable, le voyage de Strasbourg pour y rencontrer M. Arafat.

Protestations indignées, critiques acerbes, humour cinglant, bien avant qu'il ait mis le pied à Strasbourg, où il sera l'invité du groupe socialiste du Parlement européen les 13 et 14 septembre, M. Yasser Arafat a déjà déclenché des turbulences qui n'en sont encore qu'au stade politique. Mais il n'est pas exclu qu'elles dégènerent si partisans et adversaires du chef de l'OLP mettent à exécution — ce qu'ils semblent décidés à faire — leur intention de manifester à l'occasion de cette visite, la première de M. Arafat sur le sol français en tant que responsable de la centrale palestinienne.

Si, de part et d'autre, on se défend de tout bellicisme et l'on souligne le caractère « pacifique » des manifestations prévues, des renforts de gendarmerie n'en ont pas moins été réclamés sur place. « La communauté juive mobilisée

contre la venue d'Arafat à Strasbourg », titrait le 8 septembre *Le Lettre télégraphique juive*. De plus, des représentants des communautés juives des douze pays membres de la CEE doivent participer aux manifestations de mardi contre la venue de M. Arafat. Manifestations appuyées par l'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovedia Soffer.

De leur côté, une quinzaine d'associations regroupées en un « comité de soutien aux initiatives du Parlement européen pour le succès de la visite de Yasser Arafat à Strasbourg » ont également appelé à un « rassemblement », le même jour à Strasbourg, « pour l'autodétermination et la paix en Palestine ».

YVES HELLER.  
(Lire la suite page 4.)

## Elections en Birmanie

Les autorités promettent l'instauration du pluralisme politique.  
PAGE 16

## La situation du PCF

« La crise de l'identité ouvrière communiste », par Stéphane Courtois.  
PAGE 6

## « Miracle » à Paris...

Les visions d'un jeune Syrien.  
PAGE 7

## Chronologie

Août 1988 dans le monde.  
PAGE 9

## « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Léotard, secrétaire général du PR, invité dimanche à partir de 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 16

## France à la politique

Le ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, a déclaré à la presse que la France ne pouvait pas accepter la décision unilatérale de l'Algérie de rétroceder le lycée Descartes. Il a souligné que la France avait toujours soutenu l'unité nationale algérienne et que la rétrocession de ce lycée était une atteinte à cette unité. Il a également mentionné que la France avait proposé une solution de compromis, mais que celle-ci avait été refusée par l'Algérie.

## Le voyage du pape en Afrique

### Jean-Paul II aux portes de l'apartheid

Jean-Paul II a quitté Rome, samedi 10 septembre, pour le Zimbabwe. Ce pays sera la première étape du quatrième voyage du pape en Afrique, qui le conduira, jusqu'au 19 septembre, au Botswana, au Lesotho, au Swaziland et au Mozambique. Jean-Paul II ne fera que survoler l'Afrique du Sud, en dépit de l'invitation que lui avait faite les autorités de Pretoria.

communauté catholique de la région avec un peu plus de trois millions de fidèles. Une mise à l'écart qui soulève quelques polémiques, Jean-Paul II pouvant difficilement ne pas évoquer la situation de ce pays et son régime de ségrégation raciale. L'apartheid sera donc vraisemblablement au centre des interventions du souverain pontife, de même que les conflits.

français ayant vécu au Lesotho, le Père Joseph Gérard. Les évêques de ce petit royaume, totalement enclavé dans l'Afrique du Sud, ont insisté pour que celle-ci ait lieu sur place plutôt qu'au Vatican car il s'agissait de la première personne à être ainsi honorée dans la région. Le pape a donc décidé de combiner les deux événements et d'en profiter pour rendre visite à certaines communautés catholiques d'Afrique australe. Son médecin lui interdisant des déplacements de plus de dix jours, il était impossible à Jean-Paul II de consacrer le temps nécessaire à l'Afrique du Sud. C'est du moins la version officielle.

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Principale nation de cette partie du continent, l'Afrique du Sud est exclue du périple papal alors qu'elle compte la plus importante

A l'origine, le souverain pontife devait seulement venir clore les travaux de la conférence régionale des évêques de l'Afrique méridionale (IMBISA, Inter-Regional Meeting of Bishops of Southern Africa) qui s'est ouverte le 4 septembre à Harare. Par la suite s'est greffée la cérémonie de béatification d'un prêtre

MICHEL BOLE-RICHARD.  
(Lire la suite page 3.)

## M. Franz-Olivier Giesbert, directeur de la rédaction

### Changement de cap au « Figaro »

Le Figaro change de cap. Et sa rédaction de capitaine. En attendant de prendre tout seul le barre, Franz-Olivier Giesbert partagera la direction de la rédaction avec Jacques Jacquet-Francillon. Mais l'arrivée-surprise de ce piler du *Nouvel Observateur* marque symboliquement la nouvelle orientation du quotidien de M. Robert Hersant.

Le journal de combat du premier septennat socialiste veut retrouver ses traditions de quotidien d'information, en isolant les polémiques dans une page « Opinion ».

Est-ce parce que les « libertés » ne sont plus menacées, comme l'affirme M. Alain Peyrefitte, président du comité éditorial ? Ou pour regagner des lecteurs lassés par trop de parti pris ?

Engagé dans la modernisation de son groupe de presse, à la tête d'une cinquième chaîne qui accumule les déficits, M. Hersant doit aussi tenir compte du paysage politique. Il vient ainsi de nommer M. Michel d'Ornano (UDF, proche de M. Giscard d'Estaing) vice-président de son groupe.

Les colonnes du Figaro, ouverture et tradition mêlées, vont en tout cas bouger.

(Lire page 8 l'article de MICHEL COLONNA D'ISTRIA.)

## Le problème des établissements

Le problème des établissements français au Maghreb n'est qu'un aspect de celui de la francophonie dans cette région. Il est certes intéressant de former directement une partie des futurs cadres de l'Afrique du Nord. Il est encore plus important d'encourager le bilinguisme de fait dans la population. Parce que la génération formée à l'époque coloniale s'exprime encore en français, on a trop tendance à tenir la francophonie pour un fait acquis.

## La dégradation

générale de l'enseignement de la « seconde langue » dans les établissements des trois pays est inquiétante. Toute une génération qui ne parlera convenablement ni l'arabe ni le français se profile à l'horizon 2000. La France n'est pas entièrement responsable de cette situation. Mais il dépend d'elle de motiver indirectement les élèves par son dynamisme commercial et par l'accroissement de sa présence audiovisuelle.

Au cours de la visite du président Ben Ali à Paris, du 12 au 14 septembre, il sera question de la coopération en matière de télévision. La prise en compte des réalités de notre temps est plus urgente que la tenue de colloques et la mise en place d'énormes organismes franco-phones.

## Des Marocains privés d'école dans une commune du Sud-Ouest

### Les indésirables de Casseneuil

Le préfet de Lot-et-Garonne a adressé, vendredi 9 septembre, une lettre mettant en demeure le maire de Casseneuil d'inscrire dans les maternelles de sa commune les enfants d'origine marocaine dont les parents le souhaitent, mais qui sont interdits d'école par décision municipale.

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a publié un communiqué désapprouvant « la réaction un peu curieuse d'un maire ».

CASSENEUIL (Lot-et-Garonne) de notre envoyé spécial

On guette des tours de béton et on trouve d'antiques maisons à colombages. On cherche le supermarché et on surprend les eaux du Lot qui paraissent entre les vergers. On imaginait les Miniguettes, mais Casseneuil est un

gros village d'apparence paisible sur la « route du pruneau » recommandé par le syndicat d'initiative. Un village ordinaire de la France profonde qui interdit ses écoles maternelles à cinq enfants, tous nés dans la région, au motif que leurs parents sont Marocains et ont osé s'installer dans la commune.

Pourtant, Casseneuil les avait prévus : une délibération du conseil municipal, votée le 18 octobre 1984, constatait « avec tristesse et regret, que les efforts et sacrifices extraordinaires accomplis par la communauté cassenneuilloise sont contrecarrés par l'immigration d'immigrés nouveaux ». Le même texte disait : « Non à davantage d'immigrés hors CEE (...) » et proclamait que les enfants nouvellement arrivés ne seraient pas admis dans les écoles et les organismes communaux.

Depuis lors, des enfants ont dû trouver refuge dans l'école pri-

mairie de Sainte-Livrade, une commune voisine, mais les plus petits, qui ne peuvent prendre le car, restent *personae non gratae* à la maternelle. Chaque année, le maire refuse de leur délivrer le bulletin d'inscription qui leur ouvrirait les portes de l'école.

« Comment ma fille, qui ne sait pas l'arabe, saura-t-elle écrire le français si elle ne va pas dès maintenant à l'école ? », s'inquiète le père de Bouchara, quatre ans, un ouvrier agricole installé depuis seize ans en France, mais qui est arrivé à Casseneuil après la fameuse délibération.

« Comment peut-on exclure ainsi des enfants au pays des droits de l'homme ? », s'indigne en écho M. André Pilet, conseiller municipal, qui a donné le signal de la rébellion en adhérant au MRAP en janvier dernier.

PHILIPPE BERNARD.  
(Lire la suite page 7.)

REINHARD LUTHIER  
47 70 22 47

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 6 dir.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,75 \$; Espagne/Portugal, 7,20 P; Grèce, 316 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 p.; Italie, 2.000 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 40 L.; Norvège, 15 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 130 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 1,80 kr.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

M 0146 - 09120 - 6.00 F



مکتبہ من الاصل

# Dates

Il y a quinze ans

## La mort de Salvador Allende

**Le Monde**  
7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAF 850 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Woolls.

Rédacteur en chef :  
Daniel Veret.

Correspondant en chef :  
Claude Sals.

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPAF 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.

Commissaire paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037  
Renseignements sur les microfilms  
et Index du Monde au (1) 42-47-99-71.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapet LEMONDE

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BENELUX	RUSSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1337 F
9 mois	954 F	1065 F	1404 F	1952 F

Im 1200 F 1300 F 1800 F 2500 F

**ÉTRANGER :**  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.

**POUR VOUS ABONNER**  
RENOYER CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
3615 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse officiels ou  
particuliers : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN  
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois  6 mois  9 mois  1 an

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

BADMO 88

DEPUIS plusieurs mois déjà, la tension est grande, mais, ce mardi matin de début du printemps austral, Salvador Allende s'apprête à lire un discours dans lequel il doit annoncer la tenue d'un plébiscite sur le maintien des institutions démocratiques au Chili. La veille, il avait réuni ses ministres en un conseil extraordinaire pour mettre au point cet appel. C'est le chef d'état-major de l'armée de terre qui lui a recommandé d'attendre cette date. Un homme sûr, cet Augusto Pinochet, loyal lorsqu'il commandait la place de Santiago trois ans auparavant, et qui a mérité sa promotion le 25 août précédent.

Lorsque le président pénètre au palais de La Moneda vers 7 h 30, il obtient la confirmation redoutée que la marine s'est soulevée dans le port de Valparaíso. Dans la nuit, il avait été averti d'un possible coup d'Etat. Ce n'était pas la première fois, depuis son élection trois ans auparavant, avec un peu moins de quarante mille voix d'avance sur son adversaire le plus proche, le docteur Jorge Alessandri.

En place du message prévu, Salvador Allende lance vers 8 heures un appel à la résistance : « *Travailleurs de mon pays, ils peuvent nous assassiner, mais on ne résiste pas par la force. Tôt ou tard se renverseront les larges avenues par où passe l'homme libre...* ». Il appelle ensuite ses plus proches collaborateurs au téléphone et leur demande de rejoindre d'urgence La Moneda, encore sous la protection d'un petit groupe de carabiniers dirigé par quelques officiers.

Sa fille Beatriz et l'un de ses médecins personnels, Oscar Guzman, arrivent ensemble et sont salués par les forces de l'ordre à leur passage. Dans le palais, Allende, entouré de ses proches et d'une dizaine de jeunes gens de formation militaire, son escorte personnelle, paraît serein. Peu après, on apprend que le directeur du corps général des carabiniers, le général Sepulveda, est destiné par un putschiste, le général Mendoza, qui n'était dans son corps que le quatrième par ordre d'ancienneté. Les carabiniers encore présents à La Moneda quittent leur poste, et Mendoza annonce que le palais va être pris d'assaut.

« *Vous ignorez ce qu'est l'honneur ?* »

Dans l'un des salons, le président réunit ses collaborateurs et les membres de sa famille présents. Il leur annonce qu'un accord est intervenu entre tous les secteurs des forces armées et que les militaires loyalistes ne peuvent résister. La junte est composée du commandant en chef de l'armée de terre, le général Augusto Pinochet, de l'amiral Toribio Medina, du général d'aviation Gustavo Leigh Guzman et du général de carabiniers Cesar Mendoza. Les putschistes indiquent, dans un communiqué, que « *l'incapacité du gouvernement à adopter des mesures susceptibles d'empêcher la démission de M. Allende. Ils déclarent que « les forces armées chiliennes et les carabiniers sont unis pour assurer la mission historique du combat pour la libération de la patrie du joug marxiste et le rétablissement de l'ordre et de la loi constitutionnelle ».*

Le chef de l'Etat annonce son refus et demande aux plus jeunes, à ceux qui ne savent pas tenir une arme, et aux femmes de quitter le palais. L'un des aides de camp d'Allende, le commandant Sanchez de l'armée de l'air, vient s'entretenir avec lui. Au médecin qui lui demande le contenu de son aparté avec le président, le militaire répond : « *Je suis venu pour lui dire que l'armée de l'air avait mis à sa disposition un avion. Il peut abandonner le pays avec sa famille et ses collaborateurs les plus proches.* » « *Qu'a répondu Allende ?* », questionne le médecin. « *Qu'il n'abandonnerait ni le pays ni La Moneda.* »

Dans le palais, les préparatifs de défense s'organisent. Depuis des semaines déjà, on enseignait aux hommes politiques et aux fonctionnaires la pratique du massage cardiaque ou de la transfusion de sang en prévision d'une attaque. Des mitrailleuses sont mises en batterie, et les personnes présentes recueillent les armes



qu'elles trouvent. Les tanks commencent à attaquer le palais et tirent sur le bureau d'Allende, que celui-ci a déjà abandonné depuis un moment. Avec la soixantaine de personnes présentes à l'intérieur du bâtiment des coups de feu sont échangés. Les avions survolent la ville en rase-mottes, et les communications intérieures et extérieures sont totalement sous le contrôle des militaires.

Vers 11 heures, un ultimatum parvient au président et lui donne quinze minutes pour se rendre. « *Vous autres, généraux, félicitez, ignorez ce qu'est l'honneur ?* », dit-il. A côté de lui restent ses plus fidèles amis, sa secrétaire particulière, Myriam, surnommée « la Payita », son médecin, le journaliste Olivares, directeur de l'Union populaire, et quelques gardes du corps prêts à tout. Dans un dernier message, Allende s'adresse à ses compatriotes en disant : « *Je vous dis au revoir... Que l'on sache qu'il y a eu des hommes qui savent remplir les tâches qu'ils ont reçues... Je ne renoncerai pas... Je parlerai de ma vie la loyauté envers le peuple.* » Une heure plus tard environ, trois chasseurs Hawker Hunter bombardent La Moneda, qui prend feu par endroits, alors qu'une épaisse fumée s'échappe du bâtiment.

Le général Baeca, après un échec des forces qui tentent de pénétrer dans le palais en profitant du bombardement,

appelle le secrétaire général du gouvernement, Fernando Flores, pour lui dire que les militaires respectent la vie de tous ceux qui se rendront. Une nouvelle fois Allende refuse, alors que plusieurs personnes sont déjà mortes sous les bombes. Jaime Barrios, conseiller économique du président, appelle, de La Moneda, Jorge Timossi, correspondant de l'agence cubaine Prensa Latina : « *Ici c'est un enfer, et la fumée nous étouffe. Allende est en train de tirer avec une mitrailleuse* », dit-il, en annonçant la mort d'Olivares.

Toutefois, Fernando Flores et le sous-secrétaire à l'Intérieur, Daniel Vergara, sont envoyés parlementer. Ils sont faits prisonniers. Au début de l'après-midi, les soldats parviennent à pénétrer dans le palais en décombre. Allende est mort. Il a combattu jusqu'au bout, sans qu'il soit encore possible de dire aujourd'hui avec certitude s'il s'est suicidé ou s'il a été abattu. Une chose est sûre, il n'a pas quitté La Moneda.

Le commandant en chef de l'armée de terre, Augusto Pinochet, celui qui avait dit quelques mois auparavant que « *les coups d'Etat militaires au Chili n'excitent pas* », semble un « *palle général* ». Il n'a pas mis au courant de ce qui se tramait que trois jours avant. Bernardo Leigh, le commandant en chef de l'aviation, apparaît comme l'homme fort du gouvernement militaire. L'actuel dictateur ne parviendra à accaparer le pouvoir qu'à partir

de 1974, même s'il a déjà le titre de président de la junte.

Pour l'heure, l'envoyé spécial à Santiago du *Washington Post* écrit qu'en apprenant le succès du putsch l'ambassadeur des Etats-Unis au Chili, M. Nathaniel Davis, « *sable le champagne* ». Des chancelleries accueillent les réfugiés, notamment celles du Mexique et de France. D'autres - plus rares - comme celle de Belgique - ferment leurs portes. L'ambassadeur du Royaume - 156 à l'extrême droite - est très vite rappelé à Bruxelles.

Dans le centre de Santiago, des combats se déroulent toute la matinée, alors que l'armée isole les faubourgs ouvriers. Des tirs sont déclenchés contre l'immeuble du Parti communiste, près de la place de la Révolution.

Dans la soirée, la junte décide la rupture des relations avec Cuba et « *les autres Etats communistes* ». La radio militaire annonce la suspension des deux Assemblées « *à la suite des événements de la journée* » et diffuse les noms de soixante-huit personnalités socialistes et communistes qui sont « *invitées à se présenter au ministère de la défense, sous peine d'arrestation* ». L'organe de radio-diffusion de l'armée affirme aussi que « *le calme absolu règne sur tout le territoire* ».

En Argentine, des milliers d'étudiants défilent dans les rues de Buenos-Aires pour protester contre le coup d'Etat. M. José Figueras, président du Costa-Rica, déclare que son pays avait offert l'asile politique à Salvador Allende avant que la nouvelle de sa mort se parvienne à San-José. A Moscou, l'agence Tass dénonce la « *manœuvre militaire réactionnaire contre le gouvernement légitime* », alors que Washington garde le silence. Un peu plus tard, le chancelier allemand Willy Brandt, devant l'ONU, juge « *inadmissible* » le coup d'Etat.

**Arrestations et fuilades**

Le président Pompidou est absent de Paris. Il se trouve en Chine et adresse un message de condoléances à M. Allende, mais le gouvernement ne prendra pas position ouvertement sur le changement intervenu, rappelle la doctrine française qui reconnaît « *les Etats et non les gouvernements* ». Le premier secrétaire du Parti socialiste, François Mitterrand, adresse une lettre à la veuve du président chilien, qui écrit-il, « *s'inscrit désormais dans la légende des combats de la justice et des libertés* ». Pour le premier anniversaire de la création du Front national, Jean-Marie Le Pen indique quelques jours plus tard que « *les forces armées ont non seulement le droit mais le devoir de rétablir un ordre salvateur* », et son parti transmet « *au gouvernement officiel du Chili l'appui des forces nationales* ».

Les jours qui suivent, arrestations et fuilades expéditives se multiplient au Chili. Les partis politiques sont interdits, et la tête des anciens dirigeants est mise à prix.

Une semaine avant le coup d'Etat, de sept à huit cent mille personnes défilent, en rang serré, drapeaux rouges au vent, face à Salvador Allende et au gouvernement, pour fêter le troisième anniversaire de l'élection du président.

Les trois années agitées du gouvernement populaire ont pourtant été marquées par un climat de crise larvée. Manifestations, grèves des mineurs, puis des camionneurs, médecins, cadres des chemins de fer et de l'aviation, se succèdent. Le conflit opposant le président aux Chambres s'aggrave, alors qu'en trois ans Allende en était à son vingtième gouvernement.

Le chef de l'Etat avait mis au point un plan antiputsch qui prévoyait d'écartier du commandement les généraux réfractaires et envisageait, en cas de rébellion, le concours des syndicats ouvriers. C'est le général Pinochet qui était chargé de coordonner les opérations avec la Centrale unique des travailleurs, celle-là même qui persuadait Allende d'attendre un certain 11 septembre - que la junte militaire déclarera plus tard jour férié - pour célébrer une journée de libération nationale.

DENIS HAUTIN-GURRAUT.

**L'amie des militaires**

MOY DE TOHA était « l'amie des militaires » (1). Mariée à José Toha, haut dirigeant de l'Union populaire et ancien ministre de la défense, cette femme au charme et à l'élégance naturelles hors du commun voit, comme beaucoup d'autres, son univers bouleversé en un jour.

« *Mon monde était juste avant le coup d'Etat, constitué essentiellement par des militaires* », écrit-elle. C'est par eux qu'elle apprend, le 11 septembre, que son mari, en état d'arrestation à l'école militaire. Ces hauts gradés qu'elle connaît tous, elle les retrouve constitués en junte lorsqu'ils apparaissent à la télévision. Peu après, beaucoup de ses amis l'appellent pour lui demander son aide ou un conseil, elle qui est « l'amie des militaires ».

Elle rencontre Pinochet qui lui assure : « *Il ne s'est rien passé, Moy, rien* ». Lors d'un entretien, avec d'autres femmes de dirigeants de l'Union populaire, le général s'énervait en affirmant que les choses auraient été bien pires si les militaires

n'avaient pas pris le pouvoir. « *Augusto, réplique Moy, je ne me souviens pas que la femme ait dit venir à la maison ou au bureau de mon mari pour demander où tu étais.* »

Après six mois de prison, José Toha meurt, passant moins de 50 kilos. Moy de Toha quitta alors le Chili pour un an de cinq années au Mexique avec deux enfants. Elle retourne ensuite à Santiago, tient une boutique de vente de plats préparés, et participe toujours à de multiples comités de solidarité en continuant à lutter pour les idéaux d'un socialisme latino-américain, humaniste et profondément chilien. De sa jeunesse et son expérience elle dit simplement : « *Je ne souhaite pas que Pinochet ou son épouse vive ce que j'ai vécu.* »

(1) Ce récit est extrait du livre de la journaliste Patricia Foltz, *Miedo en Chile (Peur au Chili)* publié au centre des études sociales à Santiago en 1985. Cet ouvrage, non traduit en français, est un recueil de quarante entretiens avec des personnalités chiliennes, dont celui de Moy de Toha.

**"GRAND JURY" RTL - Le Monde**

dimanche 18h15

animé par Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON et Anne CHAUSSEBOURG (Le Monde) Dominique PENNEQUIN et Paul JOLY (RTL)

en direct sur **RTL**

**manifestation de masse**

**Représailles**

**Retraite anticipée**

**un général de la Luftwaffe**

**ESPAÑE**

**l'ancien cousin de Juan Carlos**

# Etranger

## URSS

### Nouvelle manifestation de masse à Erevan

Près de cent mille Arméniens ont juré fidélité au drapeau tricolore de l'Arménie indépendante lors d'une manifestation qui s'est tenue, le vendredi 9 septembre, sur la place de l'Opéra, à Erevan, la capitale arménienne, a rapporté un correspondant de l'AAPP sur place.

Le drapeau rouge, bien orange de l'éphémère République indépendante (1918-1920) a brandi au début du meeting - officiellement interdit - organisé par le comité Karabakh dissous. Les manifestants ont entonné des chants arméniens et réclamé le rattachement de la région azérbaidjanaise du Nagorno Karabakh à l'Arménie.

La mobilisation nationaliste en Arménie a repris avec force à la fin de l'été. Cette manifestation sur la place de l'Opéra est la deuxième,

avec celle du 3 septembre, sur la place, qui a connu les rassemblements les plus massifs les mois passés. Des peines d'amende s'élevaient à 300 roubles (plus de 3 000 F) ont été prononcées, le vendredi 9 septembre, contre les membres du comité Karabakh, qui ont pris la parole devant les manifestants.

Des participants au meeting ont affirmé que le mouvement arménien en faveur du rattachement s'est élargi. Le comité Karabakh, qui semble s'être radicalisé depuis le rejet, en juillet, par le Kremlin de leur revendication territoriale, exige maintenant des garanties pour protéger la langue arménienne. Il réclame aussi des mesures de protection de l'environnement et d'un changement de la politique des cadres. (AFP.)

### André Sakharov estime que la « perestroïka » connaît un « mouvement de recul »

L'académicien soviétique André Sakharov a estimé, le vendredi 9 septembre, que le processus de réforme engagé en URSS traversait une période « très difficile » et enregistrerait « presque un recul » depuis le mois de mai.

Interrogé lors d'une conférence de presse à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, sur l'attitude du numéro deux soviétique, M. Egor Ligatchev, le physicien a déclaré qu'il le considérait comme « une force réactionnaire très dangereuse ». « Mais je ne pense pas que ce soit la seule personne dangereuse », a-t-il ajouté. La « perestroïka », a poursuivi M. Sakharov, se heurte à des « forces très puissantes ».

L'académicien s'est notamment inquiété des difficultés qu'il y avait maintenant à s'abonner à des journaux « progressistes » ou favorables à la « perestroïka », voyant là un « danger » qui pourrait porter « un grand coup » à la transparence.

Le Prix Nobel de la paix a rappelé qu'il fondait toujours ses espoirs sur Mikhaïl Gorbatchev, « éminent dirigeant politique », mais a regretté que les événements de 1968 en Tchécoslovaquie soient actuellement évoqués dans la presse soviétique de la même manière qu'au temps de la « stagnation ». (Restar, AFP.)

● Soljenitsyne refuse de s'associer au mémorial dédié aux victimes de Staline. — Alexandre Soljenitsyne a refusé de signer au conseil d'un organisme soviétique non officiel qui a l'intention d'ériger un monument à la mémoire des victimes du stalinisme, a rapporté, jeudi 8 septembre, le *New-York Times*. Selon la femme de l'écrivain, celui-ci a notifié son refus mardi dans un télégramme adressé aux responsables de cet organisme, précisant qu'il ne lui était « pas possible d'oublier » qu'il avait été accusé de trahison après la publication de l'Archipel du Goulag. (AFP.)

## GRÈCE

### L'hospitalisation de M. Papandréou suscite des spéculations dans les milieux politiques

Souffrant d'un rétrécissement de l'aorte, le premier ministre grec, M. Andriás Papandréou, devait être opéré à la fin de cette semaine, ou au début de la semaine prochaine, à Londres. Il avait été admis le 25 août dernier à l'hôpital Saint-Thomas de la capitale britannique pour subir des examens cardiologiques. La maladie du chef du gouvernement et son absence de Grèce commencent à susciter des spéculations dans les milieux politiques.

ATHÈNES de notre correspondant

Pour la première fois depuis 1981, le premier ministre grec s'absente pas, le samedi 10 septembre, à l'ouverture de la Foire internationale de Salonique. Cette manifestation est traditionnellement l'occasion pour M. Papandréou d'annoncer les grandes lignes de la politique économique du gouvernement pour l'année suivante, de prendre un bain de foule dans la capitale de la Macédoine et de la Grèce du Nord, et de commenter à la télévision l'actualité politique nationale et internationale.

Officiellement, M. Papandréou ne souffre que d'une sténose aortique, mais des informations officielles font état de complications secondaires au foie et de problèmes de circulation. L'intervention chirurgicale, plusieurs fois annoncée comme imminente, a été successivement reportée à une « date ultérieure ». Le manque d'informations précises sur l'état de santé de M. Papandréou, qui est âgé de soixante-neuf ans, a créé un climat de nervosité à Athènes.

En dépit des assurances officielles selon lesquelles le premier ministre « gouverne » aussi bien dans sa chambre d'hôpital à Londres, où une ligne téléphonique directe et un télécopieur ont été installés, le fait est que son absence prolongée commence à créer quelques problèmes. Le porte-parole du gouvernement

répète qu'il n'est pas nécessaire de nommer une personnalité pour assurer l'intérim et que, parmi les ministres, on pense à une éventuelle succession. Toutefois, suivant les instructions personnelles de M. Papandréou, une sorte de répartition des tâches a déjà été mise au point. Celle-ci se manifeste d'ailleurs à l'occasion de la Foire de Salonique. M. Agammon Koutsoyorgas, second vice-président du conseil et ministre de la Justice, prononcera le discours d'inauguration; M. Panayotis Roumeliotis, ministre de l'économie nationale, présentera les grands axes de la politique économique; M. Ioannis Charalambopoulos, premier vice-président du conseil et ministre de la défense, tiendra la conférence de presse finale qui sera consacrée, précisément, avec insistance, aux seules questions de politique étrangère et de défense.

### Une ébauche de succession ?

Peut-on en conclure qu'une ébauche de succession soit en train de se dessiner ? Selon la plupart des commentateurs, la réponse est loin d'être claire. Au sein du cabinet, M. Koutsoyorgas est déjà responsable de la coordination des ministères économiques et techniques. Depuis le départ de M. Papandréou pour Londres, il a multiplié les réunions de ministres, sans que ces initiatives soient désapprouvées au haut lieu. Selon certaines sources, l'allocution qu'il devait prononcer le samedi 10 septembre n'aura pas seulement été un discours d'inauguration de la Foire, mais un « véritable discours politique », avec, semblé-t-il, l'accord du premier ministre.

Aux termes de la Constitution, c'est pourtant à M. Charalambopoulos qu'il reviendrait de remplacer M. Papandréou si celui-ci ne se trouvait dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. Il s'a d'ailleurs fait savoir discrètement à la presse. En outre, certains observateurs font remarquer fort opportunément que

le président de l'Assemblée nationale, M. Ioannis Alevas, a récemment reçu un hommage de M. Papandréou, qui disait voir en lui « un homme politique qui a non seulement un passé mais aussi un avenir ». « Oncle Yannis », comme on l'appelle ici, possède de nombreuses et solides amitiés au sein du Parti socialiste grec (PASOK). Enfin, en cas de succession ouverte, quelle serait l'attitude du ministre du travail et cofondateur du PASOK, M. Yanniannatas ? Et que feraient les « jeunes », comme M. Costas Laliotis, idéologue du Parti et considéré par certains comme le fils spirituel de M. Papandréou ? Sans oublier le propre fils du premier ministre, Georges, qui détient le portefeuille de l'éducation nationale.

Pour le moment, tous ces petits pas tactiques sont influencés par les incertitudes planant sur le fonctionnement du cabinet. S'il serait exagéré de parler de « vide politique », il faut néanmoins constater que la « machine gouvernementale » se grippe du fait de l'absence de M. Papandréou et que plusieurs ministres ont dû assumer leurs responsabilités.

Mais ce n'est pas seulement la santé du chef du gouvernement qui préoccupe actuellement le Grec. Les péripéties de ses amours et son mariage éventuel avec une hôtesse romarienne d'environ quarante ans, Dimitra Liani, dont il avait fait la connaissance en 1985 lors d'un voyage officiel en Inde, continuent à défrayer la chronique. Cette liaison est bien connue mais de nombreux Grecs se sont quand même étonnés de voir cette semaine quelques photos retouchées de Dimitra et d'Andriás Papandréou, en pyjama dans sa chambre d'hôpital à Londres, déguster un gâteau le jour de l'anniversaire de la fondation du Parti socialiste grec, le PASOK. Quant à l'issue légale de ce mariage, elle se trouverait à Paris et n'aurait toujours pas rendu visite à son mari.

THEODORE MARANGOS.

## POLOGNE

### Représailles contre de nombreux grévistes de Haute-Silésie

Quelque trois cent cinquante mineurs qui avaient participé aux grèves de ces dernières semaines en Haute-Silésie ont été licenciés par leurs directions, a-t-on appris de sources bien informées sur place. Ces mesures ont été prises en dépit des garanties données par certaines des ces directions qui avaient exclu tout licenciement disciplinaire ou poursuites judiciaires.

D'autre part, l'enquête ouverte contre soixante mineurs de la fosse « Manifest Lipowcy », à Jastrabie (Sud), pour « organisation d'une grève illégale », se poursuit « activement ». Là aussi, assure-t-on de mêmes sources, les accords conclus entre les ouvriers et la direction de la mine, stipulant en particulier la fermeture de ces dossiers, n'ont pas été respectés. La mine « Manifest

Lipowcy » avait été la première à se mettre en grève le 15 août et la dernière à reprendre le travail. Enfin, aux aciéries de Stalowa-Wola (Sud-Est), qui avaient été également touchées par les débrayages, les anciens grévistes reçoivent depuis vendredi matin des avis de direction, selon lesquels ils seront pénalisés pour « absence injustifiée et participation à une grève illégale ».

Par ailleurs, Lech Walesa devrait de nouveau rencontrer à Varsovie, au cours de la semaine prochaine, le ministre de l'intérieur, le général Czeslaw Kaszycak, pour tenter d'obtenir des garanties sur le pluralisme syndical et la légalisation de son organisation, a-t-on appris vendredi de source informée.

### RFA : après la catastrophe de Ramstein « Retraite anticipée » pour un général de la Luftwaffe

BONN de notre correspondant

Le bilan de la catastrophe aérienne de Ramstein continue de s'alourdir : le décès, vendredi 9 septembre, de trois blessés, deux hommes et une fille de dix ans, et le nombre de blessés porté à cinquante-neuf, les critiques se multiplient contre le ministre de la défense, M. Rupert Scholz, à qui l'opposition reproche d'avoir accordé un meeting sérieux du 28 août l'antagonisme de se dérouler sans que les conditions de sécurité soient respectées. Le ministre a été sommé, jeudi soir, au feu des questions de la commission de la défense du Bundestag. Celle-ci, à partir du 1<sup>er</sup> octobre, se constituera en commission d'enquête parlementaire pour faire, si possible, dans la lumière sur les responsabilités dans cette catastrophe.

Le haut-commandement de l'armée de l'air allemande est sur la sellette. On reproche à plusieurs hauts gradés de la Luftwaffe d'avoir laissé se poursuivre un spectacle aérien à Nuremberg le même jour, alors que la nouvelle de l'accident de Ramstein était

comme. Fis : le bal qui faisait suite à cette manifestation n'a pas été annulé et s'est poursuivi en présence du commandant de la base aérienne, le colonel Joachim Hoppe, et du général Klaus Wilhelm Rimmek commandant la troisième division de défense a priori particulièrement cynique l'attitude des officiers, qui, informés de l'ampleur de la catastrophe, ont simplement interrompu le bal pour faire respecter, par les trois cents convives, une minute de silence.

Le général Rimmek, cinquante-trois ans, a demandé vendredi sa mise à la retraite anticipée, qui a immédiatement été acceptée par le ministre de la défense. Il s'agit de la dernière promotion de l'armée de l'air allemande. D'autres généraux subissent dans un proche avenir les conséquences de ces événements, le président de la commission de la défense, le député CSU Alfred Bieltel ayant en effet déclaré que l'équipe de direction de la Luftwaffe ne lui « avait pas fait une meilleure impression » lors de son audition par la commission.

LUC ROSENZWEIG.

## ESPAGNE : promotion immobilière

### L'obscur cousin de Juan Carlos...

MADRID de notre correspondant

« Je n'ai jamais autorité l'utilisation de ma parenté avec le roi Juan Carlos pour la promotion d'affaires auxquelles je participe ». C'est sur ce ton que le prince Léopold de Bavière a coupé court au scandale survenu en Espagne après l'apparition de tracts sur lesquels le nom du monarque apparaissait mais à une affaire de promotion immobilière sur le côté sud de la Péninsule. La société immobilière suisse Donam Landerschilling avait fait imprimer des dépliants pour la promotion de la vente de terrains dans le Coto de Donam, une grande réserve naturelle du sud de l'Espagne. On pouvait y lire : « Nous avons le plaisir de vous communiquer la participation de Son Altesse royale Léopold, prince de Bavière, à nos affaires de marketing et à la distribution de nos produits. Le prince Léopold dispose des meilleures possibilités pour superviser nos affaires en Espagne, par exemple,

par le biais de son oncle, le roi Juan Carlos. Les tracts imprimés en juin dernier avaient été envoyés à des personnes susceptibles d'être intéressées par ce projet, si l'on en croit des responsables du Parti communiste espagnol qui ont dénoncé la machination. Celle-ci a provoqué l'indignation du palais royal et de la gendarmerie. Lors d'une conférence de presse à Séville, le prince Léopold de Bavière a annoncé sa décision de rompre ses liens avec la Donam Landerschilling. Il a également fait une mise au point sur son parenté avec le roi Juan Carlos : « Le monarque n'est pas son oncle, mais son cousin au troisième degré. L'arrière-grand-mère de Léopold de Bavière, l'infante Maria de La Paz, était la sœur du roi Alphonse XII d'Espagne.

Après avoir qualifié d'« intolérable » l'utilisation de sa parenté avec le roi Juan Carlos, il a annoncé que le président de la société inculpée, M. Rater R. Sommerhalder, lui avait fait part de son intention de s'occuper auprès du monarque

(Interim.)

## Afrique

### Le voyage du pape en Afrique australe

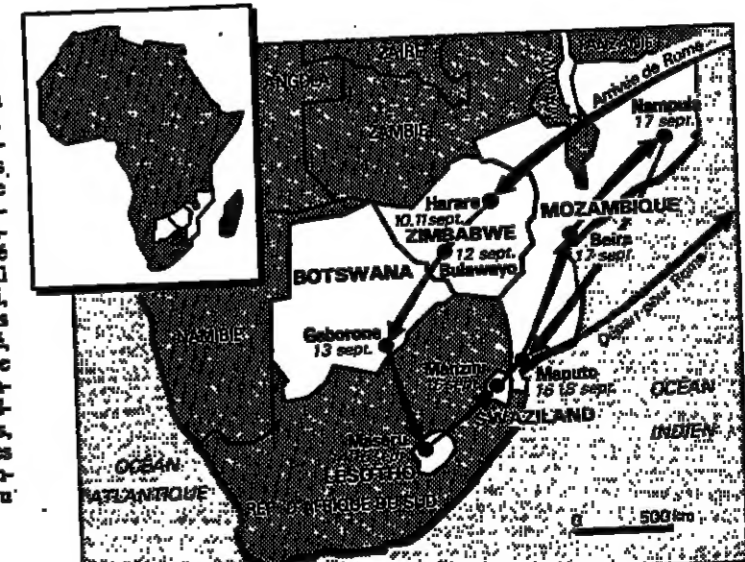
(Suite de la première page.)

Le Saint-Père n'a, en tout cas, jamais décliné l'invitation de se rendre au pays de l'apartheid. Une invitation lui avait été adressée en 1982 par la conférence épiscopale des neuf pays d'Afrique australe. Aucune date, cependant, n'avait été fixée. En septembre 1984 débutait une vague de violences qui pendant plus de deux ans, allait ébranler le pays tout entier. Le secrétaire général de la conférence, le Père Jude Pietrowski, a démenti l'information selon laquelle les évêques de la région avaient conseillé à la plus haute autorité de l'Eglise catholique de ne pas se rendre en Afrique du Sud. « D'un commun accord, il a été décidé que la période actuelle n'était pas la meilleure », a affirmé le Père Pietrowski.

En juillet dernier, le cardinal Roger Etcheberry, président du conseil pontifical Justice et Paix, a effectué une visite en Afrique du Sud et a rencontré M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères. Début août, ce dernier a tenu à affirmer publiquement qu'il ne tenait pas le pape pour « responsable » de l'exclusion de l'Afrique du Sud de sa tournée australe, précisant cependant que cette « mise à l'écart est d'autant plus incompréhensible que le chef de l'Etat et les ministres accompagnés de leurs épouses avaient été reçus avec courtoisie au Vatican en mai 1984 ».

### ZIMBABWE

● Superficie : 389 000 kilomètres carrés.  
● Population : 6 930 000 habitants ; capitale : Harare.  
● Questions religieuses : la population se partage entre les animistes (40 %) et les chrétiens (58 %), l'islam et l'hindouisme étant très faiblement représentés. Selon l'agence vaticane Fides, les catholiques sont environ 800 000, et comptent quatre cents prêtres. Les Eglises protestantes sont largement majoritaires (33 %) devant l'Eglise anglicane (15 %) et d'autres Eglises indépendantes. La liberté de culte est officiellement reconnue par le régime marxiste.



### Royaume du ciel

Le Lesotho, royaume montagneux d'un million et demi d'habitants dont plus de six cent mille sont catholiques, constituera l'un des grands moments du voyage papal, malgré le régime militaire instauré après le coup d'Etat de janvier 1986 et malgré l'état d'urgence. L'ancien protecteur britannique a, depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires européens et principalement des Français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer.

Le Père Joseph Gérard, originaire d'un village proche de Nancy, le « Père des miracles » comme on l'appellait, avait passé cinquante-deux ans de sa vie à conquérir de nouvelles âmes avant de s'éteindre en 1914. La cérémonie de béatification aura lieu à Harare, ville du pays où il repose et qui est resté un haut lieu d'évangélisation.

Jean-Paul II s'arrêtera une seule journée à Botswana, jeune Etat qui, soixante ans après l'ouverture de la première mission catholique, compte seulement trente mille fidèles. Ce pays, grand comme la France, est occupé aux quatre coins par le désert du Kalahari, avec une population estimée à 1,1 million d'habitants.

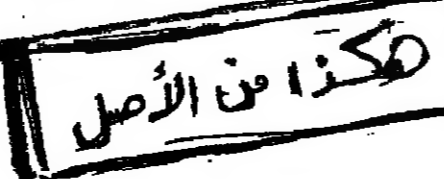
Une étape intermédiaire après le Zimbabwe, l'ancien Rhodesie, où son président, M. Robert Mugabe, pratique un marxisme pragmatique. Cet ancien professeur d'une mission catholique, qui a pris les armes pour conquérir l'indépendance de son pays contre le régime blanc de Ian

Pour son trente-neuvième voyage à l'étranger et son quatrième en Afrique, Jean-Paul II visitera, en neuf jours, cinq pays : trois pays de « l'axe de l'Est » (Zimbabwe, Botswana et Mozambique) et deux petits pays enclavés en territoire sud-africain (Lesotho et Swaziland). Au Zimbabwe, il célébrera une messe en plein air à Harare, à laquelle assistera le président Robert Mugabe. Et il clôturera la semaine internationale des évêques d'Afrique méridionale. Au Lesotho, le 15 septembre, le pape procédera, à Maseru, à la béatification du Père Joseph Gérard, missionnaire français. Venus en voisins, des dizaines de milliers de Sud-Africains devraient assister à cette cérémonie. Au Mozambique, du 16 au 19 septembre, Jean-Paul II rencontrera les jeunes dans la cathédrale de Maputo, après s'être rendu à Beira et à Nampulo, dans le nord-est du pays.

Smith, a ouvert l'ombisa en déclarant que « l'Eglise doit s'associer avec ceux qui, en politique, mènent le combat anti-apartheid ». Contrairement au Mozambique, il n'y a jamais eu de frictions sérieuses entre l'Eglise catholique et l'Etat, depuis, notamment, qu'un terme a été mis à la guerre du Matabeleland, province du Sud dont la capitale, Bulawayo, accueillera le souverain pontife. Le clergé a même soutenu sans réserve la politique de contraction des autorités, qui est considérée comme un succès.

Avant son arrivée à Maputo, capitale du Mozambique, le pape fera une brève halte de huit heures dans un autre royaume, celui du Swaziland, qui a fêté, au début du mois, ses vingt ans d'indépendance. Le même âge que son roi, Mswati III, qui est monté sur le trône il y a deux ans. Un pays paisible, qui n'abrite que 70 000 catholiques sur 7 000 000 habitants, actuellement confronté à l'épineux problème de l'afflux des réfugiés mozambicains fuyant la

MICHEL BOLE-RICHARD.



Large advertisement for RIL (Raffinerie Industrielle de Lagunas) on the left side of the page, featuring the RIL logo and text in French. The text includes phrases like 'directeur' and 'RIL'.

# Proche-Orient

La situation dans les territoires occupés

## Les autorités israéliennes affirment avoir arrêté les principaux dirigeants du soulèvement à Gaza

Le commandant militaire de la région sud, le général Itzhak Mordechai, a affirmé vendredi 9 septembre à la radio que les autorités israéliennes « avaient arrêté les principaux responsables du soulèvement dans la bande de Gaza et cessé les comités populaires ». Un porte-parole militaire a précisé que l'armée avait démantelé trente-sept comités populaires et procédé à l'arrestation de deux cents Palestiniens au cours des derniers jours dans le secteur de Gaza. Selon le radio israélienne, plusieurs Palestiniens ont été récemment à Gaza avaient été libérés lors de l'échange de prisonniers, en 1985, au cours duquel trois soldats israéliens détenus par le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), de M. Ahmed Jibril, avaient été échangés contre mille cent cinquante Palestiniens détenus en Israël et dans les territoires occupés.

1985, au cours duquel trois soldats israéliens détenus par le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), de M. Ahmed Jibril, avaient été échangés contre mille cent cinquante Palestiniens détenus en Israël et dans les territoires occupés.

1985, au cours duquel trois soldats israéliens détenus par le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), de M. Ahmed Jibril, avaient été échangés contre mille cent cinquante Palestiniens détenus en Israël et dans les territoires occupés.

## Le défi des militants islamistes

JÉRUSALEM de notre correspondant

« On ne sait pas très bien que faire, fermer, ouvrir, fermer, à l'air libre du supermarché optera pour une demi-mesure, comme la plupart des autres commerçants de la grande rue de Jérusalem à Ramallah (Cisjordanie), ce vendredi 9 septembre : il laissera sa porte à demi entrouverte. La veille, jeudi, était jour de grève générale à l'appel de la Direction unifiée du soulèvement (OLP) ; aujourd'hui, c'est une nouvelle grève générale dans les territoires occupés, mais cette fois à l'appel du mouvement islamiste Hamas (le mouvement de la résistance islamique).

mager ou brûler le magasin. D'ailleurs, plus personne ne veut nous assurer. »

tracts et graffiti muraux entre les deux groupes. « Il y a incontestablement une tension croissante » entre l'OLP et Hamas, écrit dans le quotidien Haaretz. Dans le Jerusalem Post, Yehuda Litan, un des spécialistes israéliens des territoires occupés, assure pour sa part : « Il est de plus en plus clair que Hamas gagne en importance sur des dépens de l'OLP. »

comme sa charte. Ce « programme », outre une référence au Protocole des sages de Sion, se célèbre faux antisémitisme, se résume en quelques phrases : « Toutes les initiatives ou propositions de paix et de conférences internationales doivent être rejetées. [...] Elles aboutiraient à céder une part de la Palestine, et ce serait comme céder une part de notre religion. »

« Mais pour les nationalistes de l'OLP, principaux animateurs du soulèvement, le leçon est la même : c'est la seconde fois en moins d'un mois qu'ils sont défaits par les militants intégristes musulmans. C'est un conflit politique : la grève du commerce indique « qui est le patron » dans la rue : les nationalistes ou les islamistes. Le phénomène est nouveau en Cisjordanie ; il s'accompagne d'une perte guerre de communication.

« Mais pour les nationalistes de l'OLP, principaux animateurs du soulèvement, le leçon est la même : c'est la seconde fois en moins d'un mois qu'ils sont défaits par les militants intégristes musulmans. C'est un conflit politique : la grève du commerce indique « qui est le patron » dans la rue : les nationalistes ou les islamistes. Le phénomène est nouveau en Cisjordanie ; il s'accompagne d'une perte guerre de communication.

« Mais pour les nationalistes de l'OLP, principaux animateurs du soulèvement, le leçon est la même : c'est la seconde fois en moins d'un mois qu'ils sont défaits par les militants intégristes musulmans. C'est un conflit politique : la grève du commerce indique « qui est le patron » dans la rue : les nationalistes ou les islamistes. Le phénomène est nouveau en Cisjordanie ; il s'accompagne d'une perte guerre de communication.

« Mais pour les nationalistes de l'OLP, principaux animateurs du soulèvement, le leçon est la même : c'est la seconde fois en moins d'un mois qu'ils sont défaits par les militants intégristes musulmans. C'est un conflit politique : la grève du commerce indique « qui est le patron » dans la rue : les nationalistes ou les islamistes. Le phénomène est nouveau en Cisjordanie ; il s'accompagne d'une perte guerre de communication.

## L'usage de gaz contre les Kurdes

### Sérieuses menaces de sanctions américaines contre l'Irak

WASHINGTON de notre correspondant

Le Sénat des Etats-Unis s'est prononcé vendredi 9 septembre sur l'imposition de sévères sanctions économiques à l'Irak, accusé d'avoir « gravement violé les lois internationales » en utilisant des armes chimiques contre des membres de sa minorité kurde. Approuvée à l'unanimité, la décision ne peut cependant être suivie d'effets immédiats : il faut d'abord que la Chambre des représentants se prononce - ce qui pourrait être fait assez rapidement - et ensuite que le président Reagan signe la loi (ou y mette son veto).

## L'invitation du chef de l'OLP par les socialistes européens

### Polémiques avant la visite de M. Arafat à Strasbourg

(Suite de la première page.)

Pour l'heure - en attendant un possible face-à-face - on est aux mots. Des mots d'indignation d'un côté, de justification de l'autre. Parallèlement à différents communiqués d'associations juives, aux termes particulièrement vifs, M. Theo Klein, président du conseil représentatif des institutions juives en France (CRIF), se dit « profondément choqué », affirmant que « même en accordant aux députés européens qui ont invité M. Yasser Arafat la présomption d'innocence, on ne saurait justifier de la fausse morale et politique qu'ils ont commise en lançant cette invitation, avant qu'aucune évolution constructive ne se soit manifestée dans l'orientation fondamentale de l'OLP ».

## Rencontre avec M. Dumas

(Suite de la première page.)

Il semble en outre que le principe d'une rencontre avec le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, était acquis jeudi, en dépit de toutes les précautions dont s'entoure le Quai d'Orsay pour laisser planer le doute autour d'une telle éventualité. Bien que cet entretien puisse se dérouler dans les locaux du Parlement européen, autrement dit en « territoire international », il ne manquera certainement pas de déclencher une nouvelle polémique, M. Klein ayant déjà fait savoir que « la communauté juive se sentirait profondément insultée » par une rencontre Dumas-Arafat.

## Diplomatie

### La Yougoslavie devrait prendre la tête du Mouvement des non-alignés

NICOSIE de notre correspondant

Sauf revirement de dernière minute, la Yougoslavie, l'un des fondateurs du Mouvement des non-alignés, devrait être désignée samedi 10 septembre pour prendre la tête de l'organisation et arbitrer en 1989 le prochain sommet. Sollicité par plus de la moitié des cent un membres du mouvement après le retrait jeudi du Nicaragua et de l'Indonésie, Belgrade n'avait toujours pas fait connaître sa réponse samedi matin, pas mécontent de se faire un peu prioritaire pour obtenir un large consensus sur son nom et effacer ainsi l'échec subi en 1986 face au Zimbabwe.

# Amérique

ARGENTINE

## Violentes manifestations à Buenos-Aires

BUENOS-AIRES de notre correspondant

La douzième grève générale, déclenchée dans le pays vendredi 9 septembre, aura été la plus violente de la longue série qui a commencé en 1983 avec l'arrivée de M. Alfonsín au pouvoir.

« Elle a été réduite à huit heures. Carlos Menem, le candidat péroniste à la présidentielle de 1989, devait prendre la parole pendant le meeting de l'après-midi puis il s'est défilé tout en promettant de venir en spectacle, pour finalement se faire excuser au dernier moment. De plus la CGT, contrairement à son habitude, avait fixé la date de la manifestation la veille d'un week-end, alors que les transports étaient en grève.

« Les incidents ont commencé en plein milieu du discours de M. Saúl Ubaldini, le leader de la centrale syndicale péroniste CGT (Confédération générale du travail), devant trente mille personnes, quand un petit groupe de manifestants s'est mis à lancer des pierres contre la police tout en brûlant des drapeaux américains et britanniques (symboles de la dette extérieure et des Malouines). Les forces de l'ordre ont aussitôt riposté par des gaz lacrymogènes. Des magasins ont alors été pillés, les vitres des bâtiments qui entourent la place systématiquement détruites, une voiture incendiée. La police a chargé, des coups de feu ont été échangés, blessant une centaine de personnes. La CGT a appelé à une nouvelle grève générale mardi pour protester contre ce qu'elle appelle « la répression officielle sauvage et injustifiée ».

« Le même jour, le ministre de l'Economie, Juan Sourrouille, a publié un premier bilan de son plan de redressement économique qu'il a qualifié de « favorable ». Le ministre a estimé que le mauvais résultat de l'inflation en août (27,6 %) s'expliquait par les hausses de prix appliquées par les commerçants par anticipation dans la perspective d'un éventuel blocage. Il prévoit un chiffre nettement inférieur (10 %) pour septembre.

« Ce plan, relativement bien accueilli par le secteur industriel et financier, avec en conséquence un dollar qui reste calme, constitue une incantation encourageante - malgré les heurts - pour le chef de l'Etat, qui semble s'être placé au-dessus de la mêlée après sa grande déprime de l'année dernière.

CATHERINE DERIVERY.

PARAGUAY

## Rumeurs autour de l'absence du général Stroessner

Asunción. - Les rumeurs les plus diverses ont circulé, vendredi 9 septembre dans la capitale du Paraguay, sur l'absence du général Stroessner, hospitalisé depuis dix jours. Les milieux diplomatiques et journalistiques jugent surtout préoccupant le silence étonnant du président, âgé de soixante-trois ans et au pouvoir depuis trente-quatre ans. Il a été admis la semaine dernière au service de chirurgie plastique de l'Institut national de la prévision sociale (IPS, l'un des hôpitaux de l'Etat), pour, selon le porte-parole du gouvernement, un contrôle de routine en prévision d'un voyage qu'il doit effectuer le mois prochain à Taïwan.

« Selon des sources généralement bien informées, le général aurait en fait été opéré de la prostate le 31 août dernier. A la suite de complications survenues après l'intervention, il aurait subi une nouvelle intervention chirurgicale. D'autres personnes affirment que le président a quitté le pays pour être soigné aux Etats-Unis. Le chef de l'Etat n'est en tout cas pas apparu au palais gouvernemental depuis le 31 août.

« Les autorités, qui évitent tout contact avec la presse locale et internationale, se bornent à déclarer que les rumeurs circulant sur l'état de santé du général « ne sont que pures spéculations de la part de gens qui ne l'aiment pas ». - (AFP.)

## A TRAVERS LE MONDE

Cameroun

### Décès du « Père des Pygmées »

Le Père missionnaire français Ignace Dhelleme, auteur en 1986 d'une autobiographie, le Père des Pygmées, relisant ses quarante années passées au contact des Pygmées du sud du Cameroun et du Congo, est décédé le 7 septembre à l'évêché de Sangha (sud du Cameroun), a-t-on appris de sources diplomatiques françaises à Yaoundé.

Mozambique

### Rencontre entre MM. Botha et Chissano

Le président sud-africain, M. P. Botha, doit rencontrer, lundi 12 septembre, le chef de l'Etat mozambicain, M. Joaquim Chissano, à Songo, petite ville située au nord-ouest de l'ancienne colonie portugaise, à proximité du barrage de Cahora-Bassa. Il s'agit des premiers entretiens entre les deux présidents et de la première rencontre à ce niveau depuis la signature, le 16 mars 1984, du pacte de Nikomati, entre Samora Machel et le président Botha. Le choix du lieu est lié au récent accord signé entre le Mozambique, le Portugal et l'Afrique du Sud pour la remise en service du barrage, paralysé depuis 1981 par les actes de sabotage de la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique) des lignes à haute tension. - (Corresp.)

Mauritanie

### Procès d'opposants « baasistes »

Dakar. - Le procès de dix-sept opposants au régime du colonel Mawouda Ould Sid'Ahmed Taya devait s'ouvrir le 10 septembre devant le cour spécial de justice de Nouakchott. Les inculpés sont poursuivis pour atteintes à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat et intelligence avec un pays étranger non identifié, a-t-on appris à Dakar. Onze accusés seront jugés par contumace. Les treize présents présents avaient été arrêtés début août à Nouakchott. Parmi eux figurent deux officiers - le capitaine Ould Fafrouf et un lieutenant dont l'identité n'est pas précisée - ainsi que trois anciens militaires, dont l'ex-capitaine Moktar Ould Sadek. Au nombre des prévenus civils figurent MM. Mamed Ould Ahmed et Cheikh Ould Boussaya, tous deux professeurs, et le journaliste Mohamed Yedihh Ould Brocheil, qui fut ministre de l'Information en 1978. Ces civils, réputés membres d'un mouvement humaniste pro-français interdit, avaient déjà été condamnés en septembre dernier à six mois de prison avec sursis. - (Reuters.)

Niger

### Condamnations à mort pour des apprentis putschistes

Niamey. - Vingt-huit personnes impliquées dans une tentative de coup d'Etat contre le président Seyni Kountché, le 6 octobre 1983, ont été jugées à huis clos, le 22 août, par le Cour de sûreté de l'Etat, a-t-on annoncé de sources officielles, vendredi 9 septembre, à Niamey.

Surprise à Paris et  
M. Jean-Michel Belorge  
« Apport encore » Non  
« M. Jean-Michel Belorge »  
« Apport encore » Non  
« M. Jean-Michel Belorge »  
« Apport encore » Non  
« M. Jean-Michel Belorge »  
« Apport encore » Non  
« M. Jean-Michel Belorge »



JAN KRAUZE.

F. C.

Politique

Les suites de l'« affaire du calembour »

M. Le Pen juge « suicidaire » l'attitude du RPR

M. Jean-Marie Le Pen a commenté une nouvelle fois, le vendredi 9 septembre, la décision prise la veille par le RPR de refuser toute alliance électorale avec le Front national. Pour le président du FN, cette condamnation est « anti-sensuelle et stupide » parce que « l'athéisme est une des sciences de base de la science politique » et que « M. Juppé et ses amis n'ont rien appris et rien compris ». Il veut par là prouver que le mouvement de M. Chirac a évité la « déroute » aux élections législatives de juin dernier « grâce au mot d'ordre que j'ai lancé de briser la vague rose ».

« Si la presse ne parlait pas d'Hitler... »

Aux côtés d'une réunion à Bailleul-sur-Thérain, M. Le Pen a de nouveau évoqué le calembour « Durafour-crématoire » dont il avait usé pour parler d'un « ministricule ». Durafour : « J'ai fait, paraît-il, un jeu de mots laid (moult), enfin un laid jeu de mots. Mais j'avais dit ce que je pensais car je suis un homme libre. La liberté d'expression de l'opposition, qui est garantie, ne servirait à rien s'il n'y avait simplement de brèves lettres de M. Mitterrand ou de M. Rocard. (...) Ces gens qui m'accusent d'avoir voulu outrager ce calembour n'éprouvent

aucune objection à voir projeter un film où Jésus est tourné en dérision et livré à un lupanar cinématographique. (...) Au risque de décevoir, je ne suis pas Adolf Hitler. On veut faire croire qu'il est ressuscité, et on ne cesse de briller, depuis cinquante ans, par les coups de brosse que lui donnent tous ceux qui prétendent abattre sa mémoire. Si la presse ne parlait pas chaque jour d'Hitler, il y a bien longtemps que son souvenir funeste serait oublié ».

Démissions

Les turbulences qui secouent le Front national continuent de se manifester localement. Ainsi M. Eric Pellegrini a décidé de renoncer aux fonctions de député du FN pour le canton de Pont-Mousson (Meurthe-et-Moselle) et de retirer sa candidature dans le canton de Briey. Qualifiant le FN de « monarchique » et de « totalitaire », M. Pellegrini entend se rallier à M. François Bachelot, ex-candidat du FN, dans l'ère du candidat M. Pierre Forestier, dans le canton de Pont-de-Châty au profit de M. Gérard Dezempte, maire RPR de Charvieu-Chavagnieux, « parce qu'il défend des idées proches de celles du FN ». Le candidat RPR a tenu à préciser qu'il « n'y a eu ni contact ni à plus forte raison accord » entre le FN et lui-même.

Turbulences encore au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais où M. Yves Buguet, vice-président du groupe FN, a rendu publique sa démission. Démissionnaire depuis le 15 juillet dernier, M. Buguet ne souhaitait annoncer son départ du FN qu'après les élections cantonales. Le candidat de M. Le Pen a précipité sa démarche. Considérant que M. Bachelot « n'est pas l'homme qu'il faut pour redonner la droite nationale », il affirme que « le seul homme qui en est capable est M. Charles Pasqua ».

La crise du RPR dans les Hautes-Pyrénées

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, vient de démissionner de ses fonctions de secrétaire de la fédération des Hautes-Pyrénées, qu'il occupait depuis juin 1987. Parallèlement, M. Juppé a accordé l'investiture de son parti à M. José Marthe, candidat dans le canton de Lourdes-ouest, dont il est le conseiller général sortant. M. Breton avait écarté de la liste des investisseurs du RPR aux cantonales, M. Marthe à qui il avait succédé au poste de secrétaire départemental. Ces décisions marquent un nouvel épisode dans la querelle de légitimité et d'autorité qui secoue depuis de longs mois le RPR des Hautes-Pyrénées (Le Monde daté 7-8 et 15 août). - (Corresp.)

ral (RPR) de l'Isère. Interrogé sur FR3, il a déclaré « beaucoup aimer quand morale et politique font bon ménage ». Dans les Bouches-du-Rhône, le secrétaire départemental du RPR, M. Maurice Toga, a promis d'appliquer « les instructions du secrétaire général du RPR ». Il a souhaité que, dans ce département où existent « des situations communales peu communes », les quelques « turbulences » qui surviendraient ne soient pas exagérées.

Le PS, le MRG et le CDS ont fait officiellement connaître leur satisfaction après la décision du RPR. M. Emile Zuccarelli, porte-parole du MRG, regrette toutefois « qu'il ait fallu pour que le RPR recouvre ses esprits que Le Pen soit lâché par une partie de ses amis, qui ont pourtant pendant longtemps hurlé avec le loup ». M. Pierre Méhaignerie s'est « réjoui » de « cette clarification » que le CDS qu'il présidait « réclame depuis longtemps ». « Il appartient maintenant au PS de faire passer lui aussi la morale politique au-dessus des conditions électoralistes en renonçant à toute alliance avec le PC », a-t-il ajouté.

M. Juppé écarte le secrétaire départemental

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, vient de démissionner de ses fonctions de secrétaire de la fédération des Hautes-Pyrénées, qu'il occupait depuis juin 1987. Parallèlement, M. Juppé a accordé l'investiture de son parti à M. José Marthe, candidat dans le canton de Lourdes-ouest, dont il est le conseiller général sortant. M. Breton avait écarté de la liste des investisseurs du RPR aux cantonales, M. Marthe à qui il avait succédé au poste de secrétaire départemental. Ces décisions marquent un nouvel épisode dans la querelle de légitimité et d'autorité qui secoue depuis de longs mois le RPR des Hautes-Pyrénées (Le Monde daté 7-8 et 15 août). - (Corresp.)

M. Douffignac regrette d'avoir soutenu M. Barre

M. Jacques Douffignac a commenté le vendredi 9 septembre sa décision de se retirer de la vie politique (Le Monde daté 10 septembre). L'ancien ministre des transports restera fidèle au Parti républicain, mais il a vivement critiqué M. Raymond Barre, dont il a soutenu « par discipline » la candidature lors de l'élection présidentielle. « Je savais qu'il y avait un risque. Je le regrette. J'ai été trompé et j'ai continué à tromper en me rangeant aux côtés de M. Barre. Je ne vois pas comment de mauvaises orientations peuvent devenir bonnes en quelques semaines ! comment aussi on a pu combattre la collaboration et vouloir l'ouvrir aujourd'hui à la pratique de la collaboration ».

Les élections cantonales

Dans le Haut-Rhin M. Klifa (UDF-PSD) soutient M. Waechter

La décision de M. Joseph Klifa (UDF-PSD), maire de Mulhouse, de ne pas se présenter au scrutin du 25 septembre dans le canton de Mulhouse-Est a pris de court l'UDF dont il est le vice-président départemental. Du coup, cette annonce, survenue à quelques heures de la clôture des inscriptions, a pour effet une absence de candidat UDF dans ce canton. M. Klifa justifie sa position par « le comportement irresponsable et incohérent, l'ambition personnelle ou l'envie de revanche de certains perdants des municipales de 1983 [qui] ont rendu toute entente impossible » dans ce canton. Le maire de Mulhouse apporte en revanche son soutien à l'ancien candidat à l'élection présidentielle, M. Antoine Waechter, soutien qui, précise-t-il, relève de sa « seule initiative en accord avec la grande majorité du conseil municipal et l'unanimité du PSD ». Soutenant également les trois autres candidats écologistes en lice dans les autres cantons de sa ville, M. Klifa assure que son engagement se fait « sans aucune restriction ni contrepartie ». - (Corresp.)

M. Rocard et la baisse des taux de TVA

Surprise à Paris et à Bruxelles

Les déclarations de M. Michel Rocard, dans l'Expansion du 9 septembre, sur les dangers, pour la France, de l'harmonisation par le bas des taux de TVA à l'horizon 1993 (Le Monde du 10 septembre), ont surpris à Paris et à Bruxelles.

Dans sa Lettre à tous les Français, considérée aujourd'hui comme la charte de l'action gouvernementale, M. Mitterrand écrivait, à propos de la diminution substantielle de la charge fiscale des Français : « Pour les impôts, cette démarche sera facilitée par l'harmonisation, dans le cadre du grand marché, des taux de TVA européens, ce qui fera baisser les nôtres, au rythme des marges de manœuvre budgétaires qui pourront être dégagées. L'exemple communautaire mais aussi celui de la justice fiscale et de la

révision d'une baisse des taux de TVA. On remarque que l'élysée que le budget de 1989 prévoit des diminutions de taux qui ont été présentées, pour une part, comme répondant au souci d'harmonisation européenne, tandis qu'à Matignon on affirme qu'il n'y a aucune contradiction entre les propos du premier ministre et la Lettre à tous les Français.

Un ajustement « franchement démagogique »

Ce n'est pas du tout le tonalité des avis recueillis, à Bruxelles, par notre correspondant permanent, Philippe Lemaître. Les experts de la Commission, nous signalons-t-il, sont d'accord avec le premier ministre pour estimer que l'harmonisation de la fiscalité sur le revenu des actions et des obligations, qui est liée à la libération complète des mouvements de capitaux prévue pour 1990, est plus urgente que le rapprochement des taux de TVA. Mais, ajoute-t-on, cela ne doit pas être une raison pour remettre le rapprochement de la TVA aux calendes grecques.

On souligne bien que, ce qui concerne la TVA, il n'a jamais été question d'harmonisation, mais de simple rapprochement. Les spécialistes de la commission considèrent le problème comme incontournable. « Nous n'avons aucune objection technique, expliquent-ils, mais il se trouve, en ce qui concerne la TVA, si les taux appliqués ne sont pas très voisins d'un Etat à l'autre, que cela suppose des frontières et des contrôles. L'acte unique européen adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement en décembre 1985 demande la création d'un espace sans frontières. Sans une action sur les taux de TVA, ce n'est pas possible ».

Aux côtés, fait-on remarquer, la sauvegarde de la souveraineté fiscale chère au premier ministre n'empêche apparemment pas la baisse des taux. Pour preuve, la réduction, prévue dans le projet de budget 1989, du taux de 7 % à 5,5 %, un ajustement qui ne représente aucun avantage d'un point de vue européen et qui est considéré, à Bruxelles, comme d'inspiration « franchement démagogique », ajoute notre correspondant.

Revenu minimum d'insertion

Un projet encore « flou », estime M. Jean-Michel Belorgey

L'audition de M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, devant la commission des affaires sociales, a laissé plus d'un commissaire sur sa faim. Après cette rencontre, qui a permis au ministre, jeudi 8 septembre, de présenter les lignes forces du projet de revenu minimum d'insertion (RMI), le président de la commission, M. Jean-Michel Belorgey, a estimé que le langage dessiné était encore « flou ». Comme il l'avait dit au mois d'août, il souhaite que le gouvernement prenne des engagements « précis et clairs », notamment au sujet de l'âge des bénéficiaires, de la nature du foyer pris en compte, du mode de distribution des prestations, etc. D'autre part, le degré de corrélation entre le revenu versé et les moyens de rémunération proposés ne semble pas encore arrêté. Jusqu'où le gouvernement veut-il aller dans le couplage entre le versement des prestations et l'effort d'insertion des bénéficiaires ?

La commission des affaires sociales va examiner en détail le RMI les 21 et 22 septembre. Elle procédera, le 15 septembre, à de nombreuses auditions (associations caritatives, mouvements d'entraide, organisation familiale, etc.). Le rapporteur de ce projet de loi, qui sera discuté en ouverture de session d'automne le 4 octobre, est M. Jean-Michel Belorgey. En désignant son président pour rapporter, la commission a voulu manifester ainsi l'importance qu'elle accorde à ce sujet.

La commission des lois sera saisie par avis sur la question de la décentralisation. Le projet de RMI et celui de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) seront soumis à une discussion générale commune. La première semaine sera ensuite consacrée à l'examen du RMI, article par article, et la semaine suivante ce sera le tour de l'ISF. Si la discussion sur ce dernier texte s'éternisait, son examen serait inché dans la discussion budgétaire qui commencera le 18 octobre.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

DES traités de politique mondiale en images : on serait tenté de les classer dans le cartable de la rentrée si ce n'était pas déjà trop lourde. On les lissera donc à la maison, à portée de main, et on les consultera chaque fois que l'actualité internationale feraient intrusion par la fenêtre, celle de la télévision nous laissant sur notre faim de comprendre un peu mieux ce qui se passe.

Tel pourrait être l'objet de l'Atlas politique du vingtième siècle, de Gérard Chailand et Jean-Pierre Rageau. Ces deux auteurs avaient proposé auparavant un Atlas stratégique, « une géopolitique des rapports de forces dans le monde », ouvrage qui avait obtenu un grand succès de diffusion en France et à l'étranger. Une nouvelle édition remise à jour et augmentée d'un questionnaire de cartes notamment paraît en cette rentrée - et est assez rare pour le souligner - à un prix modique pour ce genre de production.

L'explication du monde

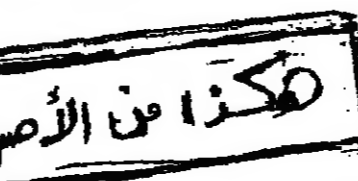
Les Editions de La Découverte livrent leur huitième volume de cette encyclopédie annuelle qui est devenu l'état du monde, présenté comme un annuaire économique et géographique mondial (édition 1988-1989). L'ouvrage collectif traite d'abord des grandes questions stratégiques à partir des faits et évolutions enregistrés en 1988. Puis il passe en revue les Etats et ensembles géopolitiques et tente de cerner « les signes du temps » dans la rubrique « événements et tendances » (où l'on s'intéresse à la restructuration de la Banque mondiale comme à la gommophonie). Le dossier spécial est consacré aux « Droits de l'homme et à la démocratie ». Comme toujours, l'Etat du monde comprend un ensemble de statistiques et - c'est une innovation - des chronologies thématiques accompagnées des synthèses de géopolitiques régionales.

même esprit, il fait le tour des conflits et des zones de tension, il décrit les enjeux (l'Arctique, l'Afrique, l'espace) et souligne les menaces (divisions de l'Europe, érosion démographique, endettement du tiers-monde). Sans oublier « les nouveaux espaces qui s'offrent à l'humanité ».

Le monde

Les Editions de La Découverte livrent leur huitième volume de cette encyclopédie annuelle qui est devenu l'état du monde, présenté comme un annuaire économique et géographique mondial (édition 1988-1989). L'ouvrage collectif traite d'abord des grandes questions stratégiques à partir des faits et évolutions enregistrés en 1988. Puis il passe en revue les Etats et ensembles géopolitiques et tente de cerner « les signes du temps » dans la rubrique « événements et tendances » (où l'on s'intéresse à la restructuration de la Banque mondiale comme à la gommophonie). Le dossier spécial est consacré aux « Droits de l'homme et à la démocratie ». Comme toujours, l'Etat du monde comprend un ensemble de statistiques et - c'est une innovation - des chronologies thématiques accompagnées des synthèses de géopolitiques régionales.

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES. LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE INDEXE DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS: SINORG G CAM. SERVEUR Tel: 1-45-38-70-72



Politique

La Fête de « l'Humanité » et le « oui » du PCF au référendum sur la Nouvelle-Calédonie

Le comité central du PCF, réuni le vendredi 9 septembre, a décidé d'appeler à voter « oui » lors du référendum sur la Nouvelle-Calédonie.

Le PCF précise cependant que cette position ne sera définitive qu'à condition que le projet de loi soumis à référendum soit conforme au contenu de l'accord conclu le 20 août entre le FLNKS, le RPCR et le gouvernement.

Pour sa part, M. André Lajoie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale,

a affirmé vendredi sur la Cinq que « le bilan du gouvernement comporte plus d'aspects négatifs que d'aspects positifs ».

M. Georges Marchais devait s'exprimer, comme chaque année à l'occasion de la Fête de l'Humanité, le samedi 10 septembre, en direct sur TF 1 puis, en clôture de la Fête, dimanche après-

midj. La grande manifestation organisée par le quotidien communiste - « une fête consacrée à l'espérance » - s'est ouverte vendredi par un défilé de mode Saint-Laurent.

Stéphane Courtois, chercheur en sciences politiques, explique ci-dessous pourquoi le PCF, organisé depuis des décennies autour d'un noyau ouvrier, dont la façade était « paritairiste », est devenu hétérogène.

La crise de l'identité ouvrière communiste

par Stéphane Courtois

Le 29 juin 1972, Georges Marchais présentait, devant le comité central, le Programme commun de la gauche qu'il venait de négocier avec les socialistes.

De nombreuses explications d'ordre politique ont été avancées. Pour certains, la rupture de l'Union de la gauche en 1978 aurait été fatale au PCF.

Après dix ans de déclin, le PCF a été relancé en 1981. Mais, si toutes ces réflexions contiennent leur part de vérité, l'effondrement du PCF depuis 1981 est trop brutal.

Depuis des décennies, le PCF s'est présenté comme un parti agrégé autour d'un noyau ouvrier des fractions sociales diverses.

Au début étaient quelques îlots communistes perdus dans un vaste désert « non communiste ».

Jean, le Limousin, le Cher et l'Allier - où le PCF récupère, après le traumatisme de 1914-1918, le vote des paysans « rouges ».

Le PCF n'est alors qu'un groupuscule actif mais sans impact réel, ni sur la politique, ni sur la société française.

Or la crise de 1929, qui atteint la France à partir de 1931, frappe de plein fouet cette classe ouvrière et y provoque un traumatisme.

Les racines de l'hégémonie

L'arrivée de Hitler au pouvoir amène, en 1934, l'Internationale communiste à imposer à tous les PC la ligne de front populaire.

Le PCF opère alors sa percée en milieu ouvrier - 200 communistes chez Renault en avril 1936, 6 000 en décembre - et cristallise une identité ouvrière communiste.

Si cette percée ouvrière du PCF ne lui assure pas une assise territo-

riale généralisée, les bastions originels se sont néanmoins fortement gonflés et élargis à une nouvelle zone d'influence.

Dejà félate la distance qui sépare les deux grandes dimensions du communisme français.

La crise économique amorcée en 1974 et accélérée à la fin des années 70 porte le coup de grâce.

Il est d'ailleurs symptomatique que ce soit dans les régions où ce phénomène de synergie fonctionnait le mieux, en particulier dans les grandes zones urbanisées.

Et, c'est en fait que le PCF a perdu son statut de parti ouvrier.

Mais, les effets des péripéties de 1939-1940 sont rapidement annulés, à partir de l'été 1941, par l'engagement massif du PCF dans la résistance ouverte à l'occupant.

Au lendemain de la guerre, le PCF se contente de gérer ce formidable acquis organisé autour du groupe ouvrier et de sa culture (3).

La production, à la fois pour assurer son indépendance matérielle et pour montrer qu'on est un homme.

Cette démarche suscite un incroyable immobilisme. En contournant la classe ouvrière dans son être ouvrier, le PCF a largement contribué à l'enfermer dans un double ghetto.

La désindustrialisation a déstabilisé les écosystèmes communistes, d'abord en région parisienne où des communes entières sont sinistrées.

Si Mai 1968 puis l'Union de la gauche, en réactivant le mythe ouvrier et révolutionnaire, ont masqué un temps ces évolutions.

Pavillon haut

Il est d'ailleurs symptomatique que ce soit dans les régions où ce phénomène de synergie fonctionnait le mieux, en particulier dans les grandes zones urbanisées.

Ce qu'une crise a fait une autre l'a défait

Au début des années 60, la société encore étroitement fixée dans le face-à-face de ses classes sociales.

Or l'identité territoriale et la socialité ouvrière ont au même moment des modifications radicales qui touchent directement les écosystèmes communistes.

La désindustrialisation a déstabilisé les écosystèmes communistes, d'abord en région parisienne où des communes entières sont sinistrées.

La désindustrialisation a déstabilisé les écosystèmes communistes, d'abord en région parisienne où des communes entières sont sinistrées.

Si Mai 1968 puis l'Union de la gauche, en réactivant le mythe ouvrier et révolutionnaire, ont masqué un temps ces évolutions.

Pavillon haut

Il est d'ailleurs symptomatique que ce soit dans les régions où ce phénomène de synergie fonctionnait le mieux, en particulier dans les grandes zones urbanisées.

Ce qu'une crise a fait une autre l'a défait

Au début des années 60, la société encore étroitement fixée dans le face-à-face de ses classes sociales.

Or l'identité territoriale et la socialité ouvrière ont au même moment des modifications radicales qui touchent directement les écosystèmes communistes.

Une telle réflexion n'empêche évidemment pas l'Humanité, chaque matin, de clamer que le vote communiste est en train de remonter et que, d'ailleurs, il se représente pas la force réelle du PCF.

Derrière sa façade ultra-politisée et idéologique, le PCF a été avant tout un vecteur identitaire.

La soudaineté et la rapidité de l'effondrement viennent seulement du fait que les évolutions lourdes de notre société ne voient pas leurs effets politiques et idéologiques se manifester immédiatement.

Pavillon haut

Il est d'ailleurs symptomatique que ce soit dans les régions où ce phénomène de synergie fonctionnait le mieux, en particulier dans les grandes zones urbanisées.

Ce qu'une crise a fait une autre l'a défait

Au début des années 60, la société encore étroitement fixée dans le face-à-face de ses classes sociales.

Or l'identité territoriale et la socialité ouvrière ont au même moment des modifications radicales qui touchent directement les écosystèmes communistes.

Various small advertisements and notices including 'TENNIS O', 'Les reines sont...', 'ROBERTO...', and 'Carreaux exalta des sélections pour...'.

ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS LE MONDE ET SES PUBLICATIONS Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7 ABONNEMENTS 36.15 LE MONDE

La Nouvelle-Calédonie

Le grand manifestant... La Nouvelle-Calédonie...

Le PS critique

Le PS critique... Le PS critique...

EDUCATION

Des Marocains privés d'école

Les indésirables de Casseneuil

(Suite de la première page.)

Il a aidé des familles marocaines à réclamer en justice l'annulation du refus d'inscription de leurs enfants.

embêtant de refuser des gosses à l'école, mais il faut savoir ce qu'on veut.

Monsieur le Maire n'est donc pas seul. Dans la partie ancienne du village, une multitude de maisons vieilles sont délaissées après la mort ou le départ de leurs occupants.

Car M. Pierre Mandis, maire de la commune depuis dix-sept ans, a de la suite dans les idées. Au mot d'« envahissement », dont la connaissance a choqué certains administrés, ce professeur de collège a retravaillé ce revendique une sensibilité « radicale-socialiste ».

Et voilà que l'école fait obstacle au mélange. La directrice de la maternelle elle-même y va de son couplet sur « les Arabes qui sont un peu trop ».

Les harkis, en revanche, le maire ne leur veut que du bien : ils ont souvent quitté les baraquements et les barbelés de l'ancien camp de Bia, à barbelés de l'ancien camp de Bia, à venir s'installer à Casseneuil où ils ont occupé les vieilles maisons et les HLM vides.

Une liste d'opposition, actuellement en gestation, pourrait être formée par les habitants de Casseneuil.

PHILIPPE BERNARD.

RELIGIONS

« Miracle » dans le seizième arrondissement de Paris

L'oint des affaires

La Sainte Vierge aurait-elle acquis des goûts de luxe ? Lourdes, Fatima ou Medjugorje (Yougoslavie), elle choisissait hier des lieux plus pauvres, pour apparaître, que le seizième arrondissement.

prodige. Dans le petit oratoire de la maison, la Vierge apparaît à Bassam, tout de blanc vêtu, ceinte d'une écharpe et baignée de couleurs bleu et or.

Devant les façades cossues de la rue Octave-Faullot, rien ne signale ce scripteur duplex de 1 500 mètres carrés, qui fait pâlir d'envie plus d'un amateur d'art et de tapissier.

Les témoins accourus constatent le fait, mais haussent les épaules. Depuis la veille de Pâques, Bassam raconte à qui veut l'entendre qu'il avait reçu la visite de la Vierge.

Cat hôtel particulier appartient à un homme d'affaires syrien, M. Michel Merhej, dont la résidence principale est à Monaco. Son pied-à-terre parisien est, depuis quelques semaines, le théâtre d'événements surnaturels.

Le 12 août au soir, la Vierge revient au secours du président manipulateur. Quatorze témoins constatent que la liqueur gras, ressemblant à de l'huile d'olive, coule à nouveau de ses mains.

Apparitions de la Vierge

Le prodige se renouvelle le 26 août, jour du retour à Paris de M. Merhej et, depuis, il n'a plus cessé de se produire.

Mystification ? Prestidigitation ? Miracle ? N'importe quel témoin peut aujourd'hui observer le phénomène de saintement huileux que de simples raisons de transpiration ne peuvent pas expliquer.

Au bout de quelques minutes, il ouvre le mains : elles ruissellent alors d'un liquide gras, dont l'odeur fait effectivement penser à de l'huile d'olive et que des fidèles zélés et des religieuses libanaises de Sainte-Catherine du Sinaï s'empressement de récupérer dans des mouchoirs en papier et de petites fioles.

C'est un message de foi adressé au monde, dit l'homme d'affaires oriental, médusé. La Vierge veut nous dire que le Christ est vraiment né, mort sur la croix et ressuscité.

HENRI TINCO.

L'épiscopat suisse critique le Vatican

Pour la première fois, un épiscopat catholique directement touché par le schisme de Mgr Marcel Lefebvre, celui de la Suisse, émet une protestation publique sur la manière dont le Vatican règle la réintégration de communants, prêtres et fidèles traditionnalistes qui ne souhaitent pas suivre l'évêque français dans le schisme.

Dépistage généralisé du SIDA

Le PS critique le PC approuve

L'appel solennel des professeurs Milliez, Schwarzenberg et Chermann, réclamant un dépistage généralisé du SIDA (Le Monde du 10 septembre), continue de susciter de nombreuses réactions.

SPORTS

TENNIS : Open des Etats-Unis

Les reines sont mortes ! vive les reines !

Les organisateurs des Internationaux de tennis des Etats-Unis pensaient que le pire mensonge qui pensait sur le tournoi de Flushing Meadow était la pluie. C'est en fait un méchant virus qui a mis à mal le programme.

Après son forfait de leur adversaire respectif que Steffi Graf a gagné le droit de disputer (contre Gabriela Sabatini) la quatrième finale d'un tournoi du grand chelem et que Casal et Sanchez sont devenus les premiers Espagnols à inscrire leurs noms au palmarès du double de l'open.

américaine. La manière dont elle a dominé vendredi Zina Garrison, tombeuse au tour précédent de Martina Navratilova, a montré qu'elle n'était pas disposée à subir sur le ciment américain le même sort que Natalia Zvereva (6-0, 6-0) sur la brique pilée de Roland-Garros.

NEW-YORK de notre envoyé spécial

La température de combustion du papier est de 451 degrés Fahrenheit. A seulement 101 degrés, sur la même échelle (1), une joueuse de tennis disparaît d'un tournoi.

Le public américain adore ces face-à-face qui le rassurent à la fois sur le présent et le futur. En l'occurrence il n'y avait pourtant guère d'illusions à se faire sur la capacité d'Evert à endiguer l'irrésistible montée en puissance de la jeune Allemande de l'Ouest.

Après ses finales de Melbourne contre Evert, de Paris contre Zvereva, et de Wimbledon contre Navratilova, Graf devait retrouver la seule joueuse de sa génération qui paraissait véritablement en mesure de lui tenir tête.

Un nouveau duo

Après ses finales de Melbourne contre Evert, de Paris contre Zvereva, et de Wimbledon contre Navratilova, Graf devait retrouver la seule joueuse de sa génération qui paraissait véritablement en mesure de lui tenir tête.

Une édition déséquilibrée

Ainsi se termine cette vingt-septième édition de la Coupe de l'America, sans doute la plus déséquilibrée qui ait eu lieu depuis sa création.

VOILE : Coupe de l'America

« Stars-and-Stripes » devance « New-Zealand »

Le skipper américain Dennis Conner a remporté sa troisième victoire dans la Coupe de l'America, le vendredi 9 septembre, dans la baie de San-Diego (Californie). Son catamaran Stars-and-Stripes a devancé le grand monocoque New-Zealand de 21 min et 10 s au cours de la seconde régate disputée sur un triangle de 39 milles et par mer calme.

les Néo-Zélandais, Dennis Conner, qui rejoint dans la légende Charlie Barr, seul marin jusque-là à avoir gagné trois fois la Coupe de l'America, devra sans doute défendre sa victoire devant les tribunaux. C'est en effet la première fois que concourait un multicoque, et Michael Fay, propriétaire de New-Zealand estime que ce n'est pas conforme aux recommandations du Deed of Gift (acte de donation de la Coupe). Si son recours juridique aboutit, la prochaine Coupe de l'America aurait lieu en 1991 sous la forme habituelle d'une coupe des challengers, dont le vainqueur affronterait le défenseur américain.

ATHLETISME : Record du monde du javelot. — L'Allemande de l'Est, Petra Felka, a amélioré son propre record du monde du lancer du javelot féminin, le vendredi 9 septembre, à Potsdam (RDA), lors d'une réunion d'athlétisme. Elle a réussi un jet de 80 mètres, soit 1,10 mètre de plus que son précédent record, datant du 29 juillet 1987.

FOOTBALL

Eric Cantona exclu des sélections pour un an

L'attaquant international de football, Eric Cantona, a été exclu le vendredi 9 septembre de toutes les sélections nationales pour la saison 1988-1989. Il a également été puni d'une suspension de cinq matches avec sursis sous les couleurs de son club, l'Olympique de Marseille.

Cette suspension l'empêchera de participer aux cinq prochaines rencontres éliminatoires de l'équipe de France pour la Coupe du monde qui se disputera en Italie en 1990, ainsi qu'à la finale retour du championnat d'Europe Espoirs qui aura lieu à Besançon, le 12 octobre prochain, contre la Grèce.

Cette décision a été prise par le conseil de la Fédération française de football à la suite des critiques et des propos injurieux tenus par le jeune joueur marseillais à l'encontre du sélectionneur national, Henri Michel, le 20 août dernier. Quarante-huit heures après ces déclarations, prononcées sous le coup de la déception de ne pas avoir été retenu pour le match France-Tchécoslovaquie, Eric Cantona s'était excusé.

FOOTBALL : nouvelle défaite de Saint-Etienne. — En match avancé de la onzième journée du championnat de France de football, le vendredi 9 septembre, Cannes a battu Saint-Etienne, dernier du classement, par un 1 but à 0.

Advertisement for Longines watches. Text: 'Vous avez rendez-vous avec la précision Longines'. Includes image of a Longines watch and 'Grand Prix d'Italie, Monza'.

Vertical text on the left side of the page, partially obscured and difficult to read.

Handwritten Arabic text at the bottom of the page: 'مكنا من الاصل'.

## Société

### Condamnations pour discrimination raciale à Besançon...

BESANÇON  
de notre correspondant

La cour d'appel de Besançon a condamné M. Pierre Jaboulet-Verchère, directeur de la publication du bulletin *Beune Informations*, à 8 000 francs d'amende pour provocation à la discrimination, à la haine et à la violence envers un groupe de personnes en raison de leur origine, délit qui précède et réprime l'article 24 de la loi du 29 juillet 1981 sur la liberté de la presse, complété par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972.

Édité en Côte d'Or, *Beune Informations* avait publié en novembre 1982 un pamphlet qui, sous le titre «Je suis un Arabe heureux», énumérait les avantages dont tirerait partie en France un immigré maghrébin. Suivi par la Ligue des droits de l'homme et le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), le tribunal de Dijon avait relaxé M. Jaboulet-Verchère. Cette décision, confirmée

par la cour d'appel de Dijon le 6 juillet 1983, devait être cassée le 26 janvier dernier et l'affaire renvoyée devant la cour d'appel de Besançon. Celle-ci a déclaré le directeur de la publication coupable des faits qui lui étaient reprochés et l'a condamné à verser 1 franc de dom-

magés et intérêts à chacune des deux parties civiles. M. Jaboulet-Verchère devra en outre rembourser une somme de 10 000 francs au MRAP correspondant aux frais de procédure engagés par cet organisme.

C. F.

### ... et à Nancy

De son côté le tribunal correctionnel de Nancy a condamné vendredi 9 septembre à 5 000 francs d'amende un conseiller régional de Lorraine, M. Jean-Claude de Sara, membre du Front national, pour avoir diffusé un tract annonçant une distribution de vêtements destinés seulement «aux Français d'origine et aux étrangers originaires de pays-membres de la Communauté européenne».

Cette distribution faite à Lunéville (Meurthe-et-Moselle) par le mouvement Fraternelle française entendait être une riposte aux Res-

taurants de cœur fondés par Coluche. Les faits dénoncés au parquet de Nancy par la fédération locale du Parti communiste avaient entraîné l'ouverture d'une information fondée sur l'article 16 du code pénal visant «toute personne fournissant ou offrant de fournir un service qui aura refusé en raison de son sexe, de sa situation de famille ou de son appartenance ou de sa non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée».

Recherché depuis 1982

### Rolando Tortora, l'un des dirigeants de la Camorra arrêté à Antibes

Rolando Tortora, cinquante-trois ans, considéré par la justice italienne comme l'une des têtes de la Camorra napolitaine, a été arrêté, vendredi 9 septembre, dans une villa d'Antibes où il vivait depuis plusieurs mois, par des policiers de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de Nice assistés de carabinieri italiens, de la fédération des carabinieri de Rome, tous ces fonctionnaires agissant en exécution d'une commission rogatoire internationale. L'opération a conduit aussi à l'arrestation de la compagne de Tortora, Antonietta di Maio, âgée de soixante-cinq ans. L'un et l'autre ont été placés sous écrou extrajudiciaire, c'est-à-dire dans une situation de détention préalable à l'examen de la demande d'extradition que ne manquera pas d'adresser à la France les autorités italiennes.

Rolando Tortora avait réussi à échapper aux recherches conduites en Italie et notamment à une vaste opération déclenchée en 1982, qui avait entraîné l'arrestation de sept cents suspects, parmi lesquels un présidenteur vedette de la télévision italienne, portant le même patronyme que lui, Enzo Tortora.

Depuis ce temps-là, celui que l'on tient pour l'adjoint de Raffaele Cutolo, numéro un de la Camorra à l'époque et détenu en Italie depuis six ans, avait toujours échappé aux recherches et il semble bien que, dans les semaines qui avaient suivi, il était parvenu à gagner le territoire français et à s'installer déjà dans la villa du cap d'Antibes où il vient d'être appréhendé. Il y méritait, en dire du voisinage, une vie tranquille qui n'avait pas attiré l'attention. On assure notamment qu'il ne recevait personne. La question se poserait donc de savoir si Rolando Tortora et sa compagne avaient rompu avec la Camorra ou si sous les apparences de la tranquillité, ils continuaient d'en diriger les activités. Aussi bien les services italiens ont-ils tenté de établir quelques ressources permettant à Tortora et à sa compagne de vivre sans activité connue dans une villa de la Côte d'Azur particulièrement élégante et confortable. Pour sa part, Raffaele Cutolo, au temps où Tortora était tenu pour son adjoint, était recherché et fut poursuivi par une multitude de crimes et de délits tels que des homicides volontaires, des trafics de stupéfiants à l'échelle internationale et des infractions commises.

### François Levistre qui affirme avoir vendu son bébé arrêté pour proxénétisme

François Levistre, ce chômeur de quarante et un ans habitant Rouen et qui avait disparu après avoir proclamé, notamment à la télévision, qu'il avait «vendu» pour 50 000 F un bébé dont il était le père à un couple allemand, a été arrêté et écroué vendredi 9 septembre (nos dernières éditions du 10 septembre). Cette arrestation a été opérée en exécution d'un mandat d'arrêt délivré contre Levistre après des déclarations et une plainte de sa première femme l'accusant de l'avoir obligé à se prostituer. Pour l'heure, le chômeur de Rouen n'a donc été inculpé que de proxénétisme par M. Bernard Fos, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Rouen.

Rien, en effet, ne permet encore d'avoir la certitude qu'il s'agit bien, comme il l'affirme, «d'un bébé» et qu'il ne s'agit pas d'un couple allemand. Une enquête sera nécessaire pour vérifier ce qu'a pu devenir le bébé dont François Levistre affirme qu'il a été mis au monde en Espagne le 18 août dernier. Quant aux accusations de proxénétisme et de viol portées contre lui par une femme qui assure l'avoir reconnu à la télévision, il ne nie et affirme que son avocat pourra démontrer qu'elle ne sont fondées sur aucun élément sérieux. Il a déjà déclaré avoir en sa faveur le témoignage du capitaine d'un navire nigérian à bord duquel, selon son accusatrice, les faits se seraient déroulés.

### Les Pakistanis du Sentier

#### Les aléas de la clandestinité

Place du Caire, au cœur du Sentier, le quartier parisien des grossistes et des fabricants de textile, Ali, Bachir, Mohammad et les autres attendent. En cette semaine où se tient le Salon de la mode à la porte de Versailles, les boutiques regorgent de marchandises et les Pakistanis sont la solution idéale à une recherche de main-d'œuvre sans lendemain et non déclarée.

une carte de résident et se voient épingler des tracasseries administratives pendant trois ans. Mais la plupart attendent le fameux «répissé» qui leur permettra de sortir de la clandestinité.

#### Une coopérative de recrutement

ils ont entre trente et cinquante ans, sont originaires de la région du Pendjab, ils ont fait pour la plupart le régime politique instauré par le général Zia-ul-Haq, qui vient de périr dans l'explosion de son avion. Dans la rue, par groupes de dix, ils «attendent le client», c'est-à-dire le grossiste, le fabricant qui, pour quelques dizaines ou centaines de francs, les emploiera à la course, à l'heure, à la demi-journée ou à la journée.

«Entre 30 F et 50 F l'heure pour transporter dix penderies ou 80 kilos, c'est pas mal payé», dit Bachir à vingt-huit ans et avec ses quelques rudiments de français il se débrouille dans le Sentier. Il s'y sent bien, tout comme ses compatriotes, qui se déclarent heureux de vivre en France car «ici, on n'a pas de problèmes avec les militaires comme au Pakistan, surtout avec M. Mitterrand». Et pourtant... Les conditions d'identité et de titres de séjour sont la lot quotidien de ces «gros bras». Ceux qui ne peuvent présenter ces documents sont conduits, menottés, au commissariat de police puis à la préfecture de police de Paris. C'est ensuite à l'Office national de l'immigration (ONI) de décider de leur sort. Certains possèdent

C'est pour lutter contre cette clandestinité que Chantal Abbou et Mohammed Afzal Bhatti, avec l'appui de la Mission de lutte contre les trafics de main-d'œuvre, ont créé l'agence Coopération et Emploi (1) en mars 1983. Ils gèrent une équipe d'environ quarante travailleurs pakistanis. Leur formule est celle d'une agence d'intérim, afin de répondre aux besoins ponctuels du Sentier. Le principe reste le même : la course est facturée à l'heure (72 F), mais le manutentionnaire perçoit un salaire mensuel auquel s'ajoute un pourcentage en fonction du nombre d'heures de travail effectuées.

La coopérative organise, en outre, des stages d'apprentissage du français mais aussi de comptabilité, dans le but, à long terme, de léguer la gestion de l'agence aux Pakistanis eux-mêmes.

Seuls les titulaires de cartes de résident sont recrutés par la coopérative. Mais, celle-ci s'efforce de faciliter les procédures administratives. Elle ne peut prendre en charge les clandestins, c'est-à-dire le plus grand nombre.

(1) Coopération et Emploi, 2, rue du Nil, 75002 Paris. Tél. : 45-06-00-48.

## Communication

L'arrivée de Franz-Olivier Giesbert à la tête de la rédaction

### «Le Figaro» joue l'ouverture

Changement de cap et changement de têtes : la nomination comme directeur de la rédaction de *Le Figaro* de Franz-Olivier Giesbert (jusqu'à présent directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*), suivie de peu l'entrée de M. Michel d'Ornano au conseil d'administration de la Socpresse (le Monde du 9 septembre), marque une nouvelle orientation du groupe de M. Robert Hersant.

La nouvelle a surpris — choqué? — autant au *Nouvel Observateur* qu'au *Figaro*. Qu'un journaliste passe du magazine fétiche de la gauche au quotidien étendard de la droite est déjà peu courant. Mais il s'agit en l'occurrence du directeur de la rédaction, Franz-Olivier Giesbert! Certes, il partagera dans un premier temps ses nouvelles fonctions au *Figaro* avec un ancien de la maison, Jacques Jaquet-Françillon, actuel directeur adjoint de la rédaction. Mais son arrivée au quotidien de la rue du Louvre, proposée par le vice-président, M. Philippe Villin, et avalisée par le grand patron du groupe, M. Robert Hersant, fait figure de révolution. D'autant que des signatures symboliques de l'engagement à droite du *Figaro* doivent lui laisser la place. Ainsi, M. Max Clos sera dorénavant uniquement chargé de la page «opinion», qui devrait faire son apparition fin septembre.

L'objectif de cet électrochoc est clair : refaire de *Le Figaro* un journal d'information, détaché des polémiques, dans lequel les articles d'opinion sont localisés comme tels, résumés en ce qui est déjà fait pour la page «sauton», économique. «Ce changement se serait produit en toute hypothèse», souligne M. Alain Peyrefitte, qui reste président du comité éditorial, car le *Figaro* n'a été un journal de combat que contre son gré, quand les libertés de l'école ou de l'économie étaient menacées, et non quand elles ont été l'objet d'un plein. Le moment semble venu de retrouver pleinement son rôle de journal d'information, en distinguant l'information et l'opinion. Ce «recochage», déjà amorcé depuis les dernières élections présidentielle et législatives, est aussi un moyen de regagner des lecteurs un peu lassés par un soutien sans faille à M. Jacques Chirac : après une hausse en 1986, les ventes en 1987, enfin, ont pu imaginer l'installation durable d'un pouvoir socialiste entraine M. Hersant à plus «d'ouverture».

Doit-on voir un lien entre ce changement de cap rédactionnel du *Figaro* et l'entrée de M. Michel d'Ornano dans les organes dirigeants de la maison mère, la Socpresse? M. d'Ornano est un ami de longue date de M. Robert Hersant, notamment au travers de leurs attaches normandes, une région où le groupe Hersant a pris son essor. C'est aussi une figure marquante du gauchisme qui reste bien introduite dans le monde des médias. Ne dit-on pas qu'il insistait, M. Soisson, on lui aurait proposé de siéger au

gouvernement? Ayant renoué des liens avec le RPR, malgré la dure bataille qui l'opposa en 1977 à M. Jacques Chirac pour la conquête de la mairie de Paris, il peut aider M. Robert Hersant à composer avec la sphère politique.

Le fondateur du groupe a toujours su ainsi s'adapter pour préserver son empire de presse. Il sait que sa chaîne de télévision, la Cinq, suscite des convoitises et peut être menacée par le futur haut conseil de la communication. Lancé dans de coûteux projets d'imprimerie, M. Robert Hersant est aussi plus que jamais dépendant des banques, qui encore largement nationalisées, ne peuvent pas compter seulement sur les résultats de ses titres pour assurer son avenir. Les derniers comptes de la Socpresse, à la fin de 1986, laissent apparaître un bénéfice de 150 000 F à peine, pour un endettement qui dépasse le milliard de francs. La société n'a pas distribué de dividendes ces quatre dernières années, et douze de ses dix-neuf filiales connaissent des pertes en 1986. Quant aux comptes de 1987, ils ne sont toujours pas disponibles au tribunal de commerce, ce qui est légal d'un mois après l'assemblée générale ayant été déposé. Et les pertes de la Cinq devraient, pour la deuxième année consécutive, osciller entre 600 et 900 millions de francs en 1988.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

### Un enfant du «Nouvel Obs»

«Un pari fou et un formidable défi» : c'est ainsi que Franz-Olivier Giesbert commente son entrée au *Figaro*. Il est vrai que le directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, depuis 1985, observait un peu une «famille» : entré en 1971 dans l'édition, il n'en a pas plus quitté, et beaucoup le considèrent comme l'artisan du redressement du magazine. Pour l'heure, sa «famille» est encore sous le choc, et ne sait pas penser du fils prodige parti tête du quotidien.

Agé aujourd'hui de trente-neuf ans, il a été successivement journaliste politique, grand reporter, puis correspondant aux Etats-Unis du *Nouvel Observateur*, avant de prendre la tête du service politique en 1981. A dix ans d'intervalle, il est le biographe remarqué de François Mitterrand ou le témoin de l'historique (1977) et de Jacques Chirac (1987). Entre deux, il a publié un roman, *Monsieur Adrien* (1982).

C'est plus le journaliste politique classé à gauche que l'écrivain qui suscite les interrogations de la rédaction du *Figaro*, plus habitué à la frêle de polémistes moins jeunes, mais peu tendus pour l'actuel gouvernement.

L'enfant du *Nouvel Obs* doit parler la langue de la droite des années 90, pour lequel on annonce de nouveaux horizons. Il devra pour cela se faire accepter par la tribu du *Figaro*.

### Les rapports des forces Est-Ouest Quand M. Chevènement se fait pédagogue

Mais quelle mouche a piqué le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement ? Jamais l'un de ses prédécesseurs n'a été aussi loquax, en soulignant, comme il le fait après une série d'entretiens avec son homologue ouest-allemand, combien était fallacieuse l'idée que la nouvelle Union soviétique baissait sa garde. La «posture» militaire soviétique reste offensive, explique-t-il à qui serait tenté de croire que la «perestroïka» induit une réduction de l'effort militaire des Soviétiques et de leurs alliés est-Européens.

Le ministre français ne prétend pas, pour autant, que l'armée rouge est agressive. Mais, comme Napoléon dernier lequel il s'abrite, il se méfie du discours (ou des intentions affichées) pour en retirer ce qu'il appelle les «capacités» du dispositif sur le terrain.

Et à l'écouter, il y a loin de la coupe aux lèvres. Les Soviétiques et le pacte de Varsovie demeurent potentiellement actifs en Europe, en position offensive, quand, dans le même temps, ils parlent de détente, de coopération et de désarmement. M. Chevènement ne dit pas qu'il y a tromperie délibérée ni dissimulation. Mais il demande apparemment des preuves concrètes, qu'il ne voit pas encore venir.

Le ministre de la défense cite, en attendant, en ses interlocuteurs des exemples de rapports dysymétriques de forces entre l'Est et l'Ouest, pour justifier son réalisme, ou sa méfiance, comme on voudrait bien qualifier son attitude. On croirait entendre le général John Galvin, le commandant suprême des forces alliées en Europe, qui, pour illustrer le déséquilibre actuel en faveur de l'Otan, aime à rappeler que les Soviétiques ont trois fois plus de chars et de canons, et deux fois plus d'avions de combat.

Le général Galvin précise qu'il s'exprime en «soldat» et non pas en

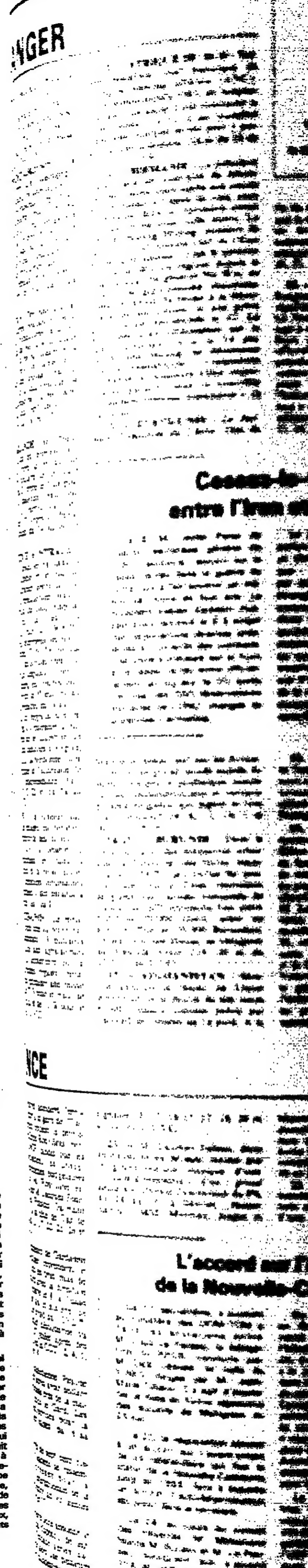
«politique» lorsqu'il constate que la «perestroïka» n'a apporté, jusqu'à présent, aucune modification majeure du dispositif soviétique.

M. Chevènement vient, lui, en «politique», conforter, sans y apporter véritablement de nuances, l'analyse du chef militaire de l'Otan. La démarche est intéressante si l'on sait que deux des conseillers de défense, présidés par M. François Mitterrand et convoqués par le gouvernement de M. Michel Rocard, ont été consacrés à l'examen des rapports de forces Est-Ouest. Mais ne coïncidence est trompeuse? Ou bien, plus probablement, ne se mettrait-il pas en place une stratégie de la pédagogie — M. Chevènement est friand de ce terme — à destination de l'opinion.

Et, d'abord, en direction de ces partisants du pouvoir, socialistes ou non, qui, en cette période ambiguë de dialogue Est-Ouest, acceptent mal l'idée qu'il faille soutenir un important effort national de défense. A cet-à, le ministre réplique qu'il faut garder un sens réaliste, susceptible de faire front, et consentir les investissements nécessaires.

A tous les autres, c'est-à-dire à ceux qui soulignent que la France ne fasse pas la sourde oreille aux initiatives soviétiques sur le désarmement. M. Chevènement rappelle, en quelque sorte, que l'adversaire potentiel ne s'est pas converti en «colombe de la paix» sous le coup de la «perestroïka». A cet-à, le président de la République a déjà, à la fin du mois, parlé de désarmement à la tribune de l'ONU. Au même moment, le ministre de la défense sera en déplacement au Pentagone, histoire de témoigner des solidarités permanentes de la France.

JACQUES ISNARD.



### Cessez-le-feu entre l'Iran et

### L'accord sur le

### de la Nouvelle-C



Août 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

ÉTRANGER

3. - URSS : Mathias Rust, le jeune pilote ouest-allemand, condamné le 4 septembre 1987 à quatre ans d'emprisonnement pour avoir atterri, le 28 mai 1987, sur la place Rouge, est libéré et expulsé vers la RFA (4, 5, 7-8 et 9).

4. - PROCHE-ORIENT : La Jordanie confirme son désengagement de Cisjordanie en annonçant le licenciement de quelque vingt et un mille fonctionnaires palestiniens qu'elle y rémunérait. Une délégation de l'OLP se rend à Amman du 11 au 14, tandis qu'au sein de la centrale palestinienne un débat s'instaure sur l'opportunité de proclamer un Etat palestinien indépendant et de former un gouvernement en exil (du 2 au 17, 23, 25, 30 et 31).

4. - SOUDAN : Des pluies diluviennes, qui durent plusieurs jours, provoquent des inondations catastrophiques dans le nord du pays, faisant près de deux millions de sans-abri. L'organisation de secours par le gouvernement et la distribution de l'aide internationale par l'armée sont critiquées pour leur inefficacité (9, 10, 11, du 14 au 26 et 30/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

4. - THAÏLANDE : M. Chatichai Choonhavan est nommé premier ministre après le retrait du général Prem, titulaire de ce poste depuis huit ans. Il forme le 9 un gouvernement de coalition, basé sur l'alliance de six partis, qui obtient 220 des 357 sièges du Parlement aux élections du 24 juillet (6 et 11).

5. - AFRIQUE AUSTRALE : Un accord de cessez-le-feu dans le nord de la Namibie et le sud de l'Angola est annoncé après la cinquante-septième des négociations quadripartites (Afrique du Sud, Angola, Cuba, États-Unis), du 2 au 5, à Genève. Alors que la SWAPO annonce qu'elle interrompra les hostilités en Namibie, FUNITA décide d'intensifier ses actions contre le régime marxiste angolais. Conformément à l'accord, les troupes sud-africaines évacuent le 30 leur retrait d'Angola. En revanche, du 24 au 27, à Brazzaville, les négociateurs ne parviennent pas à s'entendre avant le 1<sup>er</sup> septembre sur le calendrier de retrait des forces cubaines d'Angola, auquel Pretoria subordonne son départ de Namibie et l'accession de ce territoire à l'indépendance (du 3 au 13, 16, 19, 21-22 et du 24 au 30/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

8. - ONU : Un rapport sur l'esclavage des enfants est présenté à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, à Genève. Il dénonce l'embarquement forcé dans les armées, les traite et la prostitution, ainsi que les conditions inhumaines de travail imposées à des enfants à travers le monde (du 5 au 8).

11. - ÉTATS-UNIS : Le président Reagan signe une loi votée par le Congrès accordant 3,9 milliards de dollars d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse qui a affecté les grandes régions céréalières et devrait entraîner une baisse des récoltes de 37 % pour le maïs, de 23 % pour le soja, et de 13 % pour le blé (30/VII et 13/VIII).

12. - AFRIQUE DU SUD : Nelson Mandela, chef historique du Congrès national africain (ANC), emprisonné depuis 1963, est hospitalisé au Cap après avoir contracté la tuberculose. Le 31, il est transféré dans une clinique privée pour y passer sa convalescence (16 et du 18 au 23/VIII, 2/IX).

12. - BERMANIE : Le président Sein Lwin est contraint de démissionner, seize jours après son entrée en fonctions, à l'issue de cinq jours d'émeutes, dont la répression aurait fait au moins trois mille morts. Le 19, M. Maung Maung, ministre de la Justice, est nommé chef de l'Etat et du parti unique : il est le premier civil à la tête du régime depuis le coup d'Etat du général Ne Win, en 1962. De gigantesques manifestations en faveur du retour à la démocratie se multiplient, et une grève générale est déclenchée le 22. La Nouvelle-Orléans, confier l'héritage à son vice-président, M. George Bush, qui reçoit le 17 l'investiture officielle de son parti pour l'élection présidentielle. M. Bush choisit le 16 comme coadjuteur M. Dan Quayle, jeune sénateur conservateur de l'Indiana, qui, dès le 17, doit faire face à une controverse sur son passé militaire (du 5 au 8, 12, du 14 au 22, 24, 26 et 30).

12. - ÉTATS-UNIS : Le Dernier Testament du Christ, film de

fin du mois, l'agence Tass reconnaît que la situation militaire et politique est devenue « difficile » dans la majeure partie du pays en raison des attaques de la résistance (du 2 au 20, 25, 27 et du 30/VIII au 2/IX).

15. - ÉTATS-UNIS : M. Ronald Reagan vient devant la convention républicaine, réunie jusqu'au 18 à La Nouvelle-Orléans, confier l'héritage à son vice-président, M. George Bush, qui reçoit le 17 l'investiture officielle de son parti pour l'élection présidentielle. M. Bush choisit le 16 comme coadjuteur M. Dan Quayle, jeune sénateur conservateur de l'Indiana, qui, dès le 17, doit faire face à une controverse sur son passé militaire (du 5 au 8, 12, du 14 au 22, 24, 26 et 30).

Cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak

Le 8, M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, annonce l'accord sur le cessez-le-feu dans la guerre du Golfe, qui a fait environ un million de morts en huit ans. Le président irakien Saddam Hussein avait renoncé le 6 à signer des négociations directes préalables à tout arrêt des combats. Une trêve s'instaura sur le front et le cessez-le-feu entra officiellement en vigueur le 20 après l'arrivée des 350 observateurs militaires de l'ONU, chargés de superviser l'armistice.

Le 25, à Genève, les pourparlers directs s'ouvrent dans un climat de méfiance réciproque : les délégations, dirigées par les ministres des affaires étrangères irakien et iranien, commencent par l'intermédiaire de M. Perez de Cuellar, qui préside la réunion. Les négociations se poursuivent, sans qu'aucun progrès ne soit accompli avant la fin du mois en vue d'un règlement sur la base de la résolution 598 de l'ONU, acceptée par les deux belligérents (à partir du 2).

Martin Scorsese, sort sur les écrans. Il obtient un grand succès auprès du public, malgré la polémique lancée par les fondamentalistes et certains groupes religieux, qui jugent le film blasphématoire (4, 6, 13, 14-15 et 30/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

14-21. - BURUNDI : Dans le nord du pays, des massacres ethniques de Tutsis par des Hutus, majoritaires à 84 % mais exclus du pouvoir, sont suivis d'une répression sanglante par l'armée, composée de Tutsis : ces affrontements font entre 5 000 et 20 000 morts, selon les sources. Plus de 50 000 Burundais, en majorité des Hutus, se réfugient au Rwanda voisin (19, 20 et du 23/VIII au 3/IX).

15. - AFGHANISTAN : Moscou annonce le retour en Union soviétique de la moitié de son corps expéditionnaire, comme prévu par l'accord de Genève du 14 avril. A la

15. - PANAMA : Les obèses de l'ancien président Arnulfo Arias, sont en exil le 10 à Miami, se transfèrent en manifestation sans précédent contre le régime du général Noriega (12, 16 et 17).

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - PANAMA : Les obèses de l'ancien président Arnulfo Arias, sont en exil le 10 à Miami, se transfèrent en manifestation sans précédent contre le régime du général Noriega (12, 16 et 17).

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

obtenu aucune garantie du pouvoir (9, 14-15, 16 et à partir du 18).

16-18. - RFA : L'équipe anglo-américaine des auteurs d'un hold-up et de plusieurs prises d'otages suscite une polémique sur l'efficacité de la police et l'attitude des médias (du 19 au 22 et 24).

17. - ISRAËL : Quatre Palestiniens de Gaza sont expulsés vers le Liban et vingt-cinq autres menacés de l'être. Ces bannissements (trente-trois au total) suscitent des protestations internationales, confirmant la volonté des autorités israéliennes de réimposer leur contrôle sur les territoires occupés, où des affrontements meurtriers se poursuivent pour le neuvième mois consécutif (du 3 au 30/VIII et 1<sup>er</sup>/IX).

17. - PAKISTAN : Le général Mohamed Zia Ul Haq, qui avait pris le pouvoir en juillet 1977, meurt dans l'explosion de son avion. Les principaux chefs de l'armée et l'ambassadeur américain, qui se trouvaient à bord, sont aussi tués. La tête de l'attentat est retournée par les autorités. Le président du Sénat, promu chef de l'Etat par intérim, promet le maintien des élections, prévues pour le 16 novembre. Dès la fin du mois, les partis politiques préparent ce scrutin, tandis que les nouveaux chefs de l'armée se déclarent prêts à favoriser une transition démocratique (du 19 au 29/VIII et 2/IX).

17. - SUISSE : A Zurich, l'Américain Harry Butch Reynolds pulvérise en 43 s 29 le record du monde du 400 mètres, établi en 43 s 86 par son compatriote Lee Evans, le 18 octobre 1986, aux Jeux olympiques de Mexico (19).

18. - ÉTATS-UNIS - PAYS-BAS : La firme américaine Whirlpool, en prenant le contrôle de l'électroménager de Philips, devient le numéro 1 mondial de ce secteur (20).

18. - LIBAN : L'élection présidentielle ne peut avoir lieu, faute de quorum au Parlement en raison de boycotts de plusieurs députés libanais. La seule candidature était celle de l'ancien président Soleiman Frangie, soutenue par la Syrie, mais rejetée dans le camp chrétien et par les États-Unis (6, du 13 au 20, 24 et 31).

19. - CORÉE : Une « rencontre de travail » est organisée à Panmunjom entre des délégations du Nord et du Sud pour la première reprise d'un dialogue politique depuis 1986. Trois autres réunions, les 20, 23 et 26, ne permettent de parvenir à aucun accord (10, 11, du 14 au 24 et 27).

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

près d'Omagh par l'explosion d'une mine au passage de leur car militaire. Cet attentat est revendiqué par l'IRA, responsable, depuis le 1<sup>er</sup>, d'une nouvelle vague d'actions terroristes, qui font dix autres morts dans le mois en Ulster, à Londres et sur le continent européen. Le 30, trois membres de l'IRA sont tués près d'Omagh lors d'une opération de commando des forces spéciales (SAS) britanniques (du 2 au 10, 12, 14-15, 16 et du 20 au 30/VIII, 1<sup>er</sup> et 2/IX).

21. - INDE ET NÉPAL : Deux violents tremblements de terre font plus de mille morts dans la région de Dhankuta, dans l'est du Népal, ainsi qu'aux alentours de Darabanga, dans l'Etat indien du Bihar (23, 24 et 30).

21. - TCHÉCOSLOVAQUIE : Près de dix mille personnes manifestent à Prague pour le vingtième anniversaire de l'intervention militaire soviétique qui a mis fin au « Printemps de Prague » (12, 13, 17, 18 et du 20 au 24).

23. - ÉTATS-UNIS : Le président Reagan signe la loi sur le commerce, à laquelle il avait tenté de s'opposer pendant plus de trois ans, en dépit des vives protestations des partenaires des États-Unis qui dénoncent le caractère protectionniste de cette loi (du 4 au 8, 12, 18, 25 et 26).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

hausse générale des taux en Europe. Afin d'éviter des attaques contre le franc, la Banque de France se résigne à relever son taux d'intervention de 6,75 % à 7 %, tandis que la Banque d'Angleterre augmente le sien de 1 % : depuis le 2 juin et en huit étapes, il est passé de 7,5 % à 12 % pour lutter contre la surchauffe de l'économie britannique. Les hausses de taux et les interventions concertées des banques centrales permettent de confirmer le mouvement de repli du dollar, qui avait atteint le 22 1,91 DM, 134 yens et 6,48 F, tandis que les marchés boursiers redressent avec inquiétude (3, 4, du 6 au 18 et du 21 au 30).

25. - PORTUGAL : Un gigantesque incendie ravage le vieux quartier commerçant du Chiado, dans le centre historique de Lisbonne (du 26 au 29).

28. - RFA : Après une collision lors d'une exhibition aérienne, trois avions du groupe de vol de l'armée de l'air italienne tombent sur l'aérodrome de Ramstein, provoquant la mort d'au moins quarante-neuf personnes. Les autorités décident d'interdire désormais toute démonstration militaire d'acrobatie aérienne (du 30/VIII au 3/IX).

29. - ÉTATS-UNIS : Le gouvernement américain renonce à exiger la fermeture de la mission de l'OLP auprès des Nations unies (31).

30. - CHILI : La junte militaire choisit le général Augusto Pinochet, au pouvoir depuis le coup d'Etat de septembre 1973, pour être son candidat au plébiscite du 5 octobre, qui prolongerait son mandat jusqu'en 1997. Cette désignation est accueillie par de violentes manifestations de l'opposition, alors que l'état d'urgence a été levé le 27 (26, 27, 30 et 31/VIII, 1<sup>er</sup> et 2/IX).

30. - SAHARA OCCIDENTAL : Le Maroc et le Front Polisario acceptent le plan de paix proposé le 11 par M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. Ce plan prévoit l'instauration d'un cessez-le-feu et l'organisation d'un référendum offrant aux Sahraouis le choix entre l'indépendance et l'intégration au Maroc, qui contrôle la majeure partie du territoire abandonné en 1975 par l'Espagne (3, du 12 au 15, 30 et 31/VIII, 1<sup>er</sup>/IX).

DÉCÈS

6. - Henri Fresny, fondateur en 1941 du mouvement de résistance Combat (9 et 10).

6. - Francis Ponge, poète (9 et 12).

8. - Félix Leclerc, chanteur et poète québécois (10 et 13).

11. - Jean-Pierre Ponnelle, décorateur et metteur en scène d'opéra (13





Informations « services »

Le Carnet du Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4828
HORIZONTALEMENT
I. Prouve qu'il y a eu trop de précipitation. Un minimum pour le bon sens.
II. Quand il est blanc, il n'y a aucun rapport. Peut-être être mis en banque.
III. Mauvaise humeur. Des travaux qui exigent des forces. Jeté par celui qui veut se mesurer.
IV. Règles. Quantité insuffisante. Peut courir dans les prés. Un caractère ancien.
V. Un homme qui peut-être ne se plaisait pas dans le quartier. Conic en Roumanie.
VI. Au bout du rouleau. Sans changer de plan. Parfois à la fin du compte. On se réjouit quand on en voit le bout.
VII. Lettres pour attirer l'attention. Pronom. On peut y brûler de l'essence. Fait un peu cloche.
VIII. Peut être brisé par le bourreau. Circulait à l'étranger. Un grand mouvement.
IX. Qui ont pris de mauvaises habitudes. Comme quatre.
X. Première d'une série. Elève. Dans l'alternative.
XI. Fait des poursuites. Sans parti pris.
XII. Une étoile dans l'eau. Est bien réfléchi.
XIII. Qui peut irriter. Digne. Des cailloux dans le désert.
XIV. Fait facilement son trou. Océan d'Amérique. Utile quand on a peur des piqures.
XV. En Italie. Canal. Un chef.

VERTICALEMENT
1. Un joli front. Grossit quand on le fait travailler.
2. Où il vaut mieux ne pas mettre son nez. Pris comme parfois des paroles.
3. Permettent de rebaisser. Qui a donc circulé. Pris par celui qui vient d'être sonné.
4. Conjonction. En personne. Bon à cueillir. Est souvent sur la planche. Terme musical.
5. Donner le jour. Se mettra à ronger.
6. Ronge en Amérique. Vieille ville. Mot qui peut faire venir le berge.
7. Dix anglais. Traiter comme un régime.
8. Sur les-
quelles on peut voir des mouches. Direction.
9. Ne s'attache pas à l'argent. Point du jour. N'est pas vif.
10. Possessif. Chef d'équipe. Difficile à cacher.
11. Donne l'exemple de la fermeté. Mot de charretier.
12. Arrive toujours avec ses gros sabots.
13. Un rien du tout. Mot de reconnaissance. Faire briller.
14. Le dernier repas. Comme un baromètre.
15. D'un auxiliaire. Gardien dans une Auberge. Pas flamboyant.

PARIS EN VISITES

- LUNDI 12 SEPTEMBRE
« Le Marais, de l'Hôtel de Soubise à la place des Vosges... »
« Une heure au Père-Lachaise... »
« Musée Picasso... »
« Jardins secrets dans le quartier de Denfert... »
« De la mairie à l'église, le décor des mariages du deuxième arrondissement... »

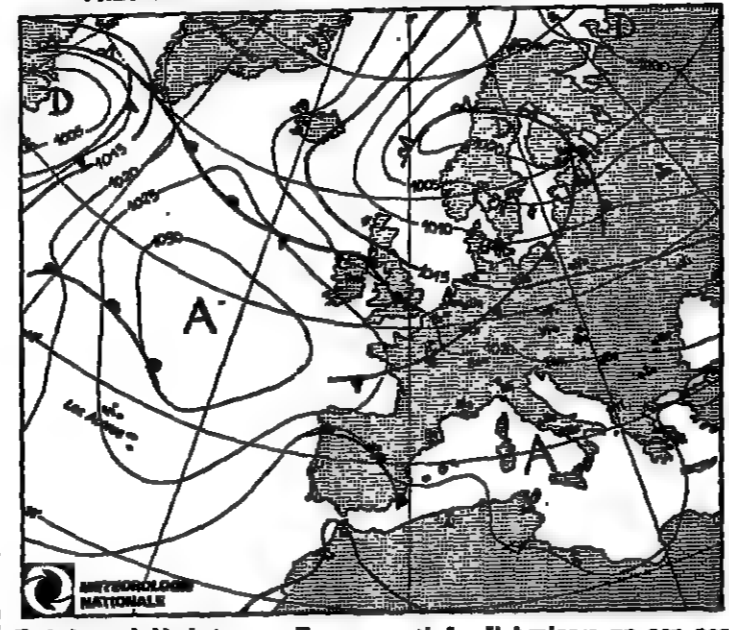
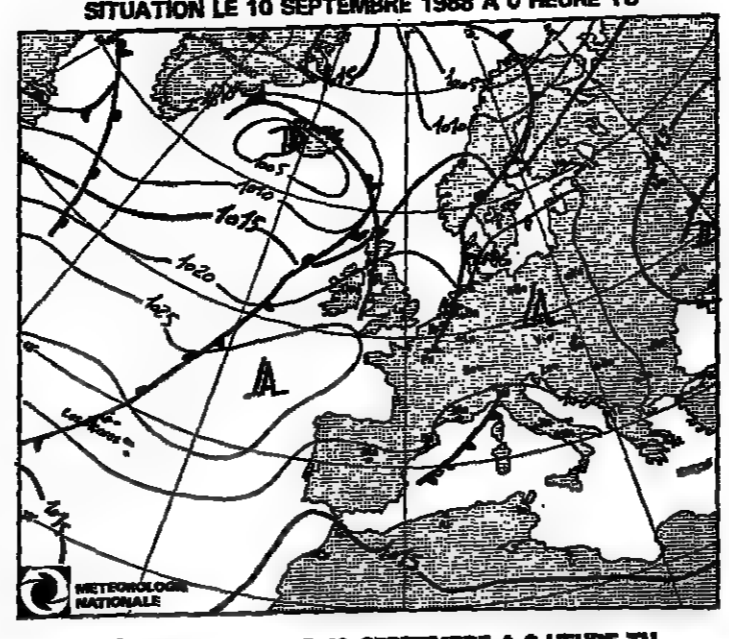
POLICE

M. Serge Gondel est nommé chef du service central des CRS
M. Serge Gondel vient d'être nommé chef du service central des CRS par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. Il remplace M. Jacques Brémère, qui prend sa retraite. Contrôleur général de la police nationale, M. Gondel avait déjà occupé ces responsabilités d'octobre 1985 à avril 1986, pour lesquelles M. Joxe l'avait choisi lors de son premier passage place Beauvau. Après le changement de majorité de mars 1986, M. Gondel avait été mis à l'écart par M. Charles Pasqua, qui avait chargé des fonctions d'adjoint opérationnel coordonnateur pour la sécurité civile du secrétaire général de la zone de défense Ouest. M. Gondel a accompli l'essentiel de sa carrière policière au sein des CRS. Né le 9 janvier 1935 à Neufchâteau (Vosges), entré dans la police en 1957, il fut notamment adjoint au chef du service central des CRS à partir de 1981, avant de lui succéder quatre ans plus tard. Lors de son retour au ministère de l'Intérieur, M. Joxe l'avait chargé d'un rapport sur l'emploi des forces mobiles (CRS et gendarmes). D'autre part, M. Gérard Maurel, affecté à la direction générale de la police nationale depuis mai 1988, vient d'être promu inspecteur général de la police nationale. Comme M. Gondel, il avait été mis à l'écart par M. Pasqua; nommé, en février 1986, directeur de la sécurité publique à la préfecture de police, il avait été, en avril 1986, mis à la disposition du préfet de la zone Sud-Est à Lyon. Lors de son retour, M. Joxe l'avait chargé d'un rapport sur la régionalisation de la police nationale.

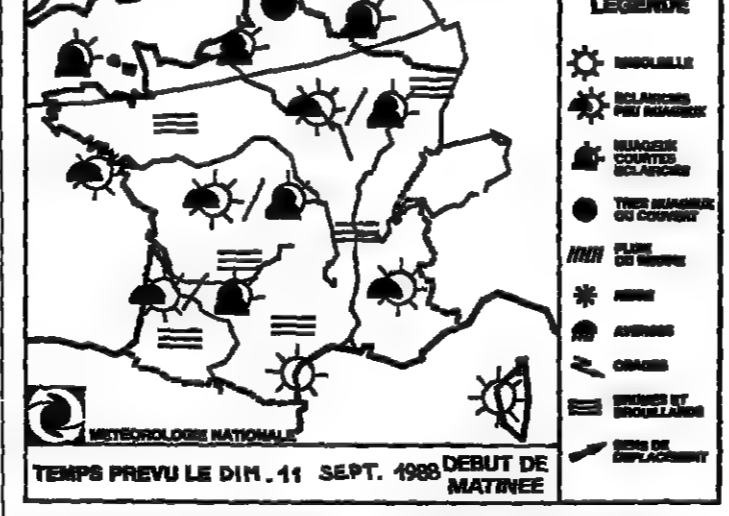
Une nouvelle campagne du Conseil de prévention de la délinquance

2,6 millions de délits par an... Le Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD) vient de lancer une nouvelle campagne publicitaire. Elle consiste dans la diffusion d'un message publicitaire intitulé « Le parachutiste », dont les différentes chaînes de télévision publiques ou privées ont offert des diffusions à titre gracieux, à l'exception de TF 1. « Tu vis, chotis-la » : tel est le slogan de cette nouvelle campagne publicitaire qui entend lutter contre la délinquance, trop souvent perçue comme une fatalité. Créé en 1983 et placé sous la présidence du premier ministre, le Conseil national de prévention de la délinquance regroupe des élus locaux, des ministres, des représentants des ministères de la justice, de l'intérieur, des affaires sociales, de la jeunesse et des sports, ainsi que des membres du monde associatif. Des contrats d'actions de prévention (CAP) sont signés avec des villes et les départements afin de conduire des actions sur le terrain comme le soutien scolaire, la lutte contre la toxicomanie, en collaboration avec l'Action ministérielle de lutte contre la toxicomanie. Des stages de mois, de veille, de casot-levak et d'équitation sont organisés. Il s'agit d'apporter d'abord une réponse non répressive à la délinquance des jeunes de treize ans à dix-huit ans afin de faciliter leur réinsertion sociale. La participation financière de ces adolescents est symbolique, celle des collectivités locales l'est un peu moins mais elles bénéficient de différentes aides publiques. Le ministère des affaires sociales et de la solidarité est le plus généreux avec 10 millions de francs.

MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le samedi 10 septembre à 0 heure et le dimanche 11 septembre à 24 heures UTC. Le champ de pression reste élevé et de gradient faible sur la France. Les perturbations qui ont traversé le pays récemment ont apporté beaucoup d'humidité, qui, avec l'absence de vent, se manifeste par des formations brumeuses. Le front froid d'une perturbation océanique se faible activité va aborder le Nord-Ouest. Dimanche 11, du soleil, mais beaucoup de brume le matin. La brume, les brouillards et les nuages bas n'épargneront guère que les régions méditerranéennes dimanche matin. Le brouillard se dissipera au cours de la matinée, les nuages se trouvant d'éclaircies, et dès la fin de la matinée le soleil brillera. Le soleil le plus franc sera pour les régions méridionales, alors qu'ailleurs on aura des nuages passagers. Près de la Manche et en Nord-Flandre, le ciel sera couvert toute la journée.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 9-8-1988 à 6 heures TU et le 10-9-1988 à 6 heures TU. Tableaux de données météorologiques pour France, étranger et villes.

Mariage

Océle NICOLAI et Pierre-François LESSEUR, sont heureux de faire part de mariage de Isabelle LESSEUR et Stéphane CHRISTIA.

Décès

Pierre BRASSEUL, est mort accidentellement le 5 septembre 1988, à Bourg-la-Reine. Il avait soixante-dix-neuf ans. Il souhaitait être incinéré et ne voulait pas de fleurs.

M. Bernard HIRSCH

M. Bernard HIRSCH, ingénieur général des ponts et chaussées, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, médaille de la Résistance, directeur de l'École nationale des ponts et chaussées, vice-président du collège des ingénieurs, Ecole nationale des ponts et chaussées, 28, rue des Saïns-Pères, 75007 Paris.

M. Guy Lambert

M. et M<sup>me</sup> Christian Lambert et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Bartoli et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Michel Lambert et leurs enfants, M<sup>me</sup> Jacqueline Faure de Sardigna, sa belle-sœur, ont le plaisir de faire part de décès, à soixante-cinq ans, de M. Guy LAMBERT, professeur agrégé des facultés de droit, professeur à la faculté de droit d'Alsace-Provence.

M. et M<sup>me</sup> Christian Alexandre

M. et M<sup>me</sup> Christian Alexandre, ses enfants, ont le plaisir de faire part de décès de leur fils, M. Etienne HIRSCH, chirurgien-dentiste (s.p.), professeur d'orthodontie (h.), membre de l'Académie nationale de chirurgie dentaire, membre de la Société française de stomatologie, membre du Comité national d'hygiène et de santé bucco-dentaire, et membre de la Société française d'anthropologie de Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée

Le 11 septembre 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année, M. Etienne HIRSCH, 75009 Paris.

Le 11 septembre, lors du traditionnel pèlerinage à Notre-Dame-de-Vie, à Saint-Bélec, le souvenir de Louis BRAUQUIER, décédé le 7 septembre 1976, à Paris, où il se rendait auprès de son ami Gabriel Andrieu hospitalier, a été évoqué avec émotion par le Père Jean Sarrat.

Services religieux

M<sup>me</sup> Eugénie Panchout, M. et M<sup>me</sup> Charles Philippe, Le clergé et la communauté paroissiale de la mission Sainte-Rita, ont l'honneur de vous prier de bien vouloir assister en de votre toute attention à la cérémonie religieuse au cours de laquelle Son Excellence Mgr Stéphane confèrera le sacre épiscopal à Mgr Dominique PHILIPPE, fondateur et premier supérieur de la mission, à 11 heures, au Collège de la Vierge, 3077.

REPERES

REPERES
M. Bernard HIRSCH, ingénieur général des ponts et chaussées...
M. Guy Lambert, professeur agrégé des facultés de droit...
M. et M<sup>me</sup> Christian Alexandre, ses enfants...
La cérémonie religieuse sera célébrée le 11 septembre 1988...
Services religieux...
M<sup>me</sup> Eugénie Panchout, M. et M<sup>me</sup> Charles Philippe...
Messe anniversaire...
Ame CELLIER.

REPERES
M. Bernard HIRSCH, ingénieur général des ponts et chaussées...
M. Guy Lambert, professeur agrégé des facultés de droit...
M. et M<sup>me</sup> Christian Alexandre, ses enfants...
La cérémonie religieuse sera célébrée le 11 septembre 1988...
Services religieux...
M<sup>me</sup> Eugénie Panchout, M. et M<sup>me</sup> Charles Philippe...
Messe anniversaire...
Ame CELLIER.

## La réorganisation du groupe Rivaud et ses conséquences

### Bataille autour de Pathé-Cinéma

Qui va racheter Pathé-Cinéma ? La question agite les professionnels de l'audiovisuel et les pouvoirs publics, depuis l'annonce de la réorganisation du capital du groupe Rivaud. Ce dernier détient, en effet, plus de 50 % de la petite société de cinéma au passé prestigieux. Le reste du capital est aux mains de la Compagnie Financière de Suez, de la Lyonnaise des eaux et de la Société générale de Belgique (14 % chacun).

Les quelques actions de Pathé-Cinéma cotées en Bourse (4 % du capital) font l'objet depuis plusieurs mois d'une spéculation effrénée, poussant le cours à des niveaux hors de proportion avec les modestes résultats de l'entreprise (3 millions de francs de bénéfices en 1987 sur un chiffre d'affaires de 400 millions environ).

Depuis plusieurs mois, en effet, le groupe Rivaud a reçu de nombreuses propositions de rachat de Pathé-Cinéma. L'arrivée du groupe suisse SASEA dans le capital de Rivaud a relancé la spéculation et a obligé la Commission des opérations de Bourse à suspendre la cotation de Pathé. Car, derrière le groupe suisse, se cache le holding financier italien Interpart de M. Gian Carlo Piretti. Et M. Piretti s'intéresse beaucoup aux médias. Il fut actionnaire de *Matin de Paris* aux côtés de M. Paul Quilès, et a, l'an dernier, repris la société cinématographique américaine Cannon, en difficulté.

Du côté de SASEA, comme chez Duménil-Leblé, on ne sait aujourd'hui toute participation d'Interpart aux transactions menées autour du groupe Rivaud. Mais M. Piretti lui-même confirme qu'il est associé à SASEA dans l'opération. Le président-directeur général de Pathé-Cinéma, M. Pierre Vercelet, donne également pour certaine l'arrivée d'Interpart aux côtés de SASEA dans le capital de Rivaud.

Que compte faire M. Piretti de Pathé-Cinéma ? M. Vercelet affirme avoir reçu l'assurance que l'opération aurait des vertus d'actifs. Quant à l'homme d'affaires italien, interrogé le 9 septembre au téléphone, il souhaite « étudier des rapprochements entre les salles de Pathé en France et celles de Cannon en Grande-Bretagne et en Hollande ». Mais, dans le petit monde du cinéma français, on redoute qu'Interpart ne revende la plupart des actifs. En effet, M. Piretti a vendu, il y a quelques mois, à M. Silvio Berlusconi les salles qu'il possédait à Cannes en Italie. Il vient de liquider en Grande-Bretagne les célèbres studios d'Elstree pour réaliser une juteuse opération immobilière.

Les professionnels du cinéma et les pouvoirs publics n'ont aucun envie de voir disparaître Pathé. L'enjeu est économique : avec cette société qui gère plus de 150 salles de cinéma et est associée à de nombreux exploitants indépendants, disparaîtrait l'un des trois grands circuits de programmation (avec ceux de Gaumont et UGC). Une partie déstabilisatrice pour les producteurs et les distributeurs. Mais le combat est aussi symbolique : le nom de Pathé a marqué les débuts du cinéma mondial et en a dominé l'économie jusqu'en 1914.

Deux groupes d'investisseurs français se seraient déjà manifestés pour proposer une solution de reprise nationale. L'un d'eux est, semble-t-il, mené par le groupe Suez qui, avec ses alliés (Société générale de Belgique et Lyonnaise des eaux), détient encore 42 % de Pathé-Cinéma.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

### Duménil-Leblé et la Banque Stern réalisent une « très belle opération »

Le groupe financier Duménil-Leblé et la Banque Stern ont signé avec la société suisse SASEA l'acte de vente de leur participation (38 %) dans le groupe Rivaud (le Monde du 10 septembre). Toutefois, la transaction ne sera véritablement finalisée que d'ici un mois, mais elle comporte déjà un dépôt de garantie supérieur à 100 millions de francs. Au total, les vendeurs retireront 1,2 milliard de francs de cette cession pour une mise de fonds de 600 millions de francs. Duménil-Leblé profitera de sa plus-value pour renforcer son trésor de guerre et investir 250 millions de francs dans l'achat d'une banque suisse.

« Ils vont se retrouver entre gens de même compagnie », commentait ironiquement un expert financier à l'annonce de l'arrivée de M. Florio Fiorini, patron de la société suisse SASEA, aux côtés des Français Jean de Beaumont et Edouard de Ribes, et du Belge Philippe Fabri, les dirigeants et actionnaires du groupe Rivaud. Cette entrée « sociale » dans une nébuleuse financière, qui regroupe des participations variées, allant des exotiques plantations d'hévéas, de cafiers et de palmistes de la Compagnie du Cambodge ou des Caoutchoucs de Padang, aux secteurs de pointe (Interchimie, Bertin...) en passant par la banque (Banque Rivaud), l'immobilier et le cinéma (Pathé), permet au groupe financier Duménil-Leblé et à la Banque Stern de sortir très enrichis de ce qui apparaissait de plus en plus comme un bouillier.

Fin 1986, la Banque Stern, présidée par Jean Peyrelevade, désormais président de l'UAP (Union des assurances de Paris), était contactée par plusieurs porteurs de titres de différents sociétés du groupe Rivaud qui souhaitaient s'en défaire. Intéressé, Jean Peyrelevade mettra plusieurs mois à s'y retrouver dans l'enchevêtrement de l'organigramme de ce conglomérat. Gêné par l'insuffisance de ses moyens financiers, la Banque Stern devra ensuite se trouver un partenaire. Suez, puis Gaz et Eau s'étant refusés, c'est finalement le jeune et bouillant Jacques Leterre, patron de Duménil-Leblé, qui viendra à l'appeler en rachetant 89 % du paquet (38 %) détenu par Stern, qui en conserve 11 %. A l'époque, les deux établissements consacrent 600 millions de francs à cet investissement.

L'idée des deux assaillants de prendre le contrôle du groupe — dussent-ils y mettre le temps — se heurte rapidement à l'hostilité des dirigeants en place, qui font cause commune et exploitent au maximum les possibilités de défense offertes par l'autocontrôle et les participations croisées. Un instant, les victoires paraissent possibles. Le 31 mai dernier, une modification des statuts de la Socfin, la holding mère de Rivaud, a permis à M. Jean de Beaumont et à Philippe Fabri son mandat de gestion. Elle évitait ainsi une alliance potentielle des deux partenaires indésirables. Dans le cas d'une alliance, il se manquerait à

### Les intentions de SASEA

Une fois ses intentions affichées, le président de Duménil-Leblé voit se présenter cinq candidats. L'un d'entre eux se détache nettement : la société financière suisse SASEA, spécialisée dans la reprise d'entreprises en difficulté et leur restructuration. Aussi mystérieuse que générique, cette firme genevoise, que dirige l'Italien Florio Fiorini, n'hésite pas à mettre sur la table 1,2 milliard de francs français pour racheter la participation détenue par Stern et Duménil-Leblé. Un prix qui paraît très élevé à beaucoup d'observateurs et qui permet en tout cas aux vendeurs d'empocher de jolis gains. La Banque Stern réalise une plus-value de 100 %, et Duménil-Leblé de plus de 50 %. « En termes de coûts d'opportunité, je n'ai jamais fait une aussi belle opération dans ma brève existence professionnelle », reconnaît avec fierté Jacques Leterre. Son groupe devrait recueillir plus de 400 millions qui viendront s'ajouter aux 160 millions engagés lors de la vente récente de ses titres de la Société générale de Belgique. Si tout se passe bien, le trésor de guerre de l'établissement financier avoisnera les 3 milliards de francs à la fin de l'opération. D'ores et déjà, celui-ci entend s'écouler en banque suisse pour un montant de 250 millions de francs.

Si les motivations des vendeurs apparaissent limpides, on ne peut pas en dire autant de l'acheteur. Quelles sont réellement ses intentions ? SASEA n'a pas l'habitude de conserver longtemps ses acquisitions. Et pourquoi avoir payé si cher une participation minoritaire ? Certains voient dans cette transaction une opération concertée avec les dirigeants du groupe Rivaud et avec SASEA rétrocedant les titres Pathé-Cinéma (voir ci-contre), Florio Fiorini ayant récemment affiché son intention de constituer un pôle européen de l'industrie cinématographique. Si Pathé est pour l'instant le seul enjeu identifiable, il n'est qu'un des morceaux d'un empire à peine entrevu déjà reformé sur ses secrets, mais qui suscitera peut-être d'autres convoitises.

CLAIRE BLANDIN  
et DOMINIQUE GALLOIS.

### Le pionnier du cinéma français

Rien ne prédisposait Charles Pathé à devenir le numéro un mondial du cinéma. Né de famille modeste, à Vincennes, il est commis charcutier, vendeur de café, jusqu'à la foire de Versailles, où il découvre le phonographe d'Edison. Deux ans durant, il en devient le camelot, de fêtes foraines et champs de foire. Et, en 1896, un petit péculé amassé, il ouvre enfin boutique avec son frère Emile pour y vendre des phonographes et les premiers kinoscopes.

Pathé frères est né, qui deviendra Pathé-Cinéma en 1918. Car, très vite, Charles Pathé confie à son frère Emile la gestion des phonographes pour se consacrer au cinéma. Industriel, il se lance dans l'étude, la construction et l'exploitation des appareils Pathé, l'usine de peillule de Vincennes — qu'il cédera plus tard à Eastman Kodak — et ouvre des succursales dans le monde entier. Producteur, on lui doit les superproductions de l'époque, le *Pathé-Journal* (1908), le *Pathé-Baby* (1922), le *Pathé-Royal* (1927). Exploitant, il possède, dès 1908, un circuit de vingt salles à Paris.

En 1929, Charles Pathé vend tout — il mourra retiré à Monaco en 1957. Sous le contrôle de Bernard Nathan, la société connaît un nouvel essor (les *Misérables*, de Raymond Bernard, le *Dernier Millionnaire*, de René Clair...), avant que des investissements trop lourds, une gestion aventureuse et la crise économique mondiale n'aboutissent à sa faillite. Ressaucisé sous le nom de Société nouvelle Pathé-Cinéma, on lui doit les *Enfants du paradis*, *Rèves d'amour*, ou, en coproduction, le *Dolce Vita*, le *Guépard*, avant qu'il ne recentre son activité sur la production télévisée et l'exploitation cinématographique.

Aujourd'hui, Pathé-Cinéma exploite directement cent cinquante-sept salles en France, vingt-cinq en Belgique et une à New-York, fait la programmation de quatre cent dix salles au sein du groupement Pathé-Edelvine indépendants et produit entre vingt et quarante heures par an de séries, fictions et documentaires télévisés. Actionnaire à 25 % de la régie publicitaire Médiasilvia, le groupe possède toujours 12.000 mètres carrés de studios, rue Francœur à Paris, et, surtout, un catalogue de mille deux cents heures de programmes de télévision et de quatre cents longs métrages. Sans oublier 8 millions de mètres de documents filmés depuis 1908.

P.-A. G.

### REPÈRES

**Automobile**  
**Hausse des ventes de 7,6 % en août.**

Les immatriculations de voitures neuves en France ont augmenté en août de 7,6 %, soit un peu plus rapidement que la moyenne des huit derniers mois (+ 6 %). Cette augmentation a surtout profité aux marques étrangères, qui ont progressé de 17,5 %, contre seulement 2 % pour les automobiles françaises. Cette période saisonnière s'explique, selon la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, par le fait que les marques nationales ont augmenté leurs prix dès juillet, alors que les étrangers n'ont suivi qu'un mois plus tard. La principale victime a été Peugeot, dont les ventes ont reculé de 6 %, tandis que celles de Renault diminuaient de 2 %. Citroën, en revanche, a réalisé un excellent score, avec une hausse de 28,9 % de ses ventes.

**Banque**  
**Une fusion possible aux Pays-Bas**

La Nederlandse Middenstands Bank (NMB) et la Postbank, les quatrième et cinquième banques néerlandaises, ont annoncé, vendredi 9 septembre à Amsterdam, qu'elles avaient entamé des discussions en vue d'une éventuelle coopération, celle-ci pouvant aller jusqu'à une fusion complète des deux groupes bancaires. Depuis le rapprochement, en février dernier, entre Amro (le numéro trois néerlandais) et la Générale de banque, des rumeurs avaient circulé sur de nouvelles restructurations dans le secteur bancaire des Pays-Bas, et dans la perspective de l'Europe de 1993. Si elles devaient déboucher sur une fusion, les discussions entre NMB et Postbank donneraient naissance à un groupe bancaire important. La Postbank, entreprise publique que l'Etat compte privatiser à partir de 1990, emploie dix mille cinq cents personnes et a un total de bilan de 55,2 milliards de florins (180 milliards de francs). La NMB a des effectifs de onze mille sept cent cinquante personnes et un bilan de 80,1 milliards de florins (240 milliards de francs français).

**Devises**  
**La monnaie sud-coréenne réévaluée par rapport au dollar**

La monnaie sud-coréenne, le won, a fléchi légèrement vendredi 9 septembre après que la hausse par rapport au dollar ait dépassé, jeudi, pour la première fois cette année, les 10 %. La Bank of Korea a indiqué que la parité de sa monnaie par rapport au dollar était vendredi de 720,80 à 720,90 won pour un dollar, après une chute jeudi de 720,80 à 720,90 won. Outre le dollar, le won s'est également fortement apprécié en 1988 par rapport aux autres devises : il a ainsi gagné 32,6 % face au franc suisse, 27,9 % face au franc

**Prix de gros**  
**Légère accélération en août aux Etats-Unis**

La hausse des prix de gros s'est légèrement accélérée en août aux Etats-Unis. Après avoir connu une hausse de 0,4 % en juin, puis de 0,6 % en juillet, les prix de gros américains ont, en effet, augmenté de 0,6 % en août, à l'indice, vendredi 9 septembre, le département du travail à Washington. Cette progression, supérieure à celle attendue par les analystes, s'explique par la flambée des tarifs de l'énergie, qui ont crû de 2,2 %. En revanche, les prix des produits alimentaires se sont calmés.

Hors énergie et alimentation, la hausse des tarifs des prix de gros est tombée, en août, à 0,3 %, contre 0,6 % en juillet. Ne donnant pas de raisons très nettes sur les tendances inflationnistes aux Etats-Unis, des statistiques n'ont eu qu'un effet modeste, vendredi, sur les marchés des changes, le dollar augmentant très légèrement vis-à-vis des principales devises.

**Protectionnisme**  
**M. Reagan hostile à une loi sur le textile**

Après l'adoption, le 9 septembre, par le Sénat américain d'un projet de loi visant à limiter les importations de textile et de chaussures aux Etats-Unis, le président Ronald Reagan a annoncé qu'il mettrait son veto à cette loi. Selon le président, ce projet « protectionniste entrainerait des mesures de rétorsion contre les exportations des Etats-Unis, nuira à leur compétitivité sur les marchés étrangers et leur fera perdre des emplois. Cette loi constitue une prescription désastreuse pour l'avenir économique de l'Amérique. » Seul un nouveau vote du Sénat à la majorité des deux tiers permettrait de passer outre au veto présidentiel. M. Reagan s'était déjà opposé, en 1986 à un tel projet de loi.

**Modification du « plan Séguin »**  
**Le remboursement à 100 % des médicaments va être amélioré**

« Longues et graves » est étendu aux personnes (en général âgées) qui ne sont pas atteintes de maladies graves, mais de « plusieurs affections entraînant un état pathologique que invalidant » et dont le traitement est prévu pour durer plus de six mois à condition que le contrôle médical de l'assurance-maladie donne son accord. La procédure est la même que pour les « trente maladies » répertoriées. Selon la Caisse nationale d'Assurance-maladie des salariés (CNAMTS), cinquante mille personnes environ pourraient être concernées par cette mesure.

D'autre part, toutes les personnes bénéficiant du remboursement à 100 % de plusieurs titres (« trente maladies », maladie « hors liste », « poly-pathologies »), plus de 2 millions au total vont bénéficier à nouveau du remboursement à 100 % des médicaments à vignette bleue lorsqu'ils sont prescrits par le médecin (ou des maladies) prise en charge à 100 %. Mais la date d'application n'est pas encore fixée. Pour les salariés, elle doit être mardi 13 septembre par la commission spécialisée de la CNAMTS. Celle-ci compte en effet aviser par lettre personnelle tous les assurés concernés pour leur expliquer les changements et envoyer des notes explicatives à tous les médecins et pharmaciens. Il faut donc prévoir le délai nécessaire à ces opérations.

Cette précaution n'est pas inutile pour faire comprendre les mesures si l'on en juge par le texte hermétique du décret qui annonce la prise en charge des médicaments à vignette bleue. Le voici : l'article R 322-9-1 du code de la Sécurité sociale est remplacé par les dispositions suivantes : Art. R 322-9-1. Par dérogation aux articles R 322-4, R 322-8 et R 322-9, les assurés sociaux mentionnés à ces articles supportent la participation prévue au 5° de l'article R 322-1. Limpide !

**L'évolution de l'emploi selon l'UNEDIC**  
**La hausse des effectifs salariés est due au bâtiment et aux services**

Dans une note en date du 1<sup>er</sup> septembre, l'UNEDIC précise son évaluation des effectifs salariés au deuxième trimestre 1988 (le Monde daté 28-29 août). En données corrigées des variations saisonnières et pour l'ensemble des entreprises cotées à l'assurance-chômage — sauf le secteur agricole et para-agricole — l'emploi salarié a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre 1988, comme au premier trimestre. En onze mois, la progression est de 1,3 %.

Cette évolution globale très positive dissimule des disparités. Les effectifs dans l'industrie continuent de diminuer au même rythme qu'au premier trimestre (- 0,3 %). Cela est dû au recul dans les entreprises de biens intermédiaires ou de biens de consommation, alors que la baisse se ralentit dans les biens d'équipement. La croissance des effectifs dans le bâtiment et les travaux publics s'accroît (+ 0,8 %). L'ensemble du secteur tertiaire enregistre un ralentissement de sa hausse. Ainsi en est-il dans les services marchands (+ 0,7 %, contre + 1,5 % au premier trimestre) et dans les commerces (+ 0,4 % contre + 0,7 %).

Depuis un an, le bâtiment progresse vite (+ 1,5 %), la baisse dans l'industrie reste forte (- 2,1 %), et le tertiaire compense largement (+ 2,8 %), tout particulièrement grâce aux services marchands (+ 3,9 %).

Toutefois, les résultats du deuxième trimestre doivent être appréciés en fonction de l'influence des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) sur les calculs d'effectifs. Sans le SIVP, la hausse doit être ramenée à 0,4 %.

**EN BREF**

● Carlton Communication rachète Technicolor. — Le groupe britannique Carlton Communication a annoncé, vendredi 9 septembre, qu'il rachèterait pour 459 millions de francs (4,86 milliards de francs) la firme américaine Technicolor Holdings, spécialiste mondial du développement de films depuis 1915. Carlton est un groupe de taille relativement modeste (1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires et 357 millions de bénéfices) spécialisé dans les services audiovisuels (production, publicités télévisées, production, équipements vidéo). D'acquisition extrêmement rapide depuis plusieurs années, c'est sa première grosse acquisition. Elle sera financée par un emprunt de 117,6 millions de francs (1,2 milliard de francs) et par une augmentation de capital de 383 millions de francs (3,8 milliards de francs), faisant largement appel au public. Technicolor, qui emploie mille six cents salariés et réalise un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs, détient 40 % des marchés mondiaux du développement de films et de la reproduction de cassettes vidéo.

● Gymnase Club rachète Vitep. — La société Gymnase Club vient de racheter au groupe Accor les salles de sport Vitep. Le montant du rachat n'a pas été précisé. L'une des trois salles parisiennes, celle de la porte Maillot, sera fermée le 31 décembre et vendue pour contribuer au financement de l'opération.

Par ailleurs, le Gymnase Club ouvrira, début octobre, sa première salle à Stuttgart (RFA), en collaboration avec la chaîne de magasins allemande Brünnering. En France, Gymnase Club, qui a réalisé au cours de son dernier exercice, achevé fin août, un chiffre d'affaires de 220 millions de francs avec vingt et une salles et cent cinquante mille adhérents, compte ouvrir une salle dans le quartier des Halles, à Paris.

● TRANSIT : la SCAC s'associe à la SCOA. — La SCAC, filiale des établissements Bolloré, a acquis 4 % du capital de la SCOA (spécialisée dans le commerce, particulièrement en Afrique). Selon M. Vincent Bolloré, cette participation qui pourra aller jusqu'à 10 % « mais pas au-delà » restera minoritaire. Cette acquisition permet à la SCAC spécialisée dans le transit de renforcer ses positions, notamment en Afrique. Cette décision est dans la droite ligne de l'accord signé par le SCAC et un consortium européen pour s'assurer une part importante du transit mondial.

● Le groupe Pentland prend le contrôle des styles Parker. — Le groupe britannique diversifié Pentland Industries (distribution, chaussures Reebok, habillement) a annoncé qu'il rachèterait pour 170 millions de francs (1,9 milliard de francs) une large majorité (85 % à 90 %) du capital de Parker Pen, le célèbre fabricant de stylos. Les cadres de Parker qui avaient acquis en 1986

25 % du capital, conserveront leur participation. Le reste des actions était jusqu'ici détenu par la société Schroder Venture et par divers fonds d'investissement. Parker, dont les résultats financiers se sont améliorés récemment avec un bénéfice de 17,5 millions de francs (192 millions de francs) en 1987, contre une perte de 11 millions de francs (121 millions de francs) l'année précédente, produit des stylos en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France. Les actionnaires de la société, jadis sous contrôle américain, avaient renoncé en juin 1988 à une introduction en Bourse prévue.

● Réduction du taux de croissance annuel des PAP. — M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, a annoncé, le jeudi 8 septembre à Lille, que le taux de croissance annuel des prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP), contractés à l'époque de l'inflation à deux chiffres, serait nu en 1989 et ramené à 2,5 % l'année suivante. Cette mesure, destinée aux « sinistrés des PAP » intéressera cinq cent mille familles et coûtera 29 milliards de francs à l'Etat sur vingt ans.

**LE MONDE**  
*diplomatique*  
de septembre  
EST PARU

سكزا من الأصل

Revue des valeurs

Semaine du 5 au 9 septembre

BOURSE DE PARIS

Après une semaine de hausse d'été s'étiolée, l'espoir d'une hausse d'été s'étiolée...

Lundi, le volume des transactions est même descendu à 621 millions de francs. La raison invoquée pour expliquer cette apathie...

Le retour des OPA?

Aussi, l'indicateur instantané n'a durant ces journées oscillé qu'entre -0,25 % et +1,25 %.

Morne saison

La CIDEM, une filiale commune du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et de la firme norvégienne KFTIC...

Mais l'élan était donné, et les analystes se mettaient à compiler leur liste de valeurs dont le capital coté...

435 F dans la proportion de trois actions nouvelles pour onze anciennes.

Sur le marché au comptant, l'agitation autour de la vente de la participation de 38 % dans le groupe Rivaud...

Le MONEP

D'autre part, les cotations de Pathé-Marconi étaient également suspendues. Mais sans aucun rapport avec l'affaire précédente...

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Hésitation Après une brève embelle, Wall Street s'est montrée très hésitante...

Table of stock prices for New York, including Alcoa, ATT, Boeing, etc.

LONDRES

Repli Les indices de la Bourse londonienne ont évolué irrégulièrement sur un marché chahuté...

Table of stock prices for London, including Anglo-American, Anglo-Siam, etc.

FRANCFORT Revirement à la hausse Revirement de tendance à Francfort...

Table of stock prices for Frankfurt, including AEG, BASF, Bayer, etc.

TOKYO Progression modérée Les cours des valeurs ont légèrement progressé après la hausse du yen...

Table of stock prices for Tokyo, including Aihai, Bridgesto, Canon, etc.

Pétroles

Table of oil prices: Elf-Aquitaine, Esso, Exxon, etc.

Produits chimiques

Table of chemical prices: Inst. Méridex, Labo. Bell, Roussel UC, etc.

Filatures, textiles, magasins

Table of textile and retail prices: Agnès (Fin.), BRV, CFAO, etc.

Mines, caoutchouc

Table of mining and rubber prices: Géophysique, Imetal, etc.

Matériel électrique

Table of electrical equipment prices: Alcatel, Alstom, CGE, etc.

Métallurgie

Table of metallurgy prices: Alpi, Avions Dassault, De Dietrich, etc.

Banques, assurances sociétés d'investissement

Table of bank and insurance prices: Bati Equipement, Bancpari (Cie), etc.

Mines d'or, diamants

Table of gold and diamond prices: Anglo-American, Anglo-Siam, etc.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

Table of fixed income and indexed values: PAF 10,5 % 1976, etc.

Valeurs diverses

Table of various values: Accor, Agence Havas, Arjomand, etc.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

Table of most actively traded values: Paribas, Sté Générale, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices: Or fin (à la tonne), etc.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DES COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Table of largest weekly price changes: SCOA, Epich Bnt. Fl., etc.

BONS DU TRÉSOR

Table of Treasury bonds: Séance du 9-9-88, etc.

MATIF

Table of MATIF prices: Notionnel 10 %, etc.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Table of transaction volume: 5 sept., 6 sept., etc.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)

Table of daily indices: Françaises, Etrangères.

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

Table of French Stock Exchange: Tendances, Indices gén., etc.

Accor : être le premier en Europe

La chaîne hôtelière intercontinentale, propriété du conglomérat britannique Grand Metropolitan, est à vendre...

Pourtant, les disponibilités sont faibles. « On dur sur le lendemain, nous pouvons mobiliser 3 à 4 milliards de francs... »

Dans ces quatre secteurs complémentaires, le groupe se contentera d'opérations courantes. A l'achat ou à la vente...

Au total, ce comité donne son feu vert à près de 2 milliards d'investissements par an.

Accor : être le premier en Europe

Enfin, les titres de services, à savoir le Ticket-restaurant, numéro un (et qui représentait 31 % du résultat d'exploitation...

Dans ces quatre secteurs complémentaires, le groupe se contentera d'opérations courantes. A l'achat ou à la vente...

A partir de 1989, le résultat consolidé devrait continuer à croître de 18 % à 20 % par an...

Composé de 713 hôtels fin décembre (85 000 chambres), le réseau devrait atteindre 2 000 établissements en l'an 2000...

INTERNATIONAL DES CAPITAUX Facilitier l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers. Une attente un peu... 36.15 LEMOND Code ARTINE

# Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Faciliter l'accès des fonds d'Etat aux prêteurs étrangers

La distinction entre activités nationales et internationales tend de plus en plus à s'estomper. Jamais cela n'a semblé plus évident que la semaine passée alors que plusieurs pays d'Europe montraient simultanément combien ils tenaient à faciliter l'accès de leurs fonds d'Etat aux prêteurs étrangers.

Dans leur préférence, les autorités françaises sont allées plus loin que les autres en lançant un programme de certificats américains (ADR) lancé à New-York sur l'initiative du Crédit lyonnais pour commercialiser des obligations assimilées du Trésor aux places de New-York (voir *Le Monde* du 9 septembre).

Outre-Rhin, le vif succès du dernier emprunt gouvernemental de 4 milliards de deutschemarks à dix ans, rémunéré au taux facial de 6,75 %, montre que, lorsque la confiance renaît dans une monnaie, l'obstacle d'une retenue à la source paraît moins difficile à franchir. A partir de l'an prochain, un prêt de 10 % sera retenu sur les coupons des obligations émises sur le marché national allemand, et cette mesure sera étendue jusqu'à une date récente fortement pénalisée l'ensemble de ce secteur.

Les nouveaux fonds d'Etat allemands sont traditionnellement émis à dix ans. Il existe également toute une palette d'autres instruments lancés par le ministère des finances de Bonn, mais, jusqu'à présent, leur acquisition était réservée aux résidents. Or voici que l'on évoque la possibilité d'autoriser les étrangers à acheter des créances de « Bundesobligationen ». Ces créances sont émises de façon quasi continue. La dernière série est rémunérée au taux de 6 % l'an. Pour un pays qui vient de souffrir d'une démolition de capitaux à long terme, il est bon d'accroître les possibilités d'accueil de fonds étrangers. C'est à plus d'une soixantaine de milliards de marks que l'on chiffre le volume des capitaux à long terme qui ont quitté l'Allemagne de janvier à fin août.

Autre exemple frappant d'internationalisation de la dette étatique, l'Autriche vient de monter une importante opération à taux variable libellée dans sa propre monnaie, s'adressant spécifiquement aux investisseurs de l'étranger. L'importance de la présence de banques internationales dans son groupe de placement n'en fait pour autant pas un euro-emprunt. Les autorités de Vienne ont récemment autorisé l'idée qu'il pourrait s'agir d'« euro-obligations libellées en schilling ». Comme en Allemagne et dans la plupart des autres pays d'Europe, l'intention officielle est de maintenir le marché

obligatoire sur le sol national. Dirigé par la Girozentrale de Vienne, l'émission est une brillante réussite. Son montant a été relevé de 3 à 5 milliards de schillings. Sa durée est de douze ans. Elle porte intérêt au taux interbancaire offert à Vienne majoré de 0,125 %. Cette marge est très confortable, et les commissions, qui pour les banques totalisent 37,5 points de base, le sont aussi. Le succès de la transaction tient aussi au fait que le schilling est un proche satellite du deutschemark.

Ce qui frappe dans de telles circonstances, c'est la difficulté de l'unité monétaire européenne à émerger. Londres lui a certes donné une impulsion déterminante en annonçant un programme de bons du Trésor à court terme libellés en ECU. Mais il a fallu attendre le retour pour qu'en France on se préoccupe officiellement de la question. Une première réunion exploratoire entre les représentants des banques et des autorités françaises est prévue pour ce lundi. La question est de savoir si l'Etat entend se porter emprunteur en une autre monnaie que le franc. Traditionnellement, le franc n'emprunte en devises que par l'intermédiaire de ses dépendances.

En raison du rôle éminent joué par les grandes banques belges dans

le développement du marché des titres libellés en ECU, certains s'attendaient à voir Bruxelles suivre à son tour l'exemple anglais. Il n'en est pas question pour l'instant. Le Royaume de Belgique dispose d'un marché national extrêmement liquide, qui assure le succès de très gros emprunts. Tel est le cas pour celui de 76,5 milliards de francs belges, qui offrira un coupon nominal de 8 %, et a reçu un accueil chaleureux de la part des investisseurs. A côté de cela, le Royaume dispose d'un programme international pour d'émission de billets de trésorerie et de « medium term notes » dont le développement devrait lui permettre, de relativement brève échéance, de refinancer l'ensemble de sa dette en devises à taux variable à des coûts inférieurs au Libor.

Dans ces conditions, la grande partie de l'ECU semble devoir se jouer entre trois partenaires principaux : la Grande-Bretagne et la France, qui rivalisent pour s'assurer la prééminence du marché, et l'Allemagne. Rien n'empêche cette dernière de continuer à intervenir pour arbitrer les débats ou intervenir directement. Outsideur majeur, l'Italie ne fait pour l'instant rien pour sortir de l'isolement où elle s'est elle-même placée pour des raisons fiscales.

### Double succès pour le Crédit foncier

C'est au Crédit foncier de France que l'on doit la grande émission en dollars de la semaine. L'opération, qui bénéficie de la garantie de la République française, a été scindée en deux : 200 millions à taux variable et 200 millions à taux fixe. La première tranche à dix ans, dirigée par Shearson Lehman offre un coupon de 0,0625 % inférieur au taux interbancaire à six mois demandé à Londres. L'emprunteur s'est ménagé des possibilités de sortie après un an seulement et à la fin de chaque année suivante. Dans un marché où la prime de la dette est élevée, l'opération a rencontré un succès immédiat.

L'autre tranche, pour laquelle Kleinwort Benson, le chef de file, s'est attiré bien des louanges, est à sept ans. Son coupon est de 9,25 % et son prix d'émission de 100,75 %. Au pied des commissions au total, ce montant à 1,875 % au total, cela correspondait jeudi matin à la sortie de l'emprunt à une marge de 43 points au-dessus des fonds d'Etat américains correspondants. Ces conditions étaient ainsi parfaitement alignées sur celles qui ont assuré récemment un accueil chaleureux à l'émission de France. L'émission est swappée en dollars à taux flottant, à une quarantaine de points au-dessus du Libor. Vendredi matin les obligati-

ons Crédit foncier se traitaient nettement à l'intérieur des commissions.

En eurofranc français, une émission couronnée — certains disent téméraire — a vu le jour lundi dernier par le rattachement du Crédit lyonnais pour le rachat d'une des sociétés de financement hypothécaire britanniques. La qualité de la dette n'est pas en cause. Le problème avec ce type d'émission est qu'ils ne sont pas assez connus en dehors de leur pays d'origine. Un nom plus familier aurait eu moins de peine à affronter les difficultés d'un compartiment en proie à bien des incertitudes relatives au niveau de l'intérêt et au cours de change.

L'emprunt d'Abbey National porte sur 800 millions de francs. Émis à 101,625 % du pair, les obligations sont convertibles en coupons annuels de 9,125 %. Au pied des commissions, la marge était au départ de 55 points de base au-dessus des fonds d'Etat français correspondants. Elle s'est légèrement rétrécie par la suite. Vendredi à midi, les cours du marché gris étaient de moins 2,25, moins 1,785, soit une décade quelque peu supérieure aux commissions pour les banques.

CHRISTOPHE VETTER.

## LES DEVICES ET L'OR

### Le recul du dollar pèse sur le franc

Il fallait bien s'y attendre : le nouveau reflux du dollar a déprimé le franc, qui s'est déprécié vis-à-vis d'un mark en pleine remontée, soutenu par les rachats massifs d'opérateurs qui avaient vendu depuis le début de l'été. En conséquence, le cours de la devise allemande est passé au-dessus de la barre des 3,40 F, atteignant jeudi le cours record de 3,41 F, au plus haut depuis mars dernier, avant de revenir à 3,405 F à la veille du week-end.

En outre, les rumeurs sur un réajustement du Système monétaire européen (SME) ont commencé à courir sans beaucoup de conviction toutefois, tandis que le ministre des finances français, M. Pierre Bérégovoy, se bätait de réaffirmer qu'il n'était absolument pas question d'un tel réajustement.

Selon lui, les conditions ne sont nullement réunies pour qu'une telle mesure soit envisageable : elle serait même toujours, toujours, à ses yeux, à la fois héritage et de faiblesse du franc s'est produit sans aucune fièvre. Les sorties de capitaux ont été relativement faibles, la Banque de France n'ayant dû décaisser, pour l'ensemble de la semaine, que 1 milliard de marks environ, soit 3,5 milliards de francs, la journée la plus forte — celle de jeudi — n'ayant donné lieu qu'à une sortie d'environ 500 millions de marks : une misère par rapport aux journées chaudes du début de novembre 1987, qui avaient vu des sorties de 1,42 milliard de francs, que les opérateurs français n'avaient pas réussi à empêcher de dépasser vingtaine de milliards de marks. Au reste, ces sorties n'ont pas été le fait des opérateurs français ni même des suisses, toujours prompts à réagir en cas de telles circonstances. Elles ont été dues, essentiellement, aux Allemands, aux Anglais et à un peu aux Italiens.

En fait, l'annonce de tensions au sein du SME a pris naissance, il y a une quinzaine de jours, avec l'annonce d'un excédent record de la balance commerciale allemande pour le mois de juillet, près de 50 milliards de francs, que les opérateurs ont mis en regard d'un déficit de 3,4 milliards de francs pour la France pour le même mois. Les performances de nos voisins démontrent que leur compétitivité n'a nullement été entamée par la remontée du dollar. En outre, l'annonce d'une croissance de 3,9 % du produit national brut allemand pour le premier semestre

1988 a fait ressortir la bonne santé de l'économie allemande et atténué par avance la portée des reproches que le gouvernement français pourrait adresser à celui de Bonn, coupable, à ses yeux, de ne pas suffisamment stimuler la croissance en RFA.

Un autre facteur de déstabilisation du SME a été la faiblesse renouvelée de la lire italienne, qui est restée à son cours historique le plus bas vis-à-vis du mark, porté à 746 lire au milieu de la semaine. De l'autre côté des Alpes, il semble que tout le monde soit d'accord pour réclamer une nouvelle dévaluation de la lire, notamment dans les milieux patronaux. En outre, au début de la période sous revue, la rumeur a couru qu'un rapport de la Banque d'Italie considérait cette dévaluation non seulement comme inévitable mais aussi comme souhaitable, en raison de l'affaiblissement de la compétitivité des industries de la péninsule, notamment vis-à-vis de l'Allemagne, sans qu'aucune confirmation ait pu être obtenue à ce sujet. Un schéma de réajustement a même été imaginé dans certains milieux, comportant une réévaluation de 4 % du mark, couplé avec une dévaluation de 2 % de la lire et une réévaluation de 2 % du franc français.

De cette façon, l'honneur du gouvernement français serait sauvegardé. Un décrochage relatif du franc vis-à-vis du mark permettant enfin une baisse véritable des taux d'intérêt en France. Les mauvaises langues murmurent qu'un tel schéma ne serait pas pour déplaire totalement à certains du côté de la Banque de France, mais ce ne sont là, naturellement, que des conjectures soigneusement démenties.

En fait, tout le monde sait que notre industrie ne tirerait aucun avantage d'un nouveau décrochage vis-à-vis du mark. Mais les tensions persistantes sur les parités monétaires franco-allemandes constituent un frein à toute diminution durable du loyer de l'argent à Paris. A cet égard, le réajustement du SME a été l'élément de la Banque de France, dans la deuxième semaine d'août, a un peu ébranlé la crédibilité du gouvernement français sur les marchés des changes, où les opérateurs ne manquent pas de souligner le caractère aléatoire d'une réaction trop volontariste de ce type.

Au milieu de la semaine, on allait jusqu'à évoquer la possibilité d'un second relèvement du taux d'intervention de l'Institut d'émission, au cas où le franc faiblirait davantage vis-à-vis du mark. Cela ne paraît guère probable dans l'immédiat, mais n'est pas totalement rejeté par certains.

Quant au dollar, il a faibli non seulement vis-à-vis du mark, mais aussi et surtout vis-à-vis du yen, dont la mauvaise tenue étonnait un peu. Une correction a été apportée rapidement à ce phénomène quel que peu aberrant, après une déclaration de M. Satoshi Sumita. Le gouverneur de la Banque du Japon, tout en écartant la possibilité d'un relèvement du taux d'escompte, a indiqué que des mesures « appropriées » seraient prises en cas d'une nouvelle baisse du yen. Cette mesure, en conséquence, s'est vigoureusement affirmée, le dollar revenant brutalement de près de 137 yens à 133,25 yens à la veille du week-end, retrouvant ainsi son cours de la mi-août.

Quant à la livre sterling, elle continue à poser des problèmes au chancelier de l'Echiquier. M. Nigel Lawson pourrait se voir contraint à recourir à d'autres mesures qu'une nouvelle hausse des taux pour calmer la surchauffe et réduire l'inflation. On cite un relèvement des impôts, peu acceptable politiquement néanmoins, ou un contrôle du crédit. M. David Kern, chef économiste de la grande banque National Westminster, a déclaré, avec un humour très britannique, que si une grave crise éclatait sur la livre sterling, le gouvernement devrait examiner des solutions fiscales et même, s'il le fallait, « l'importation de la monnaie ».

Notons la sensible baisse, en fin de semaine, des cours de l'or sur le marché à terme de New-York. Le prix pour les contrats livrables en octobre a baissé de 7,70 dollars pour s'établir à 423,1 dollars l'once, soit le niveau le plus bas depuis mars 1987.

F. R.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 5 AU 9 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	8 ECU	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Flon	Lin (tonnes)
New-York	1,6980	15,9413	64,1825	54,1829	2,9224	46,0976	0,0724	
	1,6715	15,7883	64,1825	54,1829	2,9224	46,0976	0,0724	
Paris	10,2513	62,730	—	42,11	339,31	16,1947	200,98	4,5599
	10,2523	62,730	—	42,11	339,31	16,1947	200,98	4,5599
Zurich	2,428	1,5269	24,8888	—	84,2895	4,0174	74,8919	1,1126
	2,4276	1,5270	24,8887	—	84,2895	4,0174	74,8919	1,1126
Frankfurt	3,1136	1,8453	28,4193	118,30	—	4,2651	85,5545	1,3417
	3,1173	1,8459	28,4203	118,30	—	4,2651	85,5545	1,3417
Breuxelles	65,7446	38,72	6,1725	24,8225	209,81	—	18,5882	2,8151
	65,4928	39	6,1725	24,8225	209,81	—	18,5882	2,8151
Amssterdam	3,2262	2,1669	33,2394	133,97	112,92	5,3821	—	1,5151
	3,24434	1,881	33,2394	133,97	112,92	5,3821	—	1,5151
Milan	237,20	1396	219,26	894,22	748,31	35,6553	662,02	—
	237,17	133,20	217,25	894,22	748,31	35,6553	662,02	—
Telaviv	275,82	133,70	217,25	894,22	748,31	35,6553	662,02	—

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 9 septembre, 4,7095 F contre 4,6374 F le vendredi 2 septembre.

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

### L'Australie mise sur le cachemire

C'est à la santé de l'industrie laitière que l'on prend le pouls de l'économie australienne. Mais les choses changent. L'avenir du pays pourrait ne plus reposer sur le dos de ses moutons mais sur le ventre de ses chèvres. Cette fibre de luxe, extrêmement douce et fine, appelée cachemire, vaut de 100 à 250 dollars australiens le kilo.

SYDNEY  
de notre correspondante

Les troubles qui déchirent encore l'Iran et l'Afghanistan, producteurs traditionnels de cachemire, et la décision récente de la Chine, le plus gros producteur mondial, d'en arrêter l'exportation, ont poussé les acheteurs à rechercher de nouveaux fournisseurs. Les principaux demandeurs, la firme écossaise Dawson International et ses rivaux américains et italiens Forte et Agasco, se tournent vers l'Australie pour réapprovisionner leurs stocks épuisés. Les fermiers australiens se frottent les mains. Le cachemire est un produit extrêmement rentable qui demande étonnamment peu d'investissements.

Il y a déjà un grand nombre de chèvres d'élevage à l'état sauvage en Australie qui ont la particularité de se domestiquer facilement et d'avoir

des habitudes gastronomiques très frugales. De plus, la chèvre mange les plantes parasites, avantage annexe non négligeable pour les fermiers.

L'Australie a produit 55 tonnes de laine cachemire l'année dernière et 75 tonnes sont attendues par l'« Australian Cashmere Marketing Corporation (ACMC) pour cette année. Stimulée par une offre de la firme Dawson International d'acheter jusqu'à 1 000 tonnes par an à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande si les deux pays étaient capables de les fournir, la production devrait, selon l'ACMC, continuer d'augmenter très rapidement.

Quant à la laine classique, la demande dépasse également l'offre. Des 845 000 tonnes de laine produite (28 % de la production mondiale), 95 % sont exportées. C'est sans doute la raison pour laquelle la saison des ventes de la laine s'est ouverte sur des prix particulièrement forts qui, selon le bureau des ressources économiques australiennes (ABARE), devraient se stabiliser bientôt à 10 dollars australiens le kilo (environ 50 F). La mode étant aux matières naturelles, les acheteurs ont malgré tout bien réagi dans l'ensemble, puisque, en dix-huit mois, l'Australie a vendu un million de balles, plus qu'elle n'a produit, épuisant les réserves stockées par l'« Australian Wool Corporation (AWC) ».

L'industrie laitière devrait rapporter au cours de cet exercice 5,8 milliards de dollars australiens, le double de l'an dernier et 2 milliards de plus qu'en 1986-1987.

Le troupeau de moutons australiens atteignait l'an passé cent soixante-six millions de têtes, réparties dans cent mille fermes, et représenterait plus de trois cent mille emplois.

JOËLLE ANDREOLI.

PRODUITS	COURS DU 9-9
Café h. g. (Londres) Trois mois	1 366 (+ 16) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 397 (- 109) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	10 750 (- 2 150) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Oct.	1 615 (- 55) Francs/tonne
Café (Londres) Sept.	1 110 (+ 11) Livres/tonne
Caoutchouc (New-York) Sept.	1 716 (+ 514) Dollars/tonne
BSE (Chicago) Sept.	400 (+ 1,5) Cents/boisseau
Mais (Chicago) Sept.	285 (- 4) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Sept.	277,70 (+ 7) Dollars/l. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Une attente un peu inquiète

Après la « divine surprise » de la fin de la semaine dernière, avec l'annonce inopinée d'un léger relèvement du taux de chômage aux États-Unis qui laissait espérer une atténuation en douceur de la surchauffe et donc une détente sur les taux, les marchés sont installés dans une attente un peu inquiète.

L'autre vendredi, donc, le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor des États-Unis était revenu d'un coup de 9,44 % à 8,99 %, une belle variation instantanée (cardinal s'abstenir). Ce brusque revirement de tendance contrastait singulièrement avec le pessimisme qui régnait précédemment. A la fin de la semaine écoulée, le marché américain avait avoué ce retournement encore bien précaire, le rendement du trente ans s'établissant un peu au-dessus de 9 %. Une petite alerte était notée dès la veille du week-end, après l'annonce d'une hausse des prix de gros de 0,2 % en août contre 0,5 % en juillet. Cette hausse ravivait les craintes d'un regain d'inflation dans ce pays. Un rapport de la Réserve fédérale diffusé mardi faisait encore état de maintien de pres-

sions inflationnistes, évoquant la poursuite de la hausse des prix des matières premières et une augmentation de ceux des demi-produits. Il prévoit par ailleurs d'autres augmentations. Ce rapport va renforcer le clan des pessimistes, qui voient une accélération du rythme de l'inflation outre-Atlantique, de nature à provoquer de nouvelles initiatives de la Réserve fédérale, dans le sens d'une sévérité accrue.

A Paris, le MATIF qui, pendant la semaine, avait maintenu son avance d'un point sur l'échéance décembre, acquiesce avec le marché de New-York, à été un peu douché à la veille du week-end. Il a toutefois conservé la moitié du gain initial de la matinée (1/4 de point sur le contrat cotant 103,25 1/2 point), le contrat cotant 103,25 environ. Sur le marché monétaire, les taux se sont maintenus entre 7 11/16-7 13/16 %, ce niveau reflète une certaine inquiétude quant à la manière dont réagirait la Banque de France au cas où la tenue du franc par rapport au mark viendrait à se dégrader un peu plus.

Sur le front des émissions où la semaine fut calme, l'événement a été le lancement d'un emprunt de 2,8 milliards de francs par la Société générale sous la forme d'obligations à un montant nominal de 450 F, au taux de 6 % et convertibles à tout moment en actions de la banque, dont le cours actuel évolue un peu au-dessus de 400 F. Ces obligations, dotées, au surplus, d'un bon droit de souscription pour une autre action, dans une période ouverte entre le 13 octobre 1988 et le 15 octobre 1991, également au cours de 450 F, ont reçu un bon accueil. Le marché estime que l'importance de l'émission lui assure une bonne liquidité et il spéculait sur une hausse du cours de l'action, à l'occasion de mouvements pouvant affecter le capital de la Société générale.

La Caisse nationale de l'énergie a émis un emprunt de 1 milliard de francs, entièrement placé auprès du Crédit agricole, tandis que la Caisse parisienne de récompte levait 650 millions de francs à taux variable indexé sur le taux interbancaire offert à Paris (TIOP ou PIBOR) avec un accueil normal. En revanche, la Cofinoga, l'organisme du crédit du groupe Nouvelles Galeries-BHV, a rencontré un succès très modéré avec son emprunt de 500 millions de francs à sept ans et 9,20 % nominal (9,17 % réel), taux considéré comme « tiré » pour cette catégorie de papier. Pour la semaine suivante, on prévoit une volée d'émissions classiques et syndiquées avec de gros montants (2 à 3 milliards de francs) que pourraient lancer la SNCF et le Crédit foncier de France, et moins probablement la Compagnie bancaire et le Crédit lyonnais.

FRANÇOIS RENARD.

### BOURSES ÉTRANGÈRES

PLACE	INDICE	DIFF.
NEW-YORK	2 810,12	+ 10,12
PARIS	10 251,3	+ 10,0
BRUXELLES	65 744,6	+ 10,0
FRANKFURT	3 113,6	+ 10,0
MILAN	237,20	+ 10,0
AMSTERDAM	3 226,2	+ 10,0
ZURICH	2 428,0	+ 10,0
STOCKHOLM	1 234,5	+ 10,0
OSAKA	2 345,6	+ 10,0
TOYO	3 456,7	+ 10,0
LIÈGE	4 567,8	+ 10,0
VIENNE	5 678,9	+ 10,0
BOGOTA	6 789,0	+ 10,0
BUENOS AIRES	7 890,1	+ 10,0
SÃO PAULO	8 901,2	+ 10,0
RIO DE JANEIRO	9 012,3	+ 10,0
SAO CARLOS	10 123,4	+ 10,0
BELO OZIDES	11 234,5	+ 10,0
BRASÍLIA	12 345,6	+ 10,0
RECIFE	13 456,7	+ 10,0
PORTO ALEGRE	14 567,8	+ 10,0
VIÇOSA	15 678,9	+ 10,0
ARACATUBA	16 789,0	+ 10,0
BOCA RATON	17 890,1	+ 10,0
CAÇULOS	18 901,2	+ 10,0
COIMBRA	19 012,3	+ 10,0
DIAMANTINA	20 123,4	+ 10,0
FLORIANÓPOLIS	21 234,5	+ 10,0
GOIÂNIA	22 345,6	+ 10,0
JOÃO PESSOA	23 456,7	+ 10,0
LUZIANA	24 567,8	+ 10,0
MACAÉ	25 678,9	+ 10,0
MANAUS	26 789,0	+ 10,0
MARACÁ	27 890,1	+ 10,0
OURINHOS	28 901,2	+ 10,0
PARANAGUÁ	29 012,3	+ 10,0
PELOTEAS	30 123,4	+ 10,0
PIRENEIA	31 234,5	+ 10,0
PRATA	32 345,6	+ 10,0
RESENDA	33 456,7	+ 10,0
RIO GRANDE	34 567,8	+ 10,0
SALVADOR	35 678,9	+ 10,0
SANTARÉM	36 789,0	+ 10,0
SÃO JOÃO DEL REI	37 890,1	+ 10,0
SÃO JOÃO DO RIO PRETO	38 901,2	+ 10,0
SÃO JOÃO DEL REI	39 012,3	+ 10,0
SÃO JOÃO DO RIO PRETO	40 123,4	+ 10,0
SÃO JOÃO DEL REI	41 234,5	+ 10,0
SÃO JOÃO DO RIO PRETO	42 345,6	+ 10,0
SÃO JOÃO DEL REI	43 456,7	+ 10,0
SÃO JOÃO DO RIO PRETO	44 567,8	+ 10,0
SÃO JOÃO DEL REI	45 678,9	+ 10,0
SÃO JOÃO DO RIO PRETO	46 789,0	+ 10,0
SÃO JOÃO DEL REI	47 890,1	+ 10,0
SÃO JOÃO DO RIO PRETO	48 901,2	+ 10,0
SÃO JOÃO DEL REI	49 012,3	+ 10,0
SÃO JOÃO DO RIO PRETO	50 123,4	+ 10,0

### LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

La cote des peintres.  
Les annonces des collectionneurs : de la peinture aux objets de collection.  
Le magazine : les expositions, les galeries, les ventes.

36.15 LEMONDE  
Code ARTLINE

مكتبة من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Grèce : l'hospitalisation de M. Papandréou suscite des spéculations dans les milieux politiques. - Représailles contre des grévistes polonais. 4 La situation dans les territoires occupés. - Violentes manifestations à Buenos-Aires.	5 M. Rocard et la baisse des taux de TVA. - Livres politiques, par André Laurens. 6 « La crise de l'identité ouvrière communiste », par Stéphane Courtillot.	7 Miracle dans le seizième arrondissement de Paris. - Tennis : Open des Etats-Unis. 8 Condamnations pour discrimination raciale à Besançon et à Nancy. - Communication : l'arrivée de Franz-Olivier Giesbert au Figaro.	10 Le palmarès de la Mostra du cinéma à Venise. - La Festival de Dasauville. - Exposition sur Salomé à Tourcoing. - Yves Saint Laurent à la Fête de l'Humanité.	13 La réorganisation du groupe Rivaud et ses conséquences. - Le remboursement à 100 % des médicaments va être amélioré. 14 Revenus des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements ..... 2 Cartes ..... 12 Météorologie ..... 12 Mots croisés ..... 12 Spectacles ..... 11	● Paix ou gros porteurs, le nouveau service Bourse est enfin arrivé ..... BOURSE ● La manébie de fait sur ministères ..... ARTLINE 36-15 tapes LEMONDE ● Ventes, échanges, achats vos livres pour le réseau scolaire BF collèges, lycées et universités ..... LIVRE 36-15 tapes LM
<b>DATES</b>						
2 Il y a 15 ans, la mort de Salvador Allende.						

La révision de l'Histoire en URSS

« On ne peut pas ne pas rendre hommage à Trotski » écrit la « Pravda »

MOSCOU de notre correspondant

C'est fait. Le dernier des grands tabous soviétiques s'est écroulé et il est désormais permis en URSS de parler de Léon Trotski en bien, en mal ou en demi-teinte, mais d'en parler comme de ce qu'il fut : un acteur clé de la révolution russe.

Perdue dans la fin de la page, la conclusion politique renvoie purement et simplement dos à dos Trotski et Staline, en déclarant que « pour le plus grand malheur de l'histoire et du peuple, la vieille garde léniniste ait écarté l'un du gouvernement mais ait laissé l'autre sur la passerelle ».

Or cette faille ne relève pas d'une faiblesse intellectuelle de cet historien militaire, mais de l'impossibilité de sa tâche. Dès lors que la nouvelle équipe dirigeante voulait tourner une bonne fois pour toutes la page du stalinisme et rétablir pour cela les faits, il était d'un côté inévitable de décrire son ascension, donc sa lutte contre Trotski, donc Trotski.

Dés pipés

D'un autre côté pourtant, il aurait été encore politiquement impossible de donner raison contre Staline au chef de file de l'opposition de gauche, car lui reconnaître sa clairvoyance face à la bureaucratisation du régime et à l'appétit de sang de son rival serait revenu à donner crédit à ses analyses.

Bref, il n'était pas question de glorifier Trotski en quoi que ce soit, mais l'angle d'attaque n'était pas non plus évident car, au jeu de l'histoire soviétique, tous les dés sont

politiquement pipés. Lui reprocher d'avoir été si longtemps un mensonge, de ne s'être rallié aux bolcheviques qu'à la veille de la révolution et d'avoir si longtemps dénoncé la logique dictatorial du léninisme ? Le général Volkogonov jette bien là quelques piques, mais il était évidemment préférable de ne pas engager le débat sur le léninisme tant il est clair qu'il n'aurait pas été gagné d'avance et que le régime n'est pas prêt à renier cet héritage constitutif.

Attaquer alors sur l'autre front en reprochant à Trotski d'avoir été l'artisan brutal et pas démocrate de tout de la victoire militaire des révolutionnaires ? Beaucoup de gens le font - en URSS et ailleurs - et cela aurait certainement ravi toute l'influence aile droite du courant nationaliste russe, qui aurait trouvé là une nouvelle occasion d'expliquer que tout le malheur de la révolution vient des juifs.

Il y avait là une carte à jouer puisque tant de gens poussent dans cette direction, mais le fait est que cette carte n'est pas celle de M. Gorbatchev. Ne serait-ce que parce que l'extrême droite russe, incarnée par le mouvement Parnast, est très largement solidaire des conservateurs de l'appareil communiste, car la « perestroïka » est souvent vue (et non sans raison) comme une victoire des occidentalistes sur les slavophiles.

Erreurs tactiques

Après s'être brièvement demandé si le fondateur de l'Armée Rouge n'avait pas si souvent traité Staline d'« épigone » parce qu'il lui aurait beaucoup emprunté de sa « méthodologie sociale », le général Volkogonov fut dans ce terrain mouvant. Reste qu'il a écrit dans le livre historique sans contraintes politiques, C'est déjà pourtant celui de la fin des grands interits, et tout en s'abstenant de reconnaître que c'est bien Staline qui a fait assassiner Trotski au Mexique en août 1940, le général Volkogonov ne laisse guère de doute à ce sujet. « Oui, écrit-il, Staline voulait la mort de Trotski, [car] le Césarisme du chef ne pouvait être entier tant que le lointain exilé était en vie ».

BERNARD GUETTA.

BIRMANIE : cédant aux pressions de l'opposition

Rangoun décide d'organiser des élections et de restaurer le pluralisme politique

Des élections générales devraient avoir lieu prochainement en Birmanie dans le cadre d'un pluralisme politique. C'est ce qu'a annoncé samedi 10 septembre Radio-Rangoun, citant une décision prise le même jour par le comité central du parti unique, le Parti du programme socialiste. Celui-ci a également décidé qu'il n'y avait pas lieu

d'organiser auparavant un référendum populaire à ce sujet, comme l'avait proposé le président Mawng Mawng. Ce dernier avait convoqué pour le lundi 12 le comité central du parti pour débattre de ce projet de référendum, en réponse aux pressions de la population en faveur d'un retour à un système démocratique et pluraliste. - (AFP, Reuter.)

ANGOLA : les suites de la conférence de Brazzaville

Luanda, La Havane et Pretoria vont étudier les détails d'un plan de repli des troupes cubaines

BRAZZAVILLE de notre envoyé spécial

« On a fait du bon travail ici. » Ce jugement satisfait, émis de source diplomatique occidentale, n'est pas une simple formule de circonstance. Car, si le rendez-vous de Brazzaville du 7 au 9 septembre n'a pas abouti à un accord sur le calendrier de retrait du contingent cubain d'Angola (le Monde du 10 septembre) - dans le cadre du processus de paix entamé à Londres il y a quatre mois - il a permis de délayer assez de terrain pour qu'on affiche un prudent optimisme parmi les quatre délégations (angolaise, cubaine, américaine et sud-africaine) présentes dans la capitale congolaise. Sauf un mauvais coup de théâtre, celles-ci se retrouveront à Brazzaville dans la semaine du 19 septembre.

Sur le fond de la négociation - le départ de l'armée cubaine - le communiqué conjoint publié vendredi, tout en étant un peu moins laconique que les fois précédentes, reste délibérément vague : « Les participants ont exprimé leurs points de vue sur les termes d'un calendrier pour le redéploiement vers le nord et le retrait total par étapes des troupes cubaines d'Angola (...) sont convenus d'approfondir leur examen des propositions faites ».

On ignore le détail des « propositions faites » à Brazzaville et qui seront soumises à l'Étude des gouvernements concernés. Mais il est clair que les quatre délégations sont allées très loin dans l'élaboration d'un calendrier de compromis. Il ne s'agit pas seulement de s'entendre sur la date à laquelle le dernier « barbu » quittera l'Angola, mais surtout de préciser le rythme du retrait, les effectifs concernés à chaque étape et la localisation des bases de repli. Il s'agit d'envisager, carte d'état-major en main, les conséquences logistiques du retrait pour les diverses parties concernées et aussi pour les absents de la négociation : les nationalistes namibiens de la SWAPO et les rebelles angolais de l'UNITA.

Parallélisme

Bien plus. Chacun veut tenir compte, avant de fixer les modalités du retrait cubain, des échéances successives prévues par la résolution 435 du Conseil de sécurité devant permettre l'accession de la Namibie à l'indépendance. Ainsi, le scénario de « la 435 » prévoit un compte à rebours précis, au terme duquel les troupes sud-africaines stationnées en Namibie seront progressivement réduites de trois semaines en trois semaines jusqu'à un reliquat de mille cinq cents hommes qui quitteront à leur tour le pays une semaine après la proclamation des résultats des élections supervisées par les Nations unies.

On peut raisonnablement penser que le rythme du retrait cubain

explorera un certain parallélisme avec celui du départ de Namibie des troupes de Pretoria. Ces discussions techniques ont été menées dans le détail à Brazzaville par les chefs d'état-major des armées angolaise, cubaine et sud-africaine. « Nous avons défini un compromis, avec toutes ses retombées pratiques sur le terrain, nous a-t-on indiqué de source proche de la conférence quadripartite. Chaque gouvernement connaît maintenant la nature des choix qui s'offrent à lui. » La belle semble donc désormais dans le camp des dirigeants de Luanda, Pretoria et La Havane. A eux de trancher ou de fournir à leurs représentants de nouvelles propositions.

Les chefs des délégations angolaise et cubaine, MM. Venancio de Moura et Carlos Aldana Escalante, ont exprimé leurs sentiments lors d'une conférence de presse qui marquait l'épilogue de cette sixième série de pourparlers. « Nous avons parcouru une bonne partie du chemin (...), a estimé M. de Moura. Nous sommes pratiquement maintenant dans la dernière étape (...). Nous rapprochons peu à peu nos positions ».

Autant de petites phrases par lesquelles Anglais et Cubains ont voulu, eux aussi, faire savoir que les négociations avançaient. Ils ont officiellement pris acte de la bonne volonté de Pretoria dans le communiqué publié vendredi, constatant que « les forces sud-africaines se sont retirées [d'Angola] avant le 1er septembre et que la commission de contrôle fonctionne d'une manière satisfaisante ».

Réconciliation nationale

En revanche, s'agissant de l'aspect interne du conflit entre le MPLA et l'UNITA, qui est à l'origine depuis trois ans des interventions extérieures en Angola, Luanda et La Havane maintiennent leur intransigeance. Le chef de la délégation angolaise s'est contenté de réaffirmer la politique de « clémence » et de « réconciliation nationale » au profit de tous ceux qui renonceraient à la « ligne terroriste » suivie par M. Savimbi.

A mesure que progresse la négociation, les discussions obligent de plus en plus les parties au conflit à prendre en compte la guerre civile angolaise, du seul fait que le rôle et le sort de l'UNITA sont présents à l'esprit de tous. Ce serait pure fiction de vouloir dissocier une paix intérieure et une paix extérieure en Angola.

Tout le talent de M. Chester Crocker, le médiateur américain, a consisté jusqu'à présent à sérier avec méthode les problèmes, voire à les isoler, afin de les résoudre séparément. Mais, tôt ou tard, l'Amérique risque d'avoir à réexaminer ses relations avec M. James Savimbi, si elle veut continuer avec efficacité sa mission de paix en Afrique australe.

JEAN-PIERRE LANGELLER.

Président d'une université de Grenoble

M. Jean-Jacques Payan est nommé directeur de la recherche à la régie Renault

LYON de notre bureau régional

Ancien directeur général du CNRS, M. Jean-Jacques Payan vient d'être nommé directeur de la recherche à la régie Renault. Il prendra ses fonctions le 1er octobre tout en conservant son mandat actuel de président de l'université scientifique, technologique et médicale de Grenoble, récemment rebaptisée, à son initiative, université Joseph-Fourier.

En tant que responsable du domaine universitaire de Saint-Martin-d'Hères, il devrait accueillir le ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, le 7 octobre, à Grenoble.

[Né le 3 mai 1925 à Grenoble, M. Jean-Jacques Payan est ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Agrégé de mathématiques, il enseigna successivement à Orsay puis à Grenoble, où il devient directeur du centre interuniversitaire de calcul en 1978. Élu président de l'université scientifique, technologique et médicale de Grenoble en mars 1981, il est appelé à la fin de cette même année à la direction du Centre national de la recherche scientifique. De février 1982 à mai 1986, il est directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche auprès des ministres successifs de l'Éducation nationale, MM. Alain Savary, Jean-Pierre Chevènement et Alain Devaquet. De retour dans sa ville natale, il est de nouveau élu le 23 janvier 1987 à la présidence de l'université de Grenoble.]

Prison pour un ancien gendarme qui conduisait ivre et sans permis

Raymond Thomas, gendarme en retraite, est un incorrigible. En 1986, il avait déjà été interpellé par d'anciens collègues pour conduite en état d'ivresse ce qui lui avait valu un mandat de prison. En dépit de cette mesure, toujours en vigueur, qui aurait dû le contraindre à n'être que passager ou piéton, il a repris le volant de son automobile après avoir « arrosé » cette initiative provocatrice. Il s'est ainsi fait interpellé à Elven (Morbihan) jeudi 8 septembre. Il a été constaté que son taux d'alcoolémie était de 2,24 grammes. Sans plus tarder, le tribunal de Vannes, devant lequel l'ancien gendarme a été déféré, a donc sévi : deux mois de prison dont quinze jours ferme, ce qui lui a valu un mandat d'arrêt immédiat à l'audience.

Suppression d'emplois au ministère de la défense. - Selon la fédération CFTC des personnels civils du ministère de la défense, qui a été reçue, le jeudi 8 septembre, par M. Jean-Pierre Chevènement, le ministre de la défense proposera au Parlement de supprimer trois mille quatre cent trois emplois civils dans son administration en 1989. Cette disposition figurera dans le projet de budget de la défense examiné, le 15 septembre prochain, par les députés membres de la commission de la défense. La déflation des effectifs civils comprend la suppression de mille trois cents emplois, programmés par le précédent gouvernement, au sein du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), qu'il n'est pas question de privatiser selon le CFTC.

Deuxième suspension pour un policier

Soupçonné d'avoir prêté main forte en 1987 à un commando lors d'une intervention contre des grévistes à Dammariès-Lys (Seine-et-Marne), Henri Leman, alors commandant du corps urbain de La Courneuve, avait été suspendu de ses fonctions puis, finalement, réintégré dans la police à un échelon plus modeste en novembre 1987.

Voici que de nouveaux il connaît des ennuis avec sa hiérarchie. C'est pour avoir, cette fois, fait, si l'on peut écrire, des heures supplémentaires au service d'un hôtelier parisien qui lui avait confié la surveillance et la sécurité de son établissement. Cette pratique des « extras » fut découverte par des collègues d'Henri Leman, affectés à la brigade de répression du banditisme (BRB) et appelés par le hasard à venir enquêter sur un vol commis précisément dans l'hôtel où leur collègue était censé assurer tranquillement son ordre.

Du coup, Henri Leman vient d'être une nouvelle fois suspendu en attendant une comparution devant le conseil de discipline.

Le corps de la petite Fauzias a été retrouvé. - Les recherches poursuivies vendredi 9 septembre ont permis de retrouver dans un fossé près de Marignies (Nord) le corps de la petite Fauzias, âgée de trois ans et victime de coups portés par sa mère Larria Fasiz. Celle-ci, âgée de vingt-deux ans, avait d'abord tenté de faire croire à une disparition de l'enfant avant d'avouer les faits aux enquêteurs (le Monde du 10 septembre).

A B C D E F G

ÉTATS-UNIS : un homme tente de s'immoler devant l'ONU

Un étranger résidant aux États-Unis, Mehrdad Imani, a été hospitalisé dans un état critique après avoir tenté, vendredi 9 septembre, de s'immoler par le feu devant le siège des Nations unies à New-York. La police a indiqué ne pas connaître les motifs de l'acte de cet homme, âgé de trente-deux ans, non plus que sa nationalité exacte. Il a été admis au centre médical Cornell-Hospital à New-York. - (Reuter.)

Le numéro du « Monde » daté 10 septembre 1988 a été tiré à 525 535 exemplaires

**LENTILLES DE CONTACT**

Adaptation par spécialiste.  
Toutes les mesures.  
Vos lentilles le jour même.

**PROMOTION**  
sur les lentilles américaines multiples  
à 398 F

la paire (6.00.1984) sans provision

**OSIRIS**  
LE LEADER FRANÇAIS DES LENTILLES

PARIS 17 - 26, av. de la République, 42-43-44-45  
TÉLÉPHONE : 227, 44 80-44 81, 44 82-44 83  
PARIS 12 - 21, av. de Friedland, 44-45-46-47  
TÉLÉPHONE : 48 10-48 11, 48 12-48 13  
PARIS 15 - 10, rue de Valenciennes, 44-45-46-47  
TÉLÉPHONE : 48 10-48 11, 48 12-48 13

**GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL**

**LE MONDE DE LA BOURSE**

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

**BOURSE**

**36.15 LEMONDE**

